

Jean Lamarre

LES CANADIENS FRANÇAIS DU
MICHIGAN

Leur contribution dans le développement
de la vallée de la Saginaw et de la péninsule de Keweenaw
1840-1914



SEPTENTRION

LES CANADIENS FRANÇAIS
DU MICHIGAN

Jean Lamarre

**LES CANADIENS FRANÇAIS
DU MICHIGAN**

Leur contribution dans le développement
de la vallée de la Saginaw
et de la péninsule de Keweenaw

1840-1914



SEPTENTRION

Les éditions du Septentrion remercient le Conseil des Arts du Canada et la Société de développement des entreprises culturelles du Québec (SODEC) pour le soutien accordé à leur programme d'édition. Nous reconnaissons également l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition (PADIÉ) pour nos activités d'édition.

Photo de la couverture : Groupe de bûcherons dans un camp d'hiver, possiblement au Michigan, à la fin XIX^e Michigan. F. W. Harmer, Archives nationales du Canada, C51336.

Mise en pages : Folio infographie

Si vous désirez être tenu au courant des publications
des ÉDITIONS DU SEPTENTRION
vous pouvez nous écrire au
1300, av. Maguire, Sillery (Québec) G1T 1Z3
ou par télécopieur (418) 527-4978
ou consulter notre catalogue sur Internet:
www.septentrion.qc.ca

© Les éditions du Septentrion
1300, av. Maguire
Sillery (Québec)
G1T 1Z3

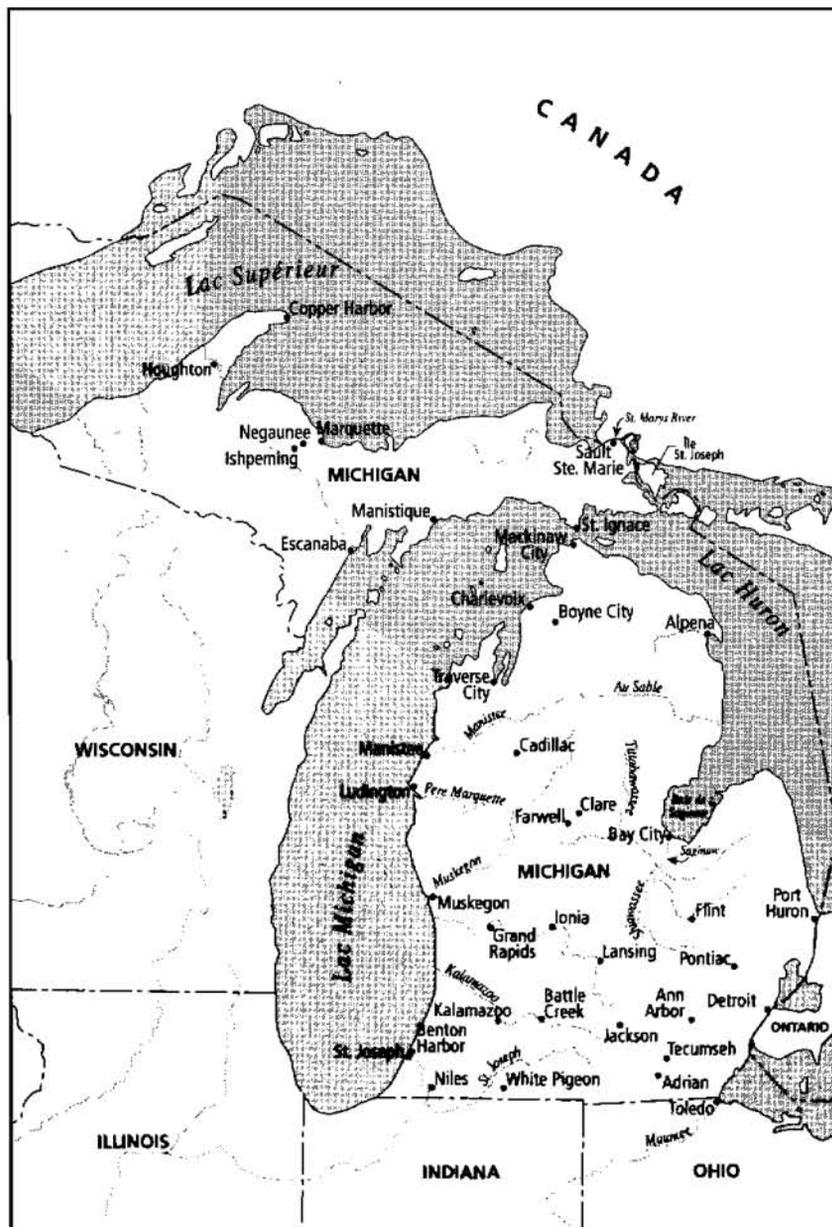
Diffusion Dimedia
539, boul. Lebeau
Saint-Laurent (Québec)
H4N 1S2

Diffusion en Europe :
Diffusion de l'édition québécoise
Librairie du Québec
30, rue Gay-Lussac
75005 Paris
France

Dépôt légal - 2^e trimestre 2000
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 2-89448-146-2

À Ginette et Fanny

Le Michigan



Présentation

DEPUIS LE DÉBUT DE LA COLONISATION FRANÇAISE en Amérique du Nord, les colons français n'ont cessé d'essaimer sur le continent. Leur goût pour l'aventure, la fascination qu'exerce sur eux la traite des fourrures et leur volonté d'améliorer leur condition ont fait en sorte que la Nouvelle-France s'est étendue à un point tel qu'elle est devenue, un siècle à peine après sa création, un immense empire dont les limites s'étendaient jusqu'au Grand Nord, à l'ouest, au-delà du fleuve Mississippi, à l'est, jusqu'aux colonies anglaises et, au sud, jusqu'au golfe du Mexique.

La traite des fourrures a constitué l'élément moteur de cette mouvance. Dès le **xvii^e** siècle et jusqu'au début du **xix^e** siècle, les Canadiens français ont participé activement à toutes les étapes du commerce des fourrures. Que ce soit comme canotiers, traiteurs ou voyageurs, ils ont pris part activement à ce commerce qui gravitait autour des Grands Lacs et ont ainsi contribué à repousser constamment les frontières de la colonie. Ce faisant, ils sont entrés en contact avec certaines tribus amérindiennes avec lesquelles ils ont tissé des liens si solides que certains d'entre eux ont décidé de s'y fondre.

Si cet éparpillement de la population a menacé la survie de la Nouvelle-France, il a toutefois donné naissance à une multitude de petites communautés canadiennes-françaises isolées sur le continent qui, malgré les traités de paix, les changements d'allégeance et le déclin de la traite dans la région au début du **xix^e** siècle, se sont tant bien que mal maintenues.

L'industrialisation qui a marqué le continent au **xix^e** siècle et l'économie de marché qui a bouleversé le monde agricole ont posé certains

problèmes et attisé chez certains Canadiens français ce désir de bouger. Le mouvement migratoire des Canadiens français du Québec, qui se dessine avant les années 1860, se dirige également vers la Nouvelle-Angleterre et le Midwest américain. Le mouvement vers le Midwest, et principalement vers le Michigan, ne doit pas surprendre puisqu'il s'inscrit en continuité avec celui que les colons associés à la traite avaient entrepris avant eux et est venu stimuler, alimenter certaines communautés établies depuis fort longtemps dans cette région et leur insuffler un nouvel élan.

Dans cette migration canadienne-française du XIX^e siècle, le Midwest américain, et tout spécialement l'État du Michigan, a représenté une destination importante. En 1890, 537 298 individus d'origine canadienne-française vivaient aux États-Unis. De ce nombre, la grande majorité, soit 72 %, habitaient les États du Nord-Est¹. Toutefois, de ce nombre, 137 168 Canadiens français, soit 26 % de tous ceux qui vivaient aux États-Unis, résidaient dans les États du Midwest², et 58 377 d'entre eux, soit 43 %, habitaient le Michigan³.

Nous avons analysé le processus d'émigration des Canadiens français de 1840 à 1914 vers deux régions de l'État, soit la vallée de la rivière Saginaw, qui comprend les comtés de Bay et de Saginaw, et la péninsule de Keweenaw — surnommée très justement « Copper Country » — qui regroupe les comtés de Houghton, de Keweenaw et d'Ontonagon. Le choix de ces régions s'explique, d'une part, parce qu'elles furent marquées respectivement par le développement de l'industrie forestière et l'industrie minière, les deux grands axes économiques qui ont caractérisé le développement industriel du Michigan au XIX^e siècle. Mais aussi parce que ce sont les deux régions au Michigan qui, hormis celle de Detroit, ont attiré le plus grand nombre de Canadiens français.

La période retenue (1840-1914) coïncide avec le début du processus d'industrialisation qui touche simultanément les deux régions et qui favorise l'arrivée de milliers de migrants parmi lesquels un bon nombre sont d'origine canadienne-française. Notre étude se termine en 1914, l'année où prend fin la plus importante grève qu'ait connue la péninsule de Keweenaw, un conflit marquant à plusieurs niveaux, et dont l'issue a modifié profondément les relations sociales au sein des communautés de cette région.

Cette étude a mis l'accent sur le fait que le processus de colonisation française sur le continent a laissé des traces bien longtemps après la Conquête. Elle veut rendre compte de cette réalité, particulièrement dans la région du Michigan, voisine des Grands Lacs, qui fut longtemps la plaque tournante du commerce des fourrures et l'endroit où bon nombre de petites communautés canadiennes-françaises et métisses se sont établies. Leur présence n'est pas étrangère au fait que la migration de certains Canadiens français au cours du *xix*^e siècle ait été orientée dans cette direction. Cette migration s'inscrit dans la mouvance qui marque la vie des Canadiens français depuis le début de leur établissement sur ce continent.

Nous avons aussi cherché à savoir qui étaient ces immigrants, d'où il provenaient, ce qui les a poussés à se rendre au Michigan, comment ils se sont adaptés à la réalité industrielle au Michigan et quelles furent les stratégies mises de l'avant pour y parvenir. Pour répondre à ces questions, nous avons cherché à identifier les migrants, à recréer leur univers au Canada français, à reconstituer leurs itinéraires ainsi que la réalité sociale à laquelle ils ont dû s'adapter au Michigan. Enfin, en fonction de ces nouvelles connaissances, nous avons réexaminé le mouvement migratoire global vers les États-Unis afin d'en préciser ou d'en réévaluer certains aspects.

L'étude a révélé que les Canadiens français ont participé au recul des différentes « frontières » sur le continent et mis en évidence leur mobilité géographique exceptionnelle. Elle a également levé le voile sur une dimension régionale jusque-là négligée du mouvement migratoire global qui a mené des milliers de Canadiens français à parcourir l'Amérique du Nord.

Dans le premier chapitre, nous présentons un survol de l'évolution de la réalité du Canada français afin de comprendre le contexte socio-économique de la migration. Le deuxième chapitre analyse sommairement le développement socioéconomique des deux régions d'étude afin de mieux saisir leur pouvoir d'attraction sur les Canadiens français. Enfin, dans les deux derniers chapitres, nous analysons la migration, le développement des communautés immigrantes et leur déclin, d'abord dans la vallée de la Saginaw, puis dans la péninsule de Keweenaw.

Plusieurs personnes ont contribué à la réalisation de cette étude. Mes premiers remerciements vont à Bruno Ramirez qui m'a aidé à trouver la sensibilité nécessaire pour comprendre les migrants. Je dois

beaucoup à John P. DuLong, de Berkley, Michigan, un grand ami, qui m'a stimulé et avec qui j'ai partagé mes découvertes. Mes remerciements aussi à Jean-François Cardin qui, par ses remarques judicieuses, m'a permis d'améliorer cette étude. Je remercie également l'Ambassade des États-Unis (ASUSI) pour avoir subventionné une partie de mes recherches au Michigan. Je remercie chaleureusement Madame Theresa Sanderson Spence, directrice du Copper Country Historical Collection, à la Michigan Technological University de Houghton, Madame Anna Mae Maday, de la Hoyt Public Library à Saginaw, et M. Leroy Barnett, l'archiviste de référence aux archives d'État à Lansing, Michigan. Enfin, je tiens à remercier toute l'équipe de rédaction des éditions du Septentrion, principalement Gaston Deschênes, pour leurs commentaires judicieux.

PREMIER CHAPITRE

Le Québec au XIX^e siècle

C'est un fait reçu de tous, le Bas-Canada, depuis deux ou trois ans, est plus pauvre qu'il ne l'avait été depuis un demi-siècle. Le numéraire a disparu ; le crédit est nul ; les propriétés foncières sont grevées d'hypothèques ; la banqueroute est l'ordre du jour ; le commerce est mort et l'agriculture menace de le suivre dans la tombe. Que nous reste-t-il donc ? Les manufactures ? elles ont été étouffées en embryon. L'exploitation des forêts ? elle a hâté la ruine du pays. Ce qui nous reste, je vais le dire ; c'est la pauvreté [...]¹.

C'EST EN CES TERMES que le directeur du collège de Nicolet, J.-B.-A. Ferland, commentait la situation économique qui prévalait au milieu du XIX^e siècle au Québec. Il répondait ainsi au questionnaire préparé par le comité d'enquête mis sur pied en 1849 par l'Assemblée législative de la province du Canada afin d'analyser les causes de la migration vers les États-Unis, dont l'ampleur suscitait de vives réactions chez les élites politiques. Mais ce commentaire pourrait avoir été énoncé par des milliers de Canadiens français qui, où qu'ils résidaient, étaient témoins et victimes de cette détérioration de l'économie.

En fait, de 1760 à 1850, la société canadienne-française a été marquée par des transformations socioéconomiques et démographiques profondes qui ont engendré des difficultés économiques affectant à divers degrés l'ensemble de la population. La détérioration constante des conditions socioéconomiques a constamment obligé les Canadiens

français à réagir, à s'adapter à ces nouvelles situations et à élaborer diverses stratégies pour en limiter ses effets. Plusieurs options se sont présentées. La pratique saisonnière de la traite des fourrures, le travail temporaire dans les chantiers forestiers, l'exode rural, la colonisation et la migration vers les États-Unis, toutes des options qui impliquaient une mobilité spatiale, se sont avérées des stratégies de survie qui ont été expérimentées par des milliers de Canadiens français cherchant à pallier la détérioration de leurs conditions de vie.

Le développement socioéconomique du Québec

La conquête de la Nouvelle-France en 1760 semblait avoir sonné le glas de la survie pour les Canadiens français en Amérique. En 150 ans d'existence, la population de la Nouvelle-France n'avait atteint que 70 000 habitants. Selon les dispositions du traité de Paris puis de la Proclamation royale de 1763, la disparition de la société canadienne-française semblait n'être qu'une question de temps².

La réalité fut cependant tout autre. La faible immigration britannique vers le Québec, de même que les turbulences sociopolitiques des colonies américaines et la crainte qu'elles s'étendent au nord ont eu tôt fait de modifier l'attitude de la métropole face à sa nouvelle colonie. L'adoption de l'Acte de Québec, dès 1774, puis de l'Acte constitutionnel, en 1791, a permis à la population franco-catholique et à ses élites religieuse et économique de se réapproprier certaines prérogatives essentielles au maintien de leurs caractéristiques économiques, linguistiques et religieuses. L'Acte de Québec redonnait vie aux institutions canadiennes-françaises en réintroduisant le régime seigneurial et les lois civiles françaises tout en légalisant l'Église catholique et en garantissant aux Canadiens français le droit de pratiquer leur religion. De plus, dans le but de contrer le désir d'expansion vers l'Ouest des colonies américaines rebelles, l'Acte de Québec plaçait sous le contrôle colonial émanant de Québec un large territoire à l'ouest des Appalaches, autour des Grands Lacs, qui devenait ainsi partie intégrante de la réalité géopolitique du Québec. L'Acte constitutionnel de 1791, quant à lui, scindait la province en deux entités politiques, le Haut et le Bas-Canada, et réaffirmait le contenu de l'Acte de Québec, tout en amendant cependant une section de la loi de 1774 pour y insérer une disposition stipulant que toute nouvelle concession de terres soit

dorénavant effectuée en « franc et commun soccage », limitant ainsi le régime seigneurial aux régions déjà sous son influence³.

Ces changements constitutionnels ne sont néanmoins pas les seuls éléments qui ont permis le maintien de cette communauté. En fait, depuis le début du xviii^e siècle⁴, la population du Québec a connu un développement démographique spectaculaire. Elle a augmenté à un rythme prodigieux, doublant tous les 27 ans, avec un taux moyen de natalité oscillant autour de 50 pour mille entre 1760 et 1850 ce qui, malgré un fort taux de mortalité, a produit néanmoins un taux d'accroissement naturel d'environ 25 pour mille⁵. Ce fort taux a propulsé la population du Québec vers des sommets, passant de 70 000 en 1765 à 161 000 en 1790 puis à 335 000 en 1814 et à 697 000 en 1844 pour finalement atteindre 890 000 habitants en 1851⁶ dont 75 % étaient d'origine canadienne-française.

Cette croissance de la population canadienne-française s'est réalisée sans véritable contrainte au cours de la seconde moitié du xviii^e siècle. Cependant, dès le début du xix^e siècle, la pression démographique a commencé à créer certains encombrements dans plusieurs seigneuries. En fait, de 1784 à 1844, la population canadienne-française a augmenté de 400 % alors que la superficie des terres occupées n'a cru que de 275 %⁷. La nouvelle génération a été contrainte de se rendre aux confins des seigneuries pour s'établir.

Bien que les seigneuries comportaient encore des terres disponibles, cet élargissement du territoire d'établissement ne s'est toutefois pas réalisé sans difficulté. Voulant profiter des conséquences positives de la pression démographique sur le prix des terres et de l'émergence d'un commerce du bois de plus en plus profitable au début du xix^e siècle, les seigneurs se sont montrés plus exigeants quant aux obligations (cens et rentes) et plus réticents dans la concession de nouvelles terres à des particuliers. Cette situation a forcé plusieurs Canadiens français à s'orienter vers de nouvelles régions d'établissement.

Au début du xix^e siècle, les Canadiens français pouvaient aller s'établir dans les portions plus au nord et au sud des seigneuries de la vallée du Saint-Laurent. Cependant, ces terres, généralement de piètre qualité et isolées des voies de communication, ont exercé peu d'attrait. Les Cantons de l'Est constituaient une autre possibilité⁸. Cette région, ouverte à la colonisation britannique à la fin du xviii^e siècle, offrait encore des possibilités d'établissement. Plusieurs obstacles décourageaient les

Canadiens français. Peu d'aménagement avait été réalisé à cette époque dans cette région et les voies de communication demeuraient fort rudimentaires. Les Cantons de l'Est revêtaient aussi un caractère résolument anglo-protestant et l'isolement dans lequel les Canadiens français se seraient retrouvés explique en partie leur réticence à s'y établir en grand nombre⁹. Mais c'est surtout le système de vente de terres appliqué dans cette région qui a rebuté les Canadiens français, dont peu comptaient sur le capital nécessaire à l'achat. Néanmoins, plusieurs Canadiens français s'y sont établis. En 1831, les Canadiens français ne représentaient que 20 % de la population¹⁰, soit environ 10 000 habitants. La mauvaise conjoncture économique des années 1830 et 1840 dans les seigneuries a toutefois stimulé les Canadiens français à s'y établir puisque la population francophone atteint 15 000 habitants en 1844 et 30 000 en 1851, soit 37 % de la population totale des Cantons¹¹. Malgré ces possibilités d'établissement, les Canadiens français ont vécu au début du XIX^e siècle de sérieux problèmes dans la recherche de nouvelles terres.

Afin de pallier ce problème, ils ont opté, à partir du début du XIX^e siècle, pour une subdivision graduelle de la terre familiale¹². Le recours à la subdivision est apparu à plusieurs comme une option valable et cette pratique fut répandue de plus en plus au Québec à partir des années 1820¹³. Toutefois, cette subdivision s'est avérée, à moyen terme, très néfaste en réduisant constamment la surface cultivable par famille et en diminuant d'autant sa productivité¹⁴. L'application répétée de cette méthode a mené à l'émergence graduelle d'une nouvelle entité territoriale dans les seigneuries, soit celle de l'emplacement. Ces emplacements représentaient des espaces de petite dimension, pouvant accommoder une construction et comprenant un lopin de terre, mais dont la taille réduite ne permettait plus qu'une agriculture d'appoint, insuffisante pour produire tout ce dont un ménage avait besoin pour sa survie. Cette réalité a transformé les fermiers en journaliers agricoles, cherchant à trouver sur le marché du travail salarié un revenu qui comblerait les pertes encourues par l'absence d'une agriculture réalisée sur une grande échelle. Ainsi, au cours des années 1820, un prolétariat rural a émergé, constitué d'un nombre de plus en plus important d'emplacitaires réduits à chercher de l'emploi rémunéré sur les fermes environnantes ou dans les petits villages voisins. Or, dans le marché du travail agricole et artisanal, la demande en main-

d'œuvre restait faible et irrégulière¹⁵. Sans terre et incapables de vendre leur force de travail avec régularité comme journaliers agricoles, ces Canadiens français sont donc devenus des candidats tout désignés à la migration afin de trouver de l'emploi.

De 1760 à 1850, la majorité de la population canadienne-française s'est maintenue dans un cadre de vie essentiellement rural et agricole. En 1760, 75 % de la population habitait des régions rurales. En 1851, la population rurale du Québec s'élevait encore à 70 % alors que Montréal et Québec regroupaient environ 30 % de la population¹⁶.

Au niveau économique, le Québec s'était développé au sein d'un système de type colonial dont le produit d'échange privilégié était la fourrure. Cependant, l'agriculture, et principalement la culture du blé, permettait d'accéder à l'autosuffisance¹⁷.

L'examen de l'évolution de la production de blé et de l'importance que ce produit représentait au sein des exportations agricoles au cours de la première moitié du XIX^e siècle montre une très nette tendance vers une diminution¹⁸. En effet, plus le siècle a progressé, plus la proportion du blé dans l'ensemble des exportations agricoles a diminué. De plus, non seulement l'importance du blé par rapport aux exportations agricoles a diminué, mais sa production a également décliné. En 1827, elle atteignait 2,9 millions de boisseaux. En 1844, elle n'était plus que de 942 829 boisseaux¹⁹.

L'irrégulière production de blé au Québec a subi, à partir de 1833, un effondrement décisif²⁰. Le fait qu'au cours des années 1830 le Québec soit dans l'obligation d'importer du blé haut-canadien et américain pour combler ses besoins démontre clairement l'importance des problèmes agricoles. Cet effondrement de la production de blé a été accentué par la manifestation de nombreux fléaux naturels au cours des années 1830 et 1840 au Québec. L'invasion de la « mouche à blé » durant les années 1830 a détruit les récoltes dans de nombreuses localités du Québec et a significé à court terme pour de nombreux fermiers une détérioration des conditions matérielles de vie, la disette et la misère.

Cette situation a eu aussi pour effet d'accroître l'endettement des fermiers. Déjà, depuis le début du siècle, la volonté de certains fermiers de mécaniser leurs moyens de production pour conserver ou accroître leur part du marché les avait poussés à avoir recours au crédit²¹. Mais la mauvaise conjoncture des années 1830 et 1840 a fait que l'endettement

a atteint des proportions alarmantes²². Il était de plus en plus difficile pour les fermiers d'honorer les emprunts²³ et plusieurs fermiers ont dû se départir de leurs terres. La vente forcée de terres par le fermier a eu pour effet de libérer une nouvelle main-d'œuvre qui est venue rejoindre les exclus de la subdivision des terres, augmentant ainsi le nombre de candidats à la recherche d'un travail salarié.

Les stratégies de survie

Les Canadiens français ont donc eu à trouver des solutions, cette fois-ci à l'extérieur du secteur agricole. Parmi celles-ci, l'exode vers les centres urbains, la colonisation, le recours au travail temporaire dans la traite des fourrures, le travail saisonnier en chantiers et la migration vers les États-Unis se sont avérés des solutions qui ont été tentées par de nombreux Canadiens français. Nous nous attarderons toutefois seulement aux trois dernières options.

Or, toutes les stratégies expérimentées par les Canadiens français ont eu comme caractéristique commune le recours à une mobilité spatiale, à une mouvance, soit à l'intérieur soit à l'extérieur des frontières politiques. Cet élément a agi constamment comme soutien dans la recherche de solutions à leurs difficultés et comme appui dans l'élaboration de stratégies de survie. Ce recours à la mouvance constitue un trait distinctif, voire récurrent de la réalité socioéconomique et culturelle des Canadiens français dont l'origine remonte au tout début de la colonisation française sur le continent et qui doit être considéré attentivement de manière à mieux comprendre la nature des solutions choisies par les Canadiens français en situation de crise.

Paradoxalement, les manifestations de cette mobilité spatiale, ses répercussions et sa réalité historique ont été longtemps laissées dans l'ombre dans l'historiographie, surtout durant la période 1760-1930²⁴. L'image à laquelle les chercheurs ont généralement associé les Canadiens français, surtout après la Conquête, fut celle qui les assimilait essentiellement à des êtres ruraux, conservateurs, et surtout sédentaires, des caractéristiques qui, au nom de l'idéologie de la «survivance» prônée par l'élite cléricale, pouvaient seules assurer la pérennité des particularités franco-catholiques et la survie des Canadiens français comme peuple distinct dans une Amérique du Nord anglo-protestante. Cependant, des études récentes ont démontré la centralité

et la puissance des mouvements migratoires au sein de la collectivité canadienne-française tout au long de son histoire²⁵. Elles ont conclu que la mobilité chez les Canadiens français constituait un trait fondamental sur lequel il fallait se pencher si l'on voulait vraiment comprendre l'identité québécoise dans sa continuité²⁶.

Cette propension des Canadiens français à se déplacer sur le continent trouve ses origines d'abord dans leur participation à la traite de fourrures.

La traite des fourrures

La traite des fourrures a été au cœur du développement économique, géographique et social du Québec du xvii^e siècle jusqu'au début du xix^e siècle. Au-delà d'une agriculture rudimentaire qui a retenu une bonne portion de la population coloniale dans la vallée du Saint-Laurent, la traite des fourrures et sa rentabilité ont attiré un nombre important de colons vers ce type d'activité.

À l'origine, l'organisation de la traite était simple et le commerce était accessible à tous. Bien que l'exportation des fourrures ait pratiquement toujours été sous le contrôle de divers monopoles jusqu'à la Conquête²⁷, chaque colon avait la possibilité de commercer directement avec les Amérindiens qui périodiquement se rendaient à Montréal, Québec et Trois-Rivières pour troquer leurs fourrures contre des marchandises²⁸. Au fur et à mesure que le territoire de chasse s'est éloigné de la vallée du Saint-Laurent, les Amérindiens ont graduellement espacé leurs visites en colonie²⁹, obligeant les colons à se rendre dans les villages amérindiens, troquant, le temps d'une expédition, leurs habits de colons contre le costume de « coureurs des bois », s'improvisant traiteurs et s'initiant à la géographie, aux voies de communication fluviale, à la culture et au langage des autochtones.

L'éloignement continu du territoire de traite a amené certains marchands à établir de nombreux postes de relais sur les grandes routes de commerce reliant Montréal aux Grands Lacs. Des postes comme Detroit, Michilimackinac, Sault Sainte-Marie, Fort-Michipicoten, Fort-Camanistigoyan, Fort Kaministiquia, Grand Portage et la baie des Puants, et plus au sud le Fort Miami (Indiana) et ceux de Vincennes et Kaskaskia en Illinois furent ainsi construits. Ces postes jouaient au départ le rôle de halte de ravitaillement pour les expédi-

tions. Mais ils sont devenus des points stratégiques servant de lieux de transit où les fourrures de l'Ouest étaient transportées avant d'être réacheminées vers Montréal³⁰. Ces avant-postes ont constitué les bases sur lesquelles s'est appuyée la pénétration de la traite vers l'intérieur des terres. Très peu peuplés à l'origine, ces postes se sont transformés en îlots d'établissements semi-permanents dont le développement s'est maintenu jusqu'au début du XIX^e siècle³¹. Les quelques résidents attachés à ces établissements ont pu développer une agriculture rudimentaire dont la production a assuré servi à la fois à leur auto-suffisance et à alimenter le commerce.

Le réseau de communication de la traite des fourrures a créé rapidement un lien étroit entre le Québec, et principalement Montréal, et la région des Grands Lacs qui s'est révélée le lieu de commerce privilégié. Avec le refoulement constant de la région de traite, les Grands Lacs ont constitué la plaque tournante autour de laquelle s'est articulé le commerce des fourrures.

Or, jusqu'au début du XIX^e siècle, cette étroite relation entre Montréal et la région des Grands Lacs a été perturbée à plusieurs reprises par des changements politiques. Le traité de Paris de 1763, l'Acte de Québec de 1774, la « Révolution américaine », le traité de Jay de 1794 et le traité de Gand en 1814 ont tous, à divers niveaux, modifié la relation étroite entre Montréal et la région des Grands Lacs. Mais elle s'est maintenue et les Canadiens français sont toujours demeurés présents dans la traite des fourrures jusqu'au premier tiers du XIX^e siècle.

À partir de la fin du XIX^e siècle, le travail dans la traite est venu répondre plus précisément à un malaise qui se dessinait au niveau agricole. Les fermiers, et surtout leurs jeunes fils, s'y sont donc engagés. Cette volonté des jeunes de participer à la vie rude de l'Ouest s'explique « par le besoin qu'ont les jeunes gens en surnombre de gagner leur vie et par l'insuffisance des revenus de l'agriculture³² ». Les nombreux départs vers les « Pays d'en Haut » à la fin du XIX^e siècle étaient à ce point réguliers qu'ils étaient perçus dans certaines régions du Québec comme un phénomène tout à fait normal³³.

Par leur longue expérience de travail et leurs excellentes connaissances des voies fluviales, les canotiers canadiens-français sont demeurés une main-d'œuvre hautement convoitée. En 1798, par exemple, la North West Company, créée en 1785 par des marchands écossais,

comptait à son service 1257 travailleurs, agissant comme interprètes, guides et surtout comme canotiers et dont la grande majorité était d'origine canadienne-française³⁴.

Cette relation entre les Canadiens français et la traite des fourrures a commencé à se relâcher en 1821 alors que les lieux de chasse de la North West Company se déplaçaient de plus en plus vers l'Ouest, là où la Hudson Bay Company concentrait ses activités depuis plusieurs décennies. Éloigné de plus en plus de Montréal, son port d'exportation, la North West Company est devenue rapidement moins compétitive face à la Hudson Bay Company, à un point tel que ses dirigeants devront accepter la fusion des deux compagnies en 1821.

Cette fusion a marqué un point tournant dans la participation des Canadiens français à ce marché du travail. La disparition de la North West Company a d'abord tari une source importante de travail d'appoint pour de nombreux Canadiens français qui avaient jusque-là dominé cette force de travail. Dorénavant, pour ces derniers, « l'Ouest ne s'atteignait plus dans le cadre d'une activité économique organisée³⁵ ».

Malgré ces bouleversements, les Canadiens français sont demeurés présents dans la traite. L'American Fur Company a, jusque dans les années 1840, maintenu une politique de recrutement qui favorisait leur embauche³⁶. De 1827 à 1846, « nombreux sont non seulement les engagés et voyageurs canadiens au service de l'American Fur Company mais aussi les traitants et les représentants de la compagnie³⁷ ». Dès le début des années 1830, les principaux lieux d'exploitation des fourrures étaient définitivement rendus plus à l'ouest des Grands Lacs et les activités sur le territoire même du Michigan étaient sur le point de cesser. Dans cette situation, plusieurs Canadiens français affectés aux différents postes de traite de la région des Grands Lacs ont décidé de s'y établir. Et « [...] les descendants des traitants, des commis et des voyageurs canadiens-français devinrent des colons qui en territoire américain se fondirent dans le reste de la population³⁸ ».

Jusqu'en 1830, les Canadiens français ont donc maintenu leur participation à la traite des fourrures et ont continué à afficher une forte mobilité spatiale dans la région du Nord-Ouest et particulièrement à celle du Michigan. Les Canadiens français ne se sont jamais confinés aux limites géographiques du territoire national. Ils ont constamment fait preuve d'une absence de « conscience frontalière »

dans leur mouvement, allant là où les activités de la traite les menaient et conservant un accès direct aux Grands Lacs.

Leur participation à la traite paraît significative à plus d'un titre. À l'origine, la présence des Canadiens français dans ce marché du travail avait représenté une stratégie de survie à laquelle ils avaient fait appel ponctuellement pour améliorer leurs conditions de vie. Mais il y eut plus. Cette participation a ouvert de nouveaux horizons économiques aux Canadiens français. Elle leur a permis de sillonner la région des Grands Lacs, de se familiariser avec ses voies de communication, de prendre contact avec les postes de traite et d'évaluer les ressources dont ils disposaient. Elle a donc contribué à élargir leurs connaissances géographiques et à définir un territoire économique qui allait bien au-delà des frontières du Québec.

Ces connaissances n'ont probablement pas été étrangères au fait que, lorsque des difficultés économiques graves ont touché le Québec au cours des années 1830 et 1840, et que les stratégies de survie internes furent épuisées, amenant plusieurs Canadiens français à recourir à la migration, certains se soient rendus vers l'Ouest — et notamment le Michigan — à la recherche de meilleures possibilités.

Mais déjà, alors que les possibilités d'emplois dans le secteur de la traite se contractaient à partir des années 1830, au moment même où les difficultés agricoles au Québec se faisaient plus présentes, les Canadiens français avaient su développer depuis quelques années de nouvelles stratégies pour pallier la détérioration de leurs conditions de vie. Une d'entre elles fut de quitter vers les chantiers forestiers.

L'industrie forestière

Avant le début du XIX^e siècle, l'exploitation forestière est demeurée un secteur marginal au Canada. Malgré la présence d'importantes ressources forestières, l'industrie du bois s'est limitée à la présence de modestes scieries disséminées sur le territoire. Les coûts élevés de transport entre la métropole et sa colonie nord-américaine ont constitué un obstacle important au développement d'une industrie forestière dynamique. L'Angleterre préférait s'approvisionner dans la région de la Baltique, où la production forestière était facilement accessible et moins coûteuse³⁹. Ce n'est qu'au tournant du XIX^e siècle, alors que la conjoncture européenne est perturbée par les guerres napoléoniennes,

que Londres émit une politique commerciale protectionniste qui favorisa au Canada les débuts de l'exploitation forestière⁴⁰.

L'exploitation des ressources forestières fut démarrée par des entrepreneurs américains, canadiens et britanniques dont plusieurs avaient quitté la région de la Baltique pour transférer leurs opérations au Canada afin de profiter du contexte économique favorable qui s'y installait⁴¹. Plusieurs régions canadiennes furent l'objet d'un développement mais c'est toutefois dans la région de la vallée de l'Outaouais que la première exploitation forestière fut lancée⁴². À cette époque, l'Outaouais couvrait un immense territoire, qui comprenait le bassin de la rivière des Outaouais et la zone reliant l'Outaouais à la baie Georgienne en passant par le lac Nipissing. La région s'étendait alors de la barrière du Long-Sault aux portes de la baie d'Hudson et des Grands Lacs. L'Outaouais était le pays des « coureurs de bois » et des « traitants », une région qui se trouvait au cœur de l'itinéraire que suivaient les fourrures quittant l'Ouest en direction de la vallée du Saint-Laurent⁴³. Cette région comptait sur un immense potentiel forestier et sur un système fluvial adéquat pour le transport du bois qui, en peu de temps, ont transformé ce territoire vierge en une région forestière dominante au Canada⁴⁴.

L'exploitation des ressources de la vallée fut amorcée par un entrepreneur américain originaire de Woburn, Massachusetts, Philemon Wright, qui, en 1797, vint explorer la région. Il y revient en 1800 pour s'y établir, amenant avec lui plusieurs bûcherons américains recrutés en Nouvelle-Angleterre. Il mit en place la première infrastructure urbaine de ce qui allait devenir la ville de Hull sur la rive est de la rivière des Outaouais et érigea la première scierie en 1801. Dès 1807, le premier radeau de bois équarri coupé dans les chantiers de Wright quittait l'Outaouais en direction du port de Québec, traçant ainsi l'itinéraire que suivraient pendant près d'un demi-siècle des milliers de radeaux de bois destinés au marché métropolitain⁴⁵.

Les débuts de l'exploitation forestière ont eu cependant peu d'effet sur le peuplement de la région. Jusqu'en 1814, la vallée de l'Outaouais est demeurée très peu peuplée. La guerre européenne terminée, la demande en bois colonial s'est accrue sur le marché métropolitain. Elle a favorisé l'essor du secteur forestier et a créé de nouvelles occasions d'emplois qui attirèrent de nouveaux travailleurs, parmi lesquels se trouvèrent de nombreux Canadiens français. Le fait que le bois prenait

la direction du Québec pour être expédié vers la métropole via le port de Québec a créé des relations étroites entre ces deux régions, si bien que plusieurs comtés de la vallée du Saint-Laurent sont devenus les principales sources de main-d'œuvre pour les chantiers. Dans la conjoncture économique de la première moitié du XIX^e siècle, « l'exploitation forestière [a] constitu[é] la porte de salut [sic] au milieu des difficultés nombreuses qui assaillaient la vallée du Saint-Laurent entre 1815 et 1850⁴⁶ ». À l'insuffisance de l'agriculture, le fermier a répondu par la migration saisonnière vers les chantiers. Plusieurs communautés de la vallée du Saint-Laurent ont été témoins d'un mouvement de va-et-vient saisonnier, un mouvement qui ne s'orientait plus comme auparavant vers les postes de traite de la région des Grands Lacs durant la saison d'été mais qui prenait plutôt la direction des chantiers forestiers de la vallée de l'Outaouais durant les mois d'hiver⁴⁷. Plusieurs agriculteurs ont participé à cette migration saisonnière, mais ce sont surtout les fils de fermiers — ceux qui trouvaient difficilement du travail durant l'hiver et qui cherchaient à économiser en vue de s'établir sur une terre — qui ont été les plus nombreux à se présenter dans les chantiers de l'Outaouais⁴⁸.

Les Canadiens français en sont venus rapidement à dominer la force de travail dans les chantiers⁴⁹. Au cours des années 1830, toutes les grandes opérations de coupe dans la vallée étaient réalisées par une main-d'œuvre principalement d'origine canadienne-française⁵⁰. Les livres de comptes de Wright indiquaient qu'entre 1832 et 1840 les Canadiens français constituaient pas moins de 90 % des 230 travailleurs employés dans ses divers chantiers. Des années 1810 aux années 1840, les Canadiens français ont toujours représenté plus de 50 % de la main-d'œuvre des chantiers de l'Outaouais⁵¹.

En se dirigeant vers les chantiers, les Canadiens français n'ont pas éprouvé de problèmes graves à s'adapter au travail dans les camps de bûcherons. Tous les fermiers, jeunes ou moins jeunes, étaient déjà familiers avec le maniement de la hache pour avoir souvent eu à défricher leur propre terre. Le travail de chantier s'inscrivait donc en continuité avec la culture de travail des Canadiens français.

À partir de 1835, l'industrie forestière de la vallée a bénéficié du marché américain qui s'est ouvert graduellement aux produits canadiens. Jusque-là, les besoins des villes américaines avaient été comblés

convenablement par les ressources forestières des États de New York et de la Pennsylvanie. Mais ces ressources montraient des signes d'épuisement, si bien que certains entrepreneurs américains ont manifesté de l'intérêt pour les produits canadiens⁵². Le marché américain était toutefois à la recherche de bois manufacturé pour répondre aux besoins de ses centres urbains en pleine croissance⁵³. La demande américaine a accéléré la mise en place de scieries plus efficaces et mieux outillées à partir des années 1840. Le bois de sciage a pris une part de plus en plus importante dans les exportations, pour finalement remplacer le bois équarri dans les années 1850 comme principal produit de la vallée⁵⁴.

Cette transformation a exigé une force de travail plus stable et plus importante numériquement. Le mouvement de va-et-vient des travailleurs a ralenti et de petites communautés canadiennes-françaises furent créées de part et d'autre de la rivière des Outaouais. Un grand nombre de Canadiens français, en provenance notamment de la région de Montréal et des comtés situés à l'ouest de l'île de Montréal, sont venus créer dans les années 1840 des communautés dans la région, au nord de la rivière des Outaouais, dans les comtés de Pontiac et de l'Outaouais, mais aussi au sud, dans les comtés de Glengarry, Prescott et Russell, formant même certains îlots d'établissement dans le comté de Carleton qui englobait la ville de Bytown (Ottawa). En 1844, ils étaient évalués à 3400, répartis dans les quatre comtés, alors qu'en 1850 leur nombre était estimé à 10 248, une augmentation de 300 % par rapport à 1844⁵⁵.

La crise économique de 1837 obligea la métropole à réévaluer ses politiques commerciales et, en 1842, elle réduisit la protection accordée au bois canadien en diminuant du quart la taxe imposée au bois étranger⁵⁶. Cette baisse a réduit les exportations du tiers entre 1841 et 1842⁵⁷. Mais, plus significative, cette baisse des exportations laissa les entrepreneurs avec des surplus de production qu'ils furent incapables d'écouler, amenant un ralentissement notable des activités dans les chantiers⁵⁸.

Toutefois, dès le milieu de la décennie, l'accroissement de la demande britannique est venue ramener une certaine stabilité dans le secteur. Les exportations canadiennes vers la Grande-Bretagne ont repris de la vigueur, atteignant près de 500 millions de pieds mesure de planche, un sommet jamais égalé⁵⁹. Toutefois, dès février 1846, lors du

vote du budget, les autorités métropolitaines imposaient de nouvelles diminutions de tarifs sur le bois. Ces dispositions ont ouvert davantage le marché métropolitain aux produits étrangers et ont réduit conséquemment le niveau d'exportation de bois canadien qui, dès 1848, fut ramené autour de 350 millions de « pieds mesure de planche ». L'industrie forestière canadienne entra alors dans une période de crise dont les effets furent ressentis jusqu'en 1850.

Cette crise a eu un effet désastreux pour des milliers de ménages canadiens-français. La surproduction a amené les entrepreneurs à réduire leurs activités, entraînant d'importantes mises à pied. Les jeunes gens, les fermiers et les journaliers qui avaient pris l'habitude de se rendre aux chantiers chaque hiver voyaient disparaître leur revenu d'appoint. Pour plusieurs qui s'étaient établis dans la région, cette crise a signifié la perte de leur seul revenu⁶⁰.

À partir du début des années 1850, la situation dans le secteur forestier s'est stabilisée. Ce secteur fut l'objet au cours des années suivantes de nouvelles réductions tarifaires qui libéralisèrent entièrement le marché britannique en 1866⁶¹, mais les besoins croissants du marché américain sont venus compenser. La décennie 1850-1860 fut témoin de la consolidation du processus d'industrialisation avec l'arrivée de plusieurs entrepreneurs du Maine et de l'État de New York⁶².

Le développement de l'industrie forestière dans la vallée de l'Outaouais a donc constitué une autre option qui s'est offerte aux Canadiens français. En cette période d'instabilité économique au Québec, la forêt constituait le seul secteur dynamique et créateur d'emplois. La crise qui a frappé dans ce domaine au cours des années 1840 a eu des effets encore plus pernicious. Les Canadiens français ont été amenés à réviser leur stratégie et à chercher ailleurs des solutions à leurs problèmes. Pour plusieurs, la migration vers les États-Unis s'imposa de plus en plus. D'ailleurs, plusieurs témoignages recueillis lors de l'enquête de 1849 ont révélé qu'au cours des années 1840 de nombreux ouvriers, journaliers et « draveurs » établis dans les comtés voisins de la vallée de l'Outaouais avaient quitté la région pour se rendre aux États-Unis. Le notaire L. Letellier, de la ville de Québec, soulignait que c'était « après avoir été à l'école des chantiers qui débouchent à Bytown qu'ils [les Canadiens français] vont chez nos voisins [américains]⁶³ ».

La migration vers les États-Unis : la Nouvelle-Angleterre

La migration vers les États-Unis s'est avérée en fait une stratégie à laquelle de nombreux Canadiens français ont très tôt recouru⁶⁴. La Nouvelle-Angleterre, le Midwest et même la lointaine Californie⁶⁵ sont apparus dès la première moitié du XIX^e siècle comme des régions qui pouvaient répondre à leurs attentes. Qu'il s'agisse de trouver des emplois temporaires, d'acquérir des terres fertiles et à bon prix ou d'espérer la richesse rapide par la prospection minière, les États-Unis ont attiré très tôt bon nombre de Canadiens français. Au sein des diverses destinations possibles, la région de la Nouvelle-Angleterre, limitrophe au Québec, a constitué le pôle d'attraction le plus important.

En fait, dès le début du XIX^e siècle, plusieurs Canadiens français avaient pris l'habitude de franchir la frontière pour profiter des emplois saisonniers dans les secteurs agricole et forestier du nord de la Nouvelle-Angleterre. Dès 1809, des chefs de ménage et leurs fils, originaires de Saint-Jean et de Missisquoi, au sud de Montréal, allaient régulièrement travailler dans l'État du Vermont. Suivant la rivière Richelieu et le lac Champlain, ils s'arrêtaient dans les communautés bordant le lac et s'engageaient pour la saison comme journaliers agricoles ou comme travailleurs forestiers. Au même moment, des Canadiens français en provenance de la Beauce sillonnaient la rivière Chaudière et les rivières Penobscot et Kennebec pour se rendre au Maine et s'engager dans les chantiers forestiers. D'autres encore, originaires de la ville de Québec et des comtés situés dans la région du Bas-Saint-Laurent, se rendaient au Maine en utilisant le portage du Témiscouata pour travailler aux champs ou dans les forêts⁶⁶.

Ce mouvement migratoire est demeuré modeste au début du XIX^e siècle. Les six États de la Nouvelle-Angleterre regroupaient en 1840 8700 Canadiens français. De ce nombre, 8000, soit plus de 90 % du contingent, étaient concentrés dans le Maine et le Vermont, deux des États américains limitrophes au Québec, alors que les quatre autres États, situés plus au sud en Nouvelle-Angleterre, se partageaient une population de 700 individus⁶⁷ (voir tableau 1.1).

Ces migrations étaient avant tout temporaires. Les migrants se rendaient aux États-Unis avec l'objectif d'y travailler quelque temps, pour ensuite revenir au pays avec les épargnes accumulées afin

d'acheter une nouvelle terre, d'améliorer leur équipement ou de régler leurs dettes. Dans certains cas toutefois, ces migrations saisonnières, souvent annuelles et répétitives, ont donné naissance à des colonies semi-permanentes peu peuplées. Au Vermont, par exemple, de petites concentrations se sont formées dans les régions forestières de Burlington, Winooski et de St. Albans, ainsi qu'au Maine, dans les régions agricoles de la Madawaska et d'Aroostook et dans les régions forestières de Waterville, de Skowhegan et d'Augusta⁶⁸.

TABLEAU 1.1

Population canadienne-française
en Nouvelle-Angleterre, 1840-1860

États	Nombre			Accroissement (%)	
	1840	1850	1860	1840-1850	1850-1860
Connecticut	50	250	1 980	400	692
Maine	2 500	3 680	7 490	47	103
Massachusetts	500	2 830	7 780	466	140
New Hampshire	50	250	1 780	400	612
Rhode Island	100	300	1 810	200	503
Vermont	5 500	12 070	16 580	141	37
Total	8 700	19 380	37 420	136	93

Source : Yves Roby, *Les Franco-Américains*, Sillery, Septentrion, 1990, p. 18.

La concentration géographique de l'effectif démontre clairement qu'avant 1840 la proximité géographique, les possibilités d'emplois saisonniers et la présence de moyens de communication naturels ont contribué fortement à façonner l'orientation que les Canadiens français ont donnée à leur migration en territoire américain⁶⁹.

À partir des années 1840, la Nouvelle-Angleterre a traversé une période qui a transformé profondément l'économie de la région et qui, conjuguée à la mauvaise conjoncture économique au Québec, a à la fois donné une nouvelle impulsion à la migration et amorcé une réorientation dans la destination des migrants.

En effet, l'économie américaine a connu un essor remarquable. Le processus d'industrialisation a démarré véritablement au sortir de la crise économique de 1837, entraînant dans son sillon l'ensemble de l'appareil manufacturier américain. La région du sud de la Nouvelle-

Angleterre, dont les États du Massachusetts, du Rhode Island, du Connecticut et du New Hampshire, là où était concentrée la majorité des industries manufacturières de coton, de laine et des usines de chaussures, a profité grandement de ce développement qui s'est traduit par la création de nouvelles manufactures et par une demande accrue en main-d'œuvre. L'augmentation du nombre de manufactures et la compétition féroce qui se développa ont amené les divers entrepreneurs à jouer d'audace pour accroître leur part du marché. Alors que les matières premières et la technologie étaient accessibles à tous les entrepreneurs à un prix semblable, le salaire versé aux travailleurs s'avérait le seul élément sur lequel les entrepreneurs pouvaient véritablement exercer un contrôle. La main-d'œuvre manufacturière, constituée à cette époque de jeunes filles de fermiers et des membres de familles agricoles, a donc subi durant les années 1840 des diminutions salariales répétées qui, conjuguées à une mécanisation accrue des moyens de production, ont créé un fort ressentiment et mené à plusieurs grèves et au départ volontaire d'une partie importante de la main-d'œuvre. Ces emplois vacants, de même que de nouveaux emplois liés à l'expansion manufacturière, requéraient peu de qualification et offraient de bas salaires. Ils furent comblés d'abord par les immigrants irlandais qui étaient arrivés plus tôt et en grand nombre dans la région, puis par des Canadiens français qui sont venus les rejoindre à partir des années 1850.

Des changements importants sont également venus bouleverser le secteur agricole. La Nouvelle-Angleterre n'avait jamais été une région idéale pour l'agriculture. La piètre qualité des terres, jumelée à une topographie peu propice à la culture, et principalement la culture du blé, avait constamment limité la productivité des terres et confiné les fermiers à une agriculture de subsistance. Au début du XIX^e siècle, les terres, exploitées de façon soutenue et intensive depuis de nombreuses décennies, montraient des signes d'épuisement. Cherchant à améliorer leur sort, plusieurs fermiers ont décidé de se départir de leurs fermes à l'est pour aller s'installer plus à l'ouest sur les terres nouvellement ouvertes à la colonisation et plus facilement accessibles depuis l'ouverture du canal Érié en 1825 et l'introduction de la navigation à vapeur sur les Grands Lacs.

Graduellement, la production de blé des terres de l'Ouest est venue compétitionner avantageusement la production de pauvre

qualité du Nord-Est. Les départs constants des fermiers vers l'Ouest ont contribué à accroître les difficultés des fermiers du Nord-Est. Car non seulement l'arrivée des produits de l'Ouest sur le marché limitait l'accès des produits agricoles du Nord-Est, mais les nombreux départs de familles agricoles privaient les fermiers d'une main-d'œuvre saisonnière essentielle lors des périodes des semailles et des moissons. De plus, les besoins en main-d'œuvre requis par le développement de l'industrie manufacturière, par les nombreux travaux d'infrastructure et par la construction de canaux et de chemins de fer ont attiré un nombre croissant de journaliers agricoles qui désertèrent les campagnes pour profiter de ces occasions d'emplois. Bien que plusieurs Canadiens français aient profité de cette rareté de main-d'œuvre pour trouver de l'emploi saisonnier sur les fermes du Nord-Est, le secteur agricole entraînait résolument dans une période de crise qui allait s'aggraver au fur et à mesure que la production de l'Ouest allait concurrencer celle du Nord-Est. Ainsi, la demande en main-d'œuvre saisonnière agricole a diminué, écartant ce secteur comme source d'emploi pour les Canadiens français.

Le secteur de l'exploitation forestière en Nouvelle-Angleterre fut également touché par certaines transformations. L'industrie forestière était concentrée surtout dans l'État du Maine, surnommé le « Pine Tree State », et qui, jusqu'en 1840, a dominé la production de pin blanc au niveau national⁷⁰. L'industrie forestière tablait sur les communautés agricoles avoisinantes pour trouver une partie de la main-d'œuvre saisonnière requise pour les travaux dans les chantiers. La migration est-ouest des familles américaines a donc également privé l'industrie d'une partie de sa main-d'œuvre, permettant aux Canadiens français, qui avaient déjà pris l'habitude de s'y faire engager, d'avoir un accès plus large aux emplois dans les chantiers du Maine.

Toutefois, l'industrie forestière de cet État a traversé une période d'ajustement structurel à partir des années 1850 alors que l'épuisement de ses ressources en pin a obligé les entrepreneurs à se tourner vers l'exploitation d'autres essences moins en demande sur le marché, notamment l'épinette⁷¹. Cette conjoncture a créé des difficultés à plusieurs propriétaires qui décidèrent de quitter la région pour porter leurs activités plus à l'ouest, là où le pin était plus accessible. Bien que l'exploitation forestière au Maine se soit poursuivie pendant tout le XIX^e siècle, le départ d'entrepreneurs a réduit les possibilités d'emplois

dans ce secteur. Selon un témoignage recueilli lors de l'enquête de 1857, de jeunes Canadiens français qui avaient pris l'habitude d'aller travailler chaque hiver dans les chantiers du Maine ont cessé de s'y rendre à partir de 1855 après que plusieurs d'entre eux furent revenus sans salaire à la suite de la faillite d'entrepreneurs forestiers⁷².

Les nombreux changements socioéconomiques qui se sont produits en Nouvelle-Angleterre de 1840 à 1860 ont amené des modifications profondes dans les possibilités d'emplois et les pôles de développement économique et ont créé une forte demande en main-d'œuvre saisonnière qu'une migration plus vigoureuse des Canadiens français a contribué à combler. En effet, de 1840 à 1850, la population canadienne-française a plus que doublé en Nouvelle-Angleterre, atteignant 19 380 personnes en 1850, une hausse de 120 % par rapport à 1840. Cette augmentation démographique s'est poursuivie, bien qu'à un rythme un peu moins rapide entre 1850 et 1860, atteignant le chiffre de 37 420 personnes. Suivant l'émergence de nouveaux pôles de développement, les Canadiens français ont amorcé une réorientation de leur mouvement migratoire vers les États du Sud. Bien qu'en nombre absolu les États du Maine et du Vermont aient vu de 1840 à 1860 l'effectif canadien-français s'accroître constamment, leur attraction, en pourcentage, s'est toutefois fortement atténuée à l'avantage des États du Sud.

La tendance qui s'amorce dans la distribution des Canadiens français en Nouvelle-Angleterre ne doit pas nous faire perdre de vue que, de 1840 à 1860, le Maine et le Vermont ont maintenu leur domination sur tous les autres États comme destination principale des Canadiens français en Nouvelle-Angleterre. Ces États ont regroupé plus de 80 % de l'effectif en 1850 et près de 65 % en 1860. L'industrie forestière et, à un moindre niveau, le travail agricole et manufacturier ont donc continué à exercer une attraction sur les Canadiens français jusqu'à la guerre civile.

La migration vers les États-Unis : le Midwest

Mais « l'émigration des Canadiens français vers la Nouvelle-Angleterre ne fut qu'une facette de leur étonnante mobilité géographique⁷³ ». Et le Midwest américain — qui regroupe les États de l'Indiana, de l'Illinois, du Michigan, du Minnesota, de l'Ohio et du Wisconsin — a également

exercé une attraction chez bon nombre d'entre eux. Dès 1836, *La Gazette* de Montréal soulignait qu'un grand nombre de Canadiens avaient quitté définitivement les rives du Richelieu pour aller s'établir au Michigan⁷⁴.

L'existence d'un mouvement migratoire vers la région du Midwest avant la guerre civile n'a rien de surprenant. Même si, contrairement à la Nouvelle-Angleterre, cette région était située à bonne distance du Québec, cet éloignement n'avait jamais jadis empêché les Canadiens français de s'y rendre régulièrement au temps de la traite et d'y créer de petites communautés.

De plus, à la lumière de la conjoncture agricole des années 1830 et 1840 au Québec, la possibilité d'acquérir des terres fertiles et à bon marché à l'Ouest fut perçue comme un exutoire par plusieurs familles agricoles qui désiraient fuir la réalité de misère sans pour autant renoncer définitivement à l'agriculture comme mode de vie⁷⁵. Faute de terres fertiles à coloniser au Québec et devant l'absence d'un « Midwest » canadien, plusieurs familles ont envisagé leur migration vers le Midwest américain comme une solution valable, voire naturelle. Cette migration était d'autant plus logique que la haute productivité agricole des terres de blé du Midwest était en partie à l'origine des difficultés économiques que rencontraient les fermiers canadiens-français chez eux. Suivant le même raisonnement que celui qui avait guidé les fermiers du Nord-Est américain, certains fermiers canadiens-français ont jugé que l'avenir agricole se trouvait dans le Midwest et s'y sont dirigés. Bien que plusieurs jeunes hommes allaient travailler temporairement dans des chantiers forestiers du Michigan et du Wisconsin avant 1860, le mouvement migratoire vers l'ouest avant la guerre civile a revêtu un caractère permanent et familial, axé vers l'acquisition d'une terre et visant le maintien dans le secteur agricole⁷⁶.

Malgré la distance qui séparait le Québec du Midwest, la migration vers la région des Grands Lacs s'effectuait dans de bonnes conditions. L'ouverture du canal Érié en 1825 avait transformé les déplacements jadis périlleux vers l'Ouest en un voyage plus rapide et sécuritaire. Les Canadiens français pouvaient emprunter différents itinéraires pour s'y rendre. Selon leur lieu de départ, ils pouvaient emprunter la rivière Richelieu, le lac Champlain et la rivière Hudson pour atteindre Albany et s'embarquer sur un des navires qui

sillonnaient régulièrement le canal Érié et atteindre le lac Érié et rejoindre l'Ouest. D'autres utilisaient les bateaux à vapeur et les voiliers qui se relayaient sur la « voie traditionnelle » d'accès vers le Sud-Ouest pour se rendre dans la région des Grands Lacs, en empruntant le Saint-Laurent et le lac Ontario, puis le canal Welland ouvert en 1829 pour atteindre le lac Érié et se diriger vers les terres de l'Ohio ou de l'Illinois⁷⁷. D'autres enfin pouvaient utiliser le passage du Nord, via la rivière des Outaouais, la baie Georgienne puis le lac Huron pour rejoindre le lac Michigan via Michillimakinac et atteindre le Wisconsin, l'Illinois et l'Indiana⁷⁸.

Avant 1850 la migration vers le Midwest se faisait dans de meilleures conditions que celles que devaient subir ceux qui voulaient atteindre la Nouvelle-Angleterre. Si la migration vers le Nord-Est se déroulait dans des conditions convenables pour ceux qui habitaient près d'un important cours d'eau donnant accès à cette région, les migrants qui résidaient dans des régions plus isolées devaient entreprendre un long voyage en charrette qui pouvait souvent durer de trois à quatre semaines⁷⁹. Mais pour la majorité des Canadiens français qui résidaient à proximité du Saint-Laurent, la grande région des Grands Lacs était facilement accessible en empruntant les navires qui remontaient le fleuve.

Le Midwest ne fut pas pour autant accessible à tous. L'établissement sur une terre exigeait des familles qu'elles disposent d'un certain capital. Seules les plus fortunées ou celles qui pouvaient compter sur l'aide d'amis ou de parents déjà établis dans la région ont pu s'établir dans le Midwest.

Cette migration a donné naissance à plusieurs communautés. Une d'entre elles s'est développée en Illinois, autour du village agricole de Bourbonnais, dans le comté de Kankakee, au sud de Chicago. Cette colonie fut créée en 1830 par Noël Levasseur, d'origine canadienne-française, qui, après avoir été associé quelque temps à la traite des fourrures au début du XIX^e siècle, s'est établi dans la région. Le développement démographique de ce village fut lent jusqu'au début des années 1840 alors que Levasseur entreprit un voyage de recrutement fructueux au Québec puisque près de 1000 familles canadiennes-françaises auraient répondu à son appel⁸⁰.

Cette attraction est également confirmée par les conclusions auxquelles est parvenu le comité créé en 1849 par l'Assemblée légis-

lative sur l'immigration aux États-Unis. S'appuyant sur les observations des élites cléricales des diocèses de Montréal et de Québec pour la période 1844-1848, les membres du comité concluaient que les terres de l'Ouest américain avaient attiré un nombre important de familles canadiennes-françaises au cours de la deuxième moitié des années 1840. Selon les témoignages recueillis, la majorité des 1000 familles qui auraient quitté le diocèse de Montréal entre 1844 et 1848 avaient choisi le Midwest comme destination et se seraient dirigées vers la grande région de Chicago-Bourbonnais, vers St. Louis, Missouri, et vers l'État du Wisconsin. Les 4000 paroissiens qui auraient quitté le diocèse de Québec se seraient dirigés à peu près également vers les terres de l'Illinois, d'une part, et, d'autre part, vers les États du Maine, du Vermont et de New York⁸¹.

Ce mouvement vers le Midwest s'est poursuivi dans les années 1850. Les conclusions d'une seconde étude sur l'émigration menée en 1857 indiquaient que les migrants se partageaient maintenant à peu près également entre les États de l'Est et de l'Ouest. La majorité des familles qui se rendaient au Midwest s'établissaient dans l'Illinois et se livraient à l'agriculture, alors qu'une minorité, surtout des jeunes gens, travaillaient dans les chantiers forestiers, dans les scieries et dans les mines de fer du lac Supérieur au Michigan⁸².

L'amélioration des voies de communication au cours des années 1850 a favorisé le mouvement migratoire en direction du Midwest. La fin de la construction de l'Illinois Central Railroad (1853) dont l'itinéraire s'arrêtait dans la communauté canadienne-française de Kankakee, en Illinois⁸³, et l'ouverture du canal Sault Sainte-Marie (1855) qui permettait un meilleur accès aux lacs Supérieur et Michigan ainsi qu'à la région de la Haute péninsule du Michigan, et au Wisconsin, ont grandement facilité les déplacements vers cette région. Le travail de recrutement du controversé père Charles Chiniquy auprès de ses ex-paroissiens des comtés de Bellechasse et de L'Islet a également contribué à l'augmentation de l'effectif canadien-français en Illinois⁸⁴.

Si bien qu'au milieu du XIX^e siècle le Midwest comptait sur des communautés canadiennes-françaises bien organisées. La population canadienne-française en Illinois était estimée à près de 8000 habitants en 1851 et à près de 20 000 en 1859⁸⁵. À Bourbonnais même, le nombre de Canadiens français était estimé à 7000 en 1856⁸⁶. Au Wisconsin, on

en comptait près de 8000 en 1850 : 10 ans plus tard, le nombre de Canadiens français était estimé à 18 000⁸⁷.

Cet attrait pour le Midwest s'est toutefois dilué à l'aube de la guerre civile. Les chercheurs sont unanimes à soutenir qu'à partir de 1860 la Nouvelle-Angleterre a supplanté l'Ouest comme destination privilégiée des Canadiens français⁸⁸. Ils soulignent que l'établissement sur les terres de l'Ouest aurait exigé un capital important, que le voyage par bateau ou en train aurait été long et coûteux et que le Midwest ne vivait ni un développement important de son réseau ferroviaire ni une industrialisation massive, deux phénomènes que le Nord-Est expérimentait et qui auraient créé dans cette région de nouvelles possibilités d'emplois, détournant les Canadiens français des prairies de l'Ouest vers les manufactures du Nord-Est américain.

Si la Nouvelle-Angleterre fut davantage attrayante que le Midwest à partir de la guerre civile, les raisons données ne semblent pas satisfaisantes. Les causes évoquées par les auteurs ne sont pas des éléments nouveaux qui surviennent au cours des années 1850. Mis à part l'inauguration d'une liaison ferroviaire en 1851 liant Montréal et Portland, au Maine, les obstacles à la migration vers l'Ouest étaient présents avant 1860 et avaient fait partie de la réalité avec laquelle les migrants avaient dû composer au moment de quitter pour l'Ouest. De plus, de 1840 à 1860, alors que la migration semble partagée entre les deux régions, la Nouvelle-Angleterre jouissait déjà d'une position géographique avantageuse par rapport au Midwest et d'un développement économique plus diversifié qui aurait dû la favoriser largement comparativement au Midwest. Les causes de cette migration plus prononcée vers la Nouvelle-Angleterre sont donc à chercher ailleurs.

L'une d'entre elles est liée au fait que la « frontière » agricole, celle que certaines familles canadiennes-françaises voulaient atteindre par leur migration, s'était déplacée de 1840 à 1860 vers des régions beaucoup plus reculées et plus difficiles d'accès que ne l'avait été le Midwest, soit les Dakota, le Montana et le Kansas⁸⁹. Compte tenu de la distance et des coûts inhérents à un tel déplacement, il est compréhensible que la « frontière » agricole américaine ait exercé moins d'attrait pour les Canadiens français et que plusieurs d'entre eux aient dû oublier leur « rêve » agricole pour se contenter des possibilités d'emplois manufacturiers que leur offrait la Nouvelle-Angleterre.

Une autre explication réside dans le fait que l'agriculture canadienne-française s'est redressée après la guerre civile en s'orientant progressivement vers l'industrie laitière⁹⁰. La rentabilité de cette activité agricole reposait sur la capacité des fermiers de pouvoir acquérir les équipements nécessaires pour faire la transition. Les cultivateurs canadiens-français possédant un certain capital, ceux-là même qui avaient été les plus susceptibles de se diriger vers l'Ouest avant la guerre civile ont pu décider de rester au Québec, de prendre part plus activement à cette réorientation agricole. De leur côté, les fermiers les plus démunis n'ont pu véritablement y participer et ont dû se résoudre à se rendre dans le Nord-Est trouver du travail.

Il faut également nuancer l'assertion concernant l'absence de développement économique dans le Midwest au milieu du XIX^e siècle. À l'instar de la Nouvelle-Angleterre, le Midwest a amorcé dans les années 1840 un processus d'industrialisation, différent certes de par sa nature de celui au Nord-Est. Cet essor a été soutenu, d'une part, par une amélioration sensible de ses moyens de communications et, surtout, par l'exploitation des ressources forestières et minières.

Enfin, l'ouverture à la colonisation d'un « Ouest canadien » à partir de 1870, après l'acquisition de la terre de Rupert des mains de la Hudson Bay Company et la création de la province du Manitoba par le gouvernement canadien, s'est avérée une nouvelle option pour les Canadiens français qui désiraient demeurer dans le secteur agricole. La possibilité d'aller résider au Manitoba a pu satisfaire ceux qui auraient été tentés d'aller s'établir sur la « frontière » agricole américaine⁹¹.

Ces explications permettent de mieux comprendre l'attrait de la Nouvelle-Angleterre. Toutefois, cette situation n'a pas pour autant mis fin à l'attraction qu'exerçait le Midwest dont les avantages se sont diversifiés à partir de la fin de la guerre civile. En marge du courant migratoire dominant vers la Nouvelle-Angleterre, les Canadiens français, avec des objectifs différents de ceux de leurs prédécesseurs dans la région, ont été de plus en plus nombreux à se diriger vers le Midwest⁹².

Au sein du Midwest, l'État du Michigan s'est avéré la destination par excellence des Canadiens français tout au long du XIX^e siècle. En terme de migration canadienne-française, le Michigan a été pour le Midwest ce que le Massachusetts fut pour la Nouvelle-Angleterre. Alors qu'au milieu du XIX^e siècle le Wisconsin et l'Illinois comptaient

tous deux environ 8000 Canadiens français sur leur territoire, le Michigan en regroupait déjà près de 20 000⁹³.

Vers le milieu du XIX^e siècle, la plus forte concentration de Canadiens français au Michigan se retrouvait dans les régions qui avaient servi jadis de chef-lieu à la traite, notamment dans la région du Sud-Est, principalement autour de Detroit. Le comté agricole de Monroe, adjacent au lac Érié, regroupait à cette époque de 7000 à 8000 Canadiens français, alors que les comtés agricoles voisins de Macomb et de St. Clair, au nord de Detroit, en comptaient de 4000 à 5000. Le comté de Wayne, qui inclut la ville de Detroit, en regroupait quant à lui près de 8000. Les Canadiens français formaient aussi d'autres concentrations plus faibles, notamment à Michillimakinac, ancien poste de traite, et sur les rives du lac Supérieur où quelques mines de cuivre et de fer étaient en exploitation⁹⁴. En tout, vers 1850, ce sont près de 20 000 Canadiens français qui résidaient au Michigan, dont 14 000 étaient nés au Canada⁹⁵.

En fonction des stratégies auxquelles les Canadiens français ont eu recours aux XVIII^e et XIX^e siècles afin de résoudre leurs problèmes économiques et agricoles récurrents, la migration vers le Michigan a constitué une option qui s'est inscrite en parfaite continuité avec le passé, tout en présentant un nouvel éventail de possibilités.

* * *

Les Canadiens français, majoritairement ruraux, ont vécu lors de la première moitié du XIX^e siècle d'importantes difficultés économiques. Les pressions démographiques intenses et l'accès limité à la terre ont posé des problèmes sérieux aux Canadiens français. Ces derniers ne sont pas restés passifs et ont élaboré plusieurs stratégies dans le but d'améliorer leurs conditions de vie.

Dans un premier temps, les fermiers canadiens-français ont choisi de privilégier des solutions « internes », qui n'ont pas toutefois donné les résultats escomptés. Les Canadiens français ont donc opté pour d'autres solutions. L'engagement dans la traite des fourrures, et plus tard dans l'industrie forestière naissante — des stratégies qui relevaient toutes d'une mouvance — a été expérimenté afin d'améliorer leur situation. Les transformations structurelles de la traite dans les années 1820, conjuguées aux modifications de la politique tarifaire britannique

des années 1840, ont eu pour effet de rendre ces stratégies moins attrayantes. Les Canadiens français ont donc dû avoir recours plus massivement à la migration vers les États-Unis, une stratégie qui était loin d'être nouvelle, mais vers laquelle de plus en plus de Canadiens français vont se tourner.

Si le choix du lieu de migration fut guidé d'abord par des considérations économiques et géographiques, les expériences de travail antérieures ont grandement influencé l'orientation que les Canadiens français lui ont donnée. Parmi les destinations, ils ont choisi celles qui leur convenaient le mieux, selon leur culture de travail, leur structure familiale, les facilités d'accès et les objectifs économiques fixés. La Nouvelle-Angleterre a constitué une destination attrayante. Mais le Midwest, et particulièrement le Michigan, a très bien cadré dans leurs plans. La migration vers le Michigan s'inscrivait en parfaite logique avec la situation économique dans laquelle se trouvaient les Canadiens français au XIX^e siècle, d'autant plus qu'elle était cohérente avec la tendance continentale menant irrésistiblement les gens de l'Est vers les terres de l'Ouest.

Il faut rappeler que l'engagement des Canadiens français dans la traite des fourrures ne leur a pas seulement permis d'améliorer leurs conditions de vie. Il leur a permis aussi de se familiariser avec toute la région de l'Ouest et surtout celle des Grands Lacs. Les déplacements continentaux et la réalité des Grands Lacs leur étaient familiers et constituaient des sujets faisant partie de leurs préoccupations dans leurs discussions quotidiennes. De plus, le territoire du Michigan a longtemps fait partie intégrante de la réalité géopolitique du Québec. En dépit des nombreux traités dont il fut l'objet, le Michigan est demeuré un territoire auquel les Canadiens français ont longtemps eu accès librement. La migration vers cette région n'a donc jamais été perçue comme une expatriation mais plutôt comme un déplacement à l'intérieur d'une réalité canadienne-française à laquelle appartenait le territoire du Michigan.

Une partie des problèmes agricoles au milieu du XIX^e siècle était intimement liée à la haute productivité du blé des terres du Midwest. Tout comme les Américains du Nord-Est qui ont quitté les terres peu productives de l'Est pour celles de l'Ouest, les Canadiens français, dépourvus d'un Ouest bien à eux, se sont approprié une partie de celui

des Américains. Les Canadiens français qui allaient travailler temporairement comme journaliers sur les fermes de la Nouvelle-Angleterre au début du XIX^e siècle ont bien pris conscience que ces fermiers étaient aux prises avec des problèmes similaires aux leurs. Si la solution était valable pour les Américains, elle a dû paraître tout aussi valable aux Canadiens français. Enfin, notons que l'expérience de travail dans l'industrie forestière de l'Outaouais les a amenés à suivre cette industrie au gré des nouvelles régions d'exploitation, et notamment au Michigan.

Bref, si le Michigan, durant les années 1840 et 1850, s'est avéré une région attrayante pour les Canadiens français, c'est que cet État possédait, à la fois, un potentiel agricole et un potentiel industriel qui satisfaisaient bon nombre d'entre eux en fonction de leur culture de travail et des objectifs qu'ils s'étaient fixés. Le Michigan fut une destination naturelle pour les Canadiens français qui étaient porteurs d'expériences de vie et de travail compatibles avec cette réalité.

Au Michigan, les Canadiens français se sont dirigés particulièrement vers deux régions soit la vallée de la Saginaw et la péninsule de Keweenaw. Ces deux régions ont connu de rapides développements à partir de 1840 à la suite de l'exploitation industrielle de leurs ressources forestières et minières.

CHAPITRE 2

Le développement de la vallée de la Saginaw et de la péninsule de Keweenaw, 1840-1914

In a few years these impenetrable forests will have fallen; the sons of civilization will break the silence of the Saginaw; the banks will be imprisoned by quays; its current, which now flows on unnoticed and tranquil, through a nameless waste, will be stemmed by the prows of vessels. We are perhaps the last travelers allowed to see the primitive grandeur of this solitude¹.

ALEXIS DE TOCQUEVILLE, 1831

Le développement de la vallée de la Saginaw, 1840-1900

C'est en ces termes pour le moins prémonitoires qu'Alexis de Tocqueville, lors du voyage qui l'avait conduit dans la vallée de la Saginaw en 1831, entrevoyait le développement futur de la région². Il avait vu juste. Durant le demi-siècle suivant, la vallée allait être témoin d'une colonisation importante qui, conjuguée aux débuts de l'exploitation forestière, allait modifier radicalement sa physionomie, et transformer cette zone « frontière » en une région dominante de l'industrie du bois au Michigan³.

La colonisation de la vallée

Avec ses immenses ressources forestières et sa proximité du vaste réseau hydrographique des Grands Lacs, le Michigan était bien

positionné pour devenir une région dominante dans la production forestière américaine⁴.

Au cœur de cette région forestière, la vallée de la Saginaw, située à l'est du Michigan, possédait tous les éléments nécessaires pour devenir un des plus importants centres forestiers de l'État. Située à l'embouchure de la baie de Saginaw, la vallée comptait sur un réseau hydrographique idéal pour ce type de développement. De nombreux affluents à bon débit drainaient une région fortement boisée de pin blanc de près de 6000 milles² (8880 km²) avant de se déverser dans la rivière Saginaw à lent débit et dont les 20 milles de longueur (30 km) étaient le site idéal pour ériger des scieries⁵. Aussi, la baie de la Saginaw offrait un accès direct aux lacs Huron et Érié, permettant à la production de la vallée d'atteindre facilement les marchés de l'Est⁶.

Mais, jusqu'au milieu des années 1830, il n'y a pas eu d'incitations à son développement puisque les premiers États producteurs de bois comme le Maine, New York et la Pennsylvanie fournissaient tout le bois nécessaire⁷. Il a fallu attendre quelques années avant qu'une conjoncture particulière s'installe au niveau continental, favorisant le développement forestier de la vallée.

La vallée de la Saginaw a connu un lent processus de colonisation. Organisée en comté et ouverte à la colonisation en 1822, la vallée de la Saginaw ne comptait en 1840 que 892 habitants⁸. L'accès difficile à un territoire densément boisé et la réputation d'insalubrité qui lui avait été accolée ont découragé les colons à venir s'établir en grand nombre dans la région avant les années 1830⁹. Certains colons s'y sont tout de même aventurés au début du XIX^e siècle ; parmi eux, plusieurs étaient d'origine canadienne-française¹⁰. Dès 1815, Louis Campau, au service de l'American Fur Company, était assigné à Saginaw City pour établir des relations commerciales avec les Amérindiens et y ériger un poste de traite. Campau y a construit la première habitation de la vallée¹¹. Quelques mois plus tard, alors que les relations commerciales avec les Amérindiens s'intensifiaient, la direction de l'American Fur Company envoyait, à Saginaw City, Jean-Baptiste Desnoyers, un autre de ses employés canadien-français pour appuyer Campau dans ses activités¹². Alexis De Tocqueville, de passage en 1831 dans la région, rapportait que la population se limitait à une trentaine de colons blancs d'origine canadienne, britannique et américaine, habitant quatre à cinq maisons en rondins¹³. La population de la vallée, bien qu'elle ait plus que doublé

par rapport à 1830, demeurait toutefois sous la barre du millier, passant de 400 habitants à seulement 920 en 1837.

Plusieurs parmi ces nouveaux arrivants dans les années 1830 étaient d'origine canadienne-française. Jos Tromble, par exemple, originaire du comté de Wayne, situé dans le sud-est du territoire, s'est établi dans la vallée vers 1829-1830¹⁴. Venu pour faire le commerce des fourrures, il se portait acquéreur d'une terre au nord de Saginaw City sur la rive est de la rivière Saginaw, près de l'embouchure de la Baie de Saginaw. Cette localité prendra d'abord le nom de « Lower Saginaw » pour ensuite être rebaptisée « Bay City » en 1859¹⁵. Il y érigea un magasin-comptoir dont les affaires ont semblé profitables. À la suite de Jos, Leon Tromble est venu s'y établir en 1831. Originaire de Detroit et ancien traiteur de fourrures, Leon travailla comme agent agricole au service du gouvernement américain. Il entreprit seul la construction d'une habitation près de la rivière Saginaw et sa famille vient le rejoindre l'année suivante. En 1834, Benjamin Cushway et John B. Trudell, tous deux anciens commerçants de fourrures, sont venus également s'établir à Lower Saginaw. Trudell y érigea une habitation tout près de la demeure de Leon Tromble, tout comme Cushway qui lui ajouta une forge pour desservir les Amérindiens et les traiteurs¹⁶.

En 1835, Jos et Mader Tromble, deux neveux de Leon, arrivaient à Lower Saginaw par bateau. D'origine canadienne-française, ils sont considérés comme les véritables fondateurs de Lower Saginaw puisqu'ils furent les premiers à mettre la région en valeur et en exploiter le potentiel économique¹⁷. Les Tromble acquièrent plus de 300 acres de terre sur la rive est de la rivière et cherchèrent à stimuler l'établissement de nouveaux colons. Enfin, en 1836, Benoît Tromble s'amenait dans la région et achetait une terre de Jos Tromble, alors qu'en 1838 Jos Marsac, un chasseur de métier, également d'origine canadienne-française, est venu à son tour s'installer à Lower Saginaw¹⁸.

Cette première phase de colonisation voit arriver quelques promoteurs en provenance de l'Est qui se sont montrés intéressés par les avantages de la vallée. Un des plus importants est Norman Little. Originaire de l'État de New York, Little est le fils du D^r Charles Little qui avait visité Saginaw City en 1822. Ce dernier avait acquis plusieurs acres de terre dans le but de mettre cette région en valeur¹⁹. Toutefois, c'est son fils, une décennie plus tard, qui a cherché à concrétiser le rêve paternel. Norman Little s'est établi à Saginaw City en 1835 et, en 1836,

il a acquis pour la somme de 55 000 \$ des holdings de la Saginaw City qui appartenaient au D^r Abel Millington de Ypsilantis²⁰. Little érigea les premières infrastructures villageoises dont une ville « frontière » a besoin afin de pouvoir accueillir convenablement promoteurs, spéculateurs et colons²¹.

Lower Saginaw s'est développé également dans les années 1830. Mais le rythme de développement fut plus lent. Après l'établissement des Tromble, Marsac, Trudell et autres, des promoteurs et des spéculateurs sont venus s'établir dans la région. Albert Miller, nommé juge du comté de Saginaw, s'est porté acquéreur dès 1836 d'un territoire au sud de Lower Saginaw, à l'embouchure de la rivière qu'il nomma Portsmouth, et chercha à attirer des investisseurs.

En 1837, James Fraser, un immigrant écossais arrivé récemment dans la région, s'installa à Lower Saginaw et créa la Saginaw Bay Land Company pour mettre la région en valeur. Cette compagnie a acquis une large partie des terres appartenant à John Riley, un Métis, qui possédait sur la rive est de la rivière à la hauteur de Lower Saginaw près de 640 acres qui lui avaient été octroyés par le traité de 1819. En 1843, Fraser décida de restructurer la Saginaw Bay Land Company en s'associant entre autres à James G. Birney, de New York, et à son beau-frère Daniel H. Fitzhugh, qui furent à l'origine du développement significatif que connaîtra Lower Saginaw à partir des années 1850²².

Les débuts de l'exploitation forestière, 1840-1860

Cette colonisation toute limitée et sans véritable plan directeur a créé les premières incitations au développement de l'industrie forestière dans la vallée²³. C'est donc en réponse à une demande locale que les premières scieries sont créées dans les années 1830, marquant ainsi les débuts d'une exploitation préindustrielle des ressources forestières²⁴. Dès 1832, les frères Gardner et Ephraim Williams, établis dans la région depuis 1827, ont érigé la première scierie à vapeur à Saginaw City²⁵.

Une deuxième scierie est érigée en 1836. Surnommée « The Big Mill », elle fut construite sur la rive est de la Saginaw River, dans un petit village nommé Buena Vista, pour le compte de trois entrepreneurs de New York, Mackie, Oakley et Jennison²⁶. Enfin, une autre scierie est érigée à Portsmouth en 1837 et financée entre autres par le juge Miller²⁷. Les premières scieries étaient de petite taille et possé-

daient une capacité de production très limitée. La scierie érigée en 1832 pour les frères Williams n'avait qu'une capacité de production de 2000 pieds mesure de planche par jour, alors qu'à la même époque des scieries au Michigan pouvaient produire jusqu'à 10 fois plus²⁸.

Ces modestes développements furent freinés par la crise financière de 1837. Mackie, Oakley and Jennison, de même que le juge Miller ont dû fermer leur scierie²⁹. La reprise économique du milieu des années 1840 a suscité à nouveau l'intérêt des promoteurs et des colons du Nord-Est et de petits îlots de peuplement se sont développés autour de Saginaw City, East Saginaw et Lower Saginaw³⁰.

Sur la rive ouest de la rivière Saginaw, trois petits îlots de peuplement se sont développés pour fusionner en 1877 et former West Bay City. Il s'agissait du village de Banks, qui fut créé dans les années 1830 par Joseph et son frère Mader Tromble, et du village de Salzburg fondé par Daniel Fitzhugh au moment où s'amorçait l'extraction de sel près de Saginaw City vers 1859-1860. Enfin, le village de Wenona fut érigé par Henry W. Sage qui acheta en 1863, avec John McGraw de New York, une centaine d'acres de terre entre Salzburg et Banks pour la somme de 21 000 \$ pour y construire une scierie moderne dont la production débuta en 1865³¹.

Si bien qu'entre 1830 et 1860 la vallée de la Saginaw s'est développée grâce aux efforts de promoteurs et d'entrepreneurs qui ont réussi, tant bien que mal, à mettre sur pied une infrastructure qui a su attirer des colons à Saginaw City, East Saginaw et à Lower Saginaw (Bay City). En 1860, ces villes comptaient respectivement sur une population de 1699, 3000 et 810 habitants³².

Mais, au-delà des efforts des promoteurs, le début de l'exploitation industrielle des ressources forestières fut l'élément central qui a véritablement donné le second souffle au développement de la vallée et stimulé l'arrivée massive de nouveaux colons³³.

Les mutations dans l'industrie forestière

Les années d'après-crise furent témoins d'importantes transformations économiques dans la vallée. L'exploitation forestière de type pré-industriel a fait place à une exploitation de type industriel à la faveur d'une conjoncture particulière dans l'industrie forestière qui a provoqué un déplacement des principaux lieux de coupe de pin et qui a

favorisé les débuts de l'exploitation massive des ressources forestières de la vallée³⁴.

Depuis ses débuts, l'industrie forestière en Amérique du Nord s'était déplacée constamment sur le continent. Au début du XIX^e siècle, la première « frontière » du pin était dans la région du Nord-Est. Mais, graduellement — suivant la ceinture naturelle de pin qui s'étendait du Maine vers le Minnesota en traversant du côté américain New York et la Pennsylvanie et, du côté canadien, les provinces du Nouveau-Brunswick, du Québec et de l'Ontario pour finalement atteindre la baie d'Hudson —, la « frontière » forestière a progressé d'est en ouest en fonction de l'épuisement des ressources en pin facile d'accès³⁵.

Le tableau 2.1 permet de suivre l'évolution de la « frontière » forestière américaine. Jusque dans les années 1830, le Maine, surnommé le « Pine Tree State », a dominé la production nationale³⁶. Durant les années 1840 et 1850, l'État de New York délogeait la Maine et, en 1860, la Pennsylvanie détrônait New York. En 1870, le Michigan accédait au premier rang national, un titre qu'il a conservé jusque dans les années 1890.

La succession de différents États au titre du plus important producteur forestier national illustre bien l'itinéraire qu'a suivi la « frontière » du pin. Le déclin qu'a connu ces régions ne signifie pas pour autant que toute activité forestière y a cessé³⁷. Il faut plutôt voir la marginalisation de certains États comme le résultat de leur difficulté à atteindre les ressources en pin et à les exploiter. Quand les ressources sont moins accessibles, les coûts de production sont plus élevés, augmentant les difficultés à écouler la production sur le marché et diminuant d'autant la rentabilité. Dans cette perspective, plusieurs entrepreneurs ont planifié leurs activités futures et ont porté leur attention sur la prochaine « frontière » forestière. Plusieurs d'entre eux ont acquis plus à l'ouest des terres à bois à faible prix, et ont érigé des scieries afin d'être en bonne position lorsque le développement forestier atteindra cette nouvelle « frontière »³⁸.

Dès les années 1840, des entrepreneurs forestiers de l'est du continent ont démontré pour les ressources de la vallée un vif intérêt qui s'est traduit par des investissements importants. Leur arrivée a eu des répercussions appréciables sur la nature des opérations forestières dans la vallée. Cet effet peut sans doute être le mieux illustré par l'achat qu'ont réalisé les entrepreneurs Curtis Emerson, du Vermont,

TABLEAU 2.1

Liste des États forestiers les plus producteurs, 1840-1900
 en terme de valeur de production (1840-1870)
 et en terme de productivité (1870-1900)

Années	Rang				
	Premier	Second	Troisième	Quatrième	Cinquième
1840	New York	Maine	Pennsylvanie	Virginie	Caroline du Sud
1850	New York	Penn.	Maine	Ohio	Michigan
1860	Penn.	New York	Michigan	Maine	Ohio
1870	Michigan	Penn.	New York	Wisconsin	Indiana
1880	Michigan	Penn.	Wisconsin	New York	Indiana
1890	Michigan	Wisconsin	Penn.	Minnesota	Washington
1900	Wisconsin	Michigan	Minnesota	Penn.	Arkansas

Sources: Ces données sont tirées de la compilation réalisée par Martin D. Lewis dans une annexe de son livre *Lumberman from Flint*, Detroit, 1958, à partir des statistiques contenues dans la publication gouvernementale de Henry B. Steer, *Lumber Production in the United States, 1799-1946*, U.S. Department of Agriculture, Misc. Publication, n° 669, Washington, D.C., 1948, p. 11.

et Charles Grant, de New York, qui, en 1846, se sont portés acquéreurs de la vieille scierie de Mackie, Oakley et Jennison fermée durant la crise. Ils ont acheté la scierie pour la somme de 6000 \$. Mais ils ont acquis également 175 acres de terres de pin dans les environs et ont investi 10 000 \$ pour améliorer l'équipement vétuste de la scierie afin de hausser la capacité de production annuelle à trois millions de pieds, transformant ainsi un modeste « moulin à scie » en une scierie moderne pouvant produire pour un vaste marché³⁹.

Dès 1847, le premier cargo de pin produit par l'Emerson Mill quittait la vallée en direction des quais de la C. P. Williams and Company d'Albany, New York, qui, avec Buffalo et Tonawanda, était l'un des plus importants centres de distribution de bois à l'Est⁴⁰. L'excellent accueil qui lui est réservé a accru l'intérêt des entrepreneurs de l'Est envers la vallée⁴¹. Ce premier envoi de bois a marqué les débuts véritables de l'industrie manufacturière du bois de la région⁴².

Au début des années 1850, le *Bangor Daily Whig and Courier*, un quotidien de Bangor, Maine, annonçait à l'intention des entrepreneurs

de la région que 10 000 acres de terres de pin étaient à vendre dans la vallée de la Saginaw⁴³. Les Murphy, Dorrs, Leadbetter, tous des entrepreneurs originaires du Maine, sont venus investir dans la vallée au cours des années 1850 et 1860⁴⁴. Charles Merrill, qui avait exploité une scierie à Lincoln, Maine, est venu s'établir dans la vallée au milieu des années 1850 et C. K. Eddy a fait de même juste après la guerre civile⁴⁵. Des entrepreneurs originaires du Vermont, dont Ammi W. Wright et Esra Rust, ont investi dans la région et exploité des scieries dans les années 1850⁴⁶.

Des entrepreneurs forestiers de New York ont également manifesté un intérêt pour les ressources de la vallée. Samuel Webster, dans les années 1850, mais aussi Daniel Hardin, A. T. Bliss, W. S. Green, Albert F. Cook, James Tolbert et Wellington R. Burt dans les années 1860 ont, entre autres, investi dans la région⁴⁷. Le plus connu d'entre eux fut sans doute Henry W. Sage, un entrepreneur d'Ithaca, New York, qui déménagea en 1864 ses chantiers situés au lac Simcoe en Ontario pour ériger avec son partenaire, John McGraw, la scierie la plus productive de la vallée à Wenona⁴⁸. Enfin, même des entrepreneurs canadiens furent attirés vers la vallée. A. H. Mershon (Marchand), qui avait travaillé dans l'industrie forestière dans l'État de New York avant de retourner au Canada où il fut responsable d'une importante scierie, est venu s'installer à Saginaw en 1851 et, avec l'aide de Jesse Hoyt, érigea la première usine de sablage de la région⁴⁹. L'arrivée de ces entrepreneurs s'est traduite par une augmentation du capital investi, par la création de nouvelles scieries plus productives et par une plus forte demande en main-d'œuvre.

En 1840, le comté de Saginaw ne comptait que six scieries, avec un capital investi de 18 000 \$ soit un investissement moyen de 3000 \$ par scierie. Dix ans plus tard, le nombre de scieries avait augmenté à huit, mais le capital investi atteignait 103 000 \$, soit une moyenne de 12 950 \$ par scierie, une hausse de plus de 300 %. De 1850 à 1855, le nombre de scieries est passé de 8 à près de 60. De 1850 à 1855, la production est passée de 7 millions de pieds mesure de planche à près de 100 millions de pieds et le nombre de travailleurs est passé d'une centaine à 843⁵⁰.

Les entrepreneurs de l'Est ont également doté les nouvelles scieries de moyens de production à la fine pointe de la technologie. La vapeur devint le principal moyen d'alimenter les scieries en énergie, actionnant plus de 90 % d'entre elles en 1860⁵¹. Des scies plus perfor-

mantes furent également introduites dans les années 1840 et 1850, notamment des « gate saws », « mulay saws » et scies circulaires, permettant d'améliorer la productivité et la qualité de la coupe⁵².

L'exploitation industrielle des ressources forestières a posé des problèmes de recrutement aux entrepreneurs. Ce problème n'était pas nouveau. Chaque fois que la « frontière » forestière avait progressé vers des régions isolées et moins peuplées, ils avaient dû faire face à ce problème⁵³. Dans la vallée, le développement démographique des communautés agricoles avait permis de combler en partie cette nouvelle demande⁵⁴. Mais, dans les années 1850, la communauté avoisinante n'a pu suffire. En 1854, le journal *Saginaw Times* faisait paraître une annonce indiquant que l'ouverture de nouvelles scieries dans la région nécessitait la présence immédiate de 500 nouveaux travailleurs dans la vallée⁵⁵.

Pour pallier cette situation, les entrepreneurs du Nord-Est avaient établi une stratégie de recrutement qui consistait à puiser les travailleurs qualifiés à même leur ancienne force de travail dans les centres forestiers de l'Est et à les amener avec eux vers les nouvelles régions d'exploitation de l'Ouest⁵⁶. Dès les années 1830, plusieurs entrepreneurs du Maine recrutaient déjà des travailleurs du Nord-Est pour les assister dans leur déplacement vers l'Ouest⁵⁷. En 1838, certains d'entre eux annonçaient dans le quotidien *Daily Whig and Courier*, de Bangor, qu'ils requéraient les services de travailleurs familiers avec l'utilisation de scies circulaires, de même que de charretiers et de bûcherons pour travailler dans les forêts de pin de l'Ouest⁵⁸. De nombreux travailleurs employés dans les forêts du Maine, du Vermont ou de l'État de New York se sont donc retrouvés dans les États de la Pennsylvanie et du Michigan⁵⁹. Cette stratégie de recrutement a transformé les travailleurs forestiers en travailleurs migrants, imitant en cela l'industrie à laquelle ils étaient liés en se déplaçant au même rythme que la « frontière » forestière⁶⁰.

Il est difficile d'évaluer combien de travailleurs forestiers de la vallée sont venus à partir des États de l'Est. Mais il semble que la grande majorité des travailleurs qualifiés y furent recrutés⁶¹. Les conditions s'y prêtaient d'ailleurs particulièrement bien. L'épuisement des ressources dans les régions d'origine réduisait graduellement les possibilités d'emplois et les travailleurs se retrouvaient rapidement devant un dilemme : devenir fermier dans un secteur en déclin dans le

Nord-Est ; travailleur dans l'industrie manufacturière embryonnaire ; ou travailleur forestier, suivant l'industrie forestière dans son déplacement. Plusieurs travailleurs expérimentés ont choisi la dernière option qui leur assurait une continuité dans l'emploi⁶². Ainsi s'est-il créé un marché migratoire du travail dans l'industrie du bois, créant des relations directes entre les anciennes et les nouvelles régions d'exploitation.

Avant la guerre civile, la grande majorité des travailleurs forestiers de la vallée provenaient donc des États de l'Est, et principalement du Maine, du Vermont, de l'État de New York et de la Pennsylvanie, avec quelques-uns en provenance de l'État voisin de l'Ohio⁶³. Ces Américains n'ont toutefois pas été les seuls à contribuer à la force de travail. Progressivement, des milliers d'immigrants d'origine allemande, irlandaise, scandinave et canadienne, tant anglophones que francophones, se sont intégrés à la force de travail de la vallée⁶⁴.

À cette époque, le travail forestier ne constituait souvent qu'un travail d'appoint. La grande majorité de la population de la région vivait d'abord de l'agriculture et allait chercher en hiver un revenu complémentaire en travaillant dans les bois ou en vendant à la scierie voisine le produit du défrichage de leur terre. Cette complémentarité entre l'agriculture et le travail forestier fut parfaite avant la guerre civile. Cependant, après la guerre civile, les besoins plus importants des scieries en bois ont prolongé la durée des opérations de coupe, si bien que la complémentarité fut beaucoup moins nette. Cette situation a amené les compagnies forestières à rechercher une main-d'œuvre plus nombreuse, mais aussi plus étroitement liée à l'industrie forestière⁶⁵.

La nature des travaux et les conditions de travail dans l'industrie forestière

Les opérations liées à l'exploitation forestière peuvent se diviser en trois types bien précis : la coupe des arbres en forêt, le transport des billots vers les scieries et, enfin, la transformation des billots en planches dans les scieries. Mais, quel que soit le type d'activités, la main-d'œuvre recrutée fut tout au long du XIX^e siècle essentiellement masculine. La grande majorité des opérations requéraient chez ceux qui les exécutaient de grands efforts physiques que peu d'enfants ou de femmes étaient en mesure d'effectuer.

La durée de la saison de coupe pouvait varier selon les conditions climatiques mais, en général, elle s'amorçait au début de l'automne pour se terminer au début du printemps⁶⁶. Avant la guerre civile, les camps étaient construits de manière fort rudimentaire. Compte tenu de la présence de pin à courte distance, les premiers camps étaient situés à proximité des villages et généralement près d'un cours d'eau. Les activités étaient à cette époque très simples et se limitaient à la coupe des arbres, à leur transformation en billots et à leur transport vers la scierie voisine ou vers les rives d'un cours d'eau avoisinant, de manière à ce qu'ils puissent facilement, avec la débâcle du printemps, flotter sur la rivière vers la scierie.

Les activités reliées à la drave n'ont débuté dans la vallée que dans les années 1850 puisque la proximité des lieux de coupe et des lieux de transformation avait rendu jusque-là cette opération inutile. C'est au printemps, au moment où les glaces se mettaient à fondre et que le niveau d'eau était suffisamment élevé, que s'amorçait la drave. Au début, soit avant 1850, les draveurs étaient recrutés surtout parmi les bûcherons qui avaient travaillé durant l'hiver dans les camps. Mais, rapidement, les compagnies forestières firent appel à des spécialistes pour ce genre de travail qui commandait des salaires élevés de 2,50 \$ par jour en moyenne⁶⁷. Leur travail consistait d'abord à libérer les billots entreposés près des cours d'eau durant l'hiver et encore emprisonnés sous la neige et la glace. Les draveurs devaient par la suite contrôler la direction des billots sur ces rivières à fort débit à l'aide d'une pôle, de manière à ce qu'ils atteignent la scierie le plus rapidement possible. La drave avait lieu du mois d'avril à la mi-novembre, mais la durée de cette opération pouvait varier en fonction de la quantité de billots à livrer⁶⁸. Une fois la drave amorcée, pas de repos : dans la mesure où il n'y avait pas moyen d'arrêter le courant, il fallait y aller jusqu'à la fin de la saison. Grâce à l'évolution et à la diversification des opérations forestières dans les années 1850 avec l'arrivée de plusieurs compagnies forestières dans la vallée, Charles Merrill, lui-même un entrepreneur de la région, mettait sur pied en 1856 une compagnie privée de drave sur la rivière Tittabawassee pour amener les billots vers sa scierie de East Saginaw sur la rivière Saginaw⁶⁹.

Une fois les billots arrivés à proximité de la scierie, la dernière opération consistait à transformer ces billots en planches. Jusqu'au milieu des années 1870, les scieries de la vallée furent construites tout près de

la Saginaw River puisque les rivières constituaient, jusque-là, le seul moyen d'alimenter les scieries en bois. Une fois les billots arrivés près de leurs scieries respectives, ils étaient tirés de l'eau par un système de poulies et de cordes qui les hissait sur une rampe vers le premier étage où ils étaient coupés dans le sens de la longueur. Les planches étaient ensuite sablées sommairement puis mises à sécher sur les quais des compagnies près de la rivière, prêtes à être embarquées sur des navires en direction des marchés de l'Est. Ces processus de transformation s'amorçaient en avril ou en mai pour se terminer en septembre-octobre⁷⁰.

Au début, ce furent essentiellement des fermiers voisins, ou les fils de fermiers américains ou immigrants, qui ont constitué la force de travail dans les scieries. Et même si certains travailleurs apprenaient rapidement les rudiments du travail en scierie, dans les années 1850, plusieurs entrepreneurs ont décidé de faire appel de plus en plus à une main-d'œuvre spécialisée expérimentée qui travaillait déjà à l'Est⁷¹.

Avant la fin des années 1850, les conditions de travail dans toutes les phases de l'exploitation forestière dans la vallée étaient dans l'ensemble difficiles. Avant les années 1870, les camps étaient généralement de petite taille et produisaient peu. Ils pouvaient accommoder entre 20 et 30 travailleurs, souvent moins, et ne produisaient que de 1,5 à 3 millions de pieds mesure de planche par saison⁷². Les travailleurs des chantiers travaillaient du lever au coucher du soleil, six jours sur sept, alors que le dimanche était une journée de repos⁷³.

Dans les camps, les travailleurs étaient isolés et se trouvaient souvent à la merci de leurs employeurs. De plus, le travail de coupe pouvait causer de graves accidents. En fait, lacérations profondes, fractures dues à la chute d'arbres et maladies contagieuses (variole, typhoïde) étaient communes chez les travailleurs en forêt. De plus, la distance qui séparait généralement le lieu de coupe et le lieu où des soins adéquats pouvaient être prodigués était telle que plusieurs blessures ou maladies, bénignes au départ, devenaient souvent fatales. Comme le disaient certains bûcherons à l'époque, le travail en forêt était si dangereux que « going to the pineries [was] like going to the war⁷⁴ ». On savait dans quel état on y entrait mais on ne savait jamais dans quel état on en ressortirait. Le travail des bûcherons était si dangereux qu'il fut longtemps qualifié de « Widow-maker »⁷⁵. Il n'est pas étonnant de constater que les principales revendications des tra-

vailleurs aient porté surtout sur l'amélioration de la sécurité au travail et sur une meilleure salubrité des camps. L'insatisfaction des travailleurs face à leurs conditions de travail s'est manifestée particulièrement par une très forte mobilité de la force de travail dans les chantiers forestiers.

Les camps qui comptaient sur un effectif imposant étaient généralement ceux qui offraient les meilleures conditions de travail ; l'investissement initial pour l'ouverture du camp avait été si important que les entrepreneurs ne désiraient pas voir la production perturbée par une main-d'œuvre trop fluctuante⁷⁶. Toujours pour réduire les départs volontaires, plusieurs compagnies avaient instauré des plans de bonis — pouvant équivaloir à 10 % du salaire saisonnier — qui étaient remis seulement aux travailleurs qui étaient demeurés à l'emploi de la compagnie pendant toute la saison⁷⁷.

Les travailleurs en forêt recevaient un salaire qui variait selon leurs qualifications. Avant la guerre civile, ils recevaient, en moyenne, un salaire oscillant entre 20 \$ et 26 \$ par mois, soit autour d'un dollar par jour de travail, incluant le gîte et les repas⁷⁸. Le paiement du salaire était effectué en chèques de salaire différé (*time checks*). Ces chèques étaient encaissables aux bureaux de la compagnie situés dans le village voisin⁷⁹. Dans certains cas, les employeurs payaient leurs employés en partie en argent et en partie en marchandises au moyen de bons échangeables à un magasin général propriété de la compagnie forestière⁸⁰ situé dans le village voisin. Évidemment, tous les achats effectués par les travailleurs durant la saison de coupe, que ce soit du tabac, des vêtements ou de nouvelles bottes, étaient scrupuleusement notés et soustraits du salaire à verser à la fin de la saison.

Dans les scieries, les salaires versés variaient également selon les qualifications des travailleurs. Vers 1850, le salaire moyen d'un travailleur en scierie était de 1 \$ par jour. En 1860, il était à 1,12 ½ \$⁸¹, soit de 30 \$ à 50 \$ par mois, mais les travailleurs devaient se nourrir et se loger⁸². Avant 1880, la journée de travail était de 12 heures. Dans les scieries, contrairement aux opérations de coupe et de drave, les enfants et les femmes pouvaient trouver plus facilement des emplois. Les enfants étaient souvent engagés comme garçons à tout faire, balayeurs ou messagers, et étaient payés la moitié du salaire d'un adulte mâle. Les femmes ont occupé surtout des postes de commis dans les scieries et recevaient en moyenne entre 25 % et 30 % du salaire d'un homme⁸³.

Les travailleurs des scieries étaient payés, selon les employeurs, à la semaine, deux fois par mois ou plus généralement une fois par mois⁸⁴.

*La guerre civile et la consolidation
du développement forestier, 1860-1880*

La guerre civile a perturbé profondément le développement du secteur forestier, créant des problèmes financiers sérieux pour les compagnies, provoquant une contraction des marchés, une importante pénurie de main-d'œuvre et une baisse de la production⁸⁵. Toutefois, dès 1863, la situation s'était stabilisée et la production atteignait près de 134 millions de pieds mesure de planche, soit près de 10% de plus qu'en 1860. Mais à partir des années 1870, comme le montre le tableau 2.2, le nombre de scieries se stabilise et la production augmente de façon constante, atteignant un record de plus de un milliard de pieds mesure de planche en 1882. Cette hausse de production a eu des répercussions sur les occasions d'emplois. En 1860, les scieries de la vallée employaient en moyenne 14,2 travailleurs. Or, en 1870, elles employaient en moyenne 46,1 travailleurs⁸⁶.

La vallée de la Saginaw est devenue le lieu de production par excellence au Michigan après la guerre civile. Ce développement s'est appuyé sur l'introduction de nouvelles technologies qui ont permis d'améliorer la productivité mais qui ont aussi modifié sensiblement les relations relativement harmonieuses qui avaient caractérisé jusque-là les rapports entre les entrepreneurs et les travailleurs.

Les camps forestiers furent les premiers à subir des transformations importantes. Avec l'épuisement des ressources forestières à proximité des villages, les entrepreneurs ont établi leurs chantiers plus à l'intérieur des terres, rendant ainsi leur accès plus difficile. Au nombre des améliorations, la scie, plus rapide et plus facile à manier, est venue remplacer graduellement la hache. L'application plus rigoureuse d'une division du travail et l'engagement de travailleurs spécialisés ont contribué aussi à améliorer l'efficacité et la productivité des camps. Les travailleurs besognaient encore 12 heures par jour et six jours par semaine. Les salaires, généralement versés aux travailleurs des bois sous forme de chèque à paiement différé, ont continué à varier selon le type d'emploi. Mais, en moyenne, ils se sont maintenus autour

TABLEAU 2.2

Nombre de scieries et production de pin en millions de pieds,
dans la vallée de la Saginaw, 1850-1892

Année	Nombre de scieries	Production	Année	Nombre de scieries	Production
1850	8	8	1872	n.d.	602
1852	n.d.	90	1874	n.d.	583
1856	n.d.	110	1878	64	574
1858	43	106	1880	57 ou 61	873
1860	57	125	1882	70	1011
1862	77	128	1884	70	964*
1864	77	215	1886	64	785
1866	n.d.	349	1888	63	863
1868	89	457	1890	58	815
1870	83	577	1892	n.d.	708

Sources: Les informations contenues dans ce tableau sont tirées de différentes sources. S'il y a convergence de vues quant à l'évolution de la production, les auteurs ne s'entendent pas tous sur le nombre de scieries en opération dans la vallée à différentes époques. Dunbar, 1980, p. 397; Sweet, 1900, p. 499-500; Leeson, *History of Saginaw*, Chicago, 1881, p. 383, 389; Benson, 1976, p. 210; George Lewis et C.B. Headley, *Annual Statement of the Business of Saginaw Valley and the Shore for 1868*, East Saginaw, 1869, p. 3-4; *Lumberman's Gazette; The Industries of the Saginaws. Historical, Descriptive and Statistical* (East Saginaw, Michigan, 1887), p. 32-39.

* Données tirées de l'*Annual Review of the Saginaw Board of Trade* qui a publié de 1880 à 1892 le résumé des activités économiques dans la vallée. Avant 1884, le Board of Trade donnait séparément la production de pin et de bois dur. Par la suite, l'organisme additionne les deux types de production, ce qui donne une production plus élevée et explique que mes chiffres soient différents dans certains cas de ceux qui sont généralement indiqués pour la production de pin. Notons qu'en 1890 il fut impossible de séparer les deux types de production.

de 20 \$ à 25 \$ par mois, allant de 15 \$ pour les journaliers jusqu'à 30 \$ à 40 \$ par mois pour les travailleurs qualifiés⁸⁷.

La composition ethnique de la main-d'œuvre, relativement homogène avant la guerre civile, s'est fortement diversifiée par la suite. Aux Américains, aux Allemands, aux Irlandais et aux quelques Canadiens se sont ajoutés des Suédois, des Polonais et même des Amérindiens auxquels se sont joints des Canadiens français et des Canadiens anglais en plus grand nombre⁸⁸.

L'amélioration toute relative des conditions de travail n'a pas pour autant éliminé le problème récurrent des entrepreneurs, soit la forte mobilité des travailleurs des bois. Les conditions de travail sont demeurées difficiles et la qualité de la nourriture de même que les conditions sanitaires laissaient encore souvent à désirer.

Enfin, l'introduction, dans les années 1870, du « *railroad logging* », soit des chemins de fer étroits, comme une solution de rechange aux rivières pour acheminer les billots vers les scieries a modifié profondément l'industrie forestière. Elle a cessé de dépendre des conditions climatiques pour produire pendant toute l'année⁸⁹. Cette prolongation de la saison de la coupe, conjuguée aux effets de la politique de coupe des compagnies forestières, dont le mot d'ordre se résumait souvent à « *Cut out all you can and get out* », a épuisé rapidement les ressources forestières et accéléré la mouvance de la « frontière » du pin vers de nouvelles régions.

Mais c'est le travail en scierie qui a ressenti le plus vivement les effets de la modernisation des moyens de production. Celle-ci s'est d'abord traduite par l'introduction de scies plus performantes⁹⁰ qui ont grandement augmenté la productivité. En 1860, une scierie devait engager un travailleur pour chaque 1000 pieds de bois mesure de planche qu'elle voulait produire par jour; en 1888, avec la même force de travail, elle pouvait produire trois fois plus⁹¹. Les salaires ont augmenté de manière sensible, passant en moyenne de 1 \$ par jour en 1850 à 2,30 \$ en 1872⁹² (voir le tableau 2.3).

Enfin, au cours des années 1870, le chômage structurel s'est installé. Auparavant, ces périodes d'inactivité étaient courtes et concentrées surtout au printemps, à la fin des opérations de coupe, et à l'automne lorsque cessaient les activités dans les scieries⁹³. Or, l'introduction de nouvelles technologies a allongé la saison de la coupe, et étiré celle de la transformation. Compte tenu que les compagnies recrutaient toute leur main-d'œuvre pour le début de leurs activités, tous les postes étaient comblés lorsque les travailleurs des chantiers étaient finalement libérés⁹⁴.

Avec la croissance de l'industrie forestière, les petites villes environnantes se sont rapidement étendues, au point de devenir des centres urbains multi-ethniques où une multitude de secteurs économiques connexes, tels la construction navale, la production manufacturière, la construction de chemins de fer et les services public se

TABLEAU 2.3

Évolution du salaire pour certains types d'emplois en scierie, dans la vallée de la Saginaw, de 1860 à 1877, par jour (en dollars)

Type d'emplois	Années			
	1860	1873*	1874	1877
Superviseur	1,75	5,00	4,00	3,50
Limeur	2,50	4,38	3,50	3,00
Mécanicien	1,75	4,68	3,75	3,25
Opérateur de scie circulaire	2,00	5,00	4,00	3,25
Opérateur de scies multiples	1,50	4,07	3,25	,50
Finisseur	1,12 1/2	3,13	2,50	2,00
Journalier	1,12 1/5	2,19	1,75	1,25

Sources: *Lumberman's Gazette*, 16 août 1877, p. 100. Le salaire de 1873 est basé sur le fait qu'au cours de cette année les dirigeants des scieries décidaient de faire subir aux travailleurs une baisse de salaire de 12,5%. Ce qui signifie que le salaire que nous donne le *Lumberman's Gazette* en 1874 a déjà été amputé de 12,5%, d'où le résultat auquel nous sommes parvenus pour 1873.

* Selon nos calculs personnels. Notons que la hausse salariale n'est pas de même nature pour tous. Un superviseur a vu son salaire augmenter de 130% alors que celui du journalier n'a été haussé que de 60%.

sont développés⁹⁵. Comme le montre le tableau 2.4, les principales villes forestières de la vallée ont vu leur population croître de façon considérable après la guerre civile.

La ville de Saginaw fut, tout au long du XIX^e siècle, beaucoup plus peuplée que Bay City. Mais, à partir de 1880, cette dernière a réussi à réduire considérablement l'écart. Après la guerre civile, ces villes ont cessé de n'être que des lieux de transit pour les travailleurs. Elles sont devenues des lieux où les gens ont voulu s'établir et où des communautés plus stables ont pu croître, soutenues par des institutions sociales. Ce développement démographique a vraiment collé au dynamisme de l'industrie forestière. Toutefois, les modèles d'expansion ont différé. Pour Saginaw City, le développement démographique le plus fulgurant a eu lieu entre 1864 et 1870, soit au sortir de la guerre civile, alors qu'on observait une augmentation démographique de 110%; Bay City bénéficiait pendant la même période d'une hausse de seulement 46%. La crise économique des années 1870 a par contre

TABLEAU 2.4

Population des principaux centres forestiers
de la vallée de la Saginaw, 1860-1900

Villes	Années								
	1860	1864	1870	1874	1880*	1884*	1890*	1894	1900
Saginaw	4704	8928	18 811	27 148	29 541	42 845	46 322**	44 643	42 345
East Saginaw	3000	n.d.	13 225	n.d.	19 016	29 100	**	-	-
Bay City	1583	4848	7064	13 690	27 040	38 902	40 730	42 82	40 747
West Bay City	-	-	-	-	6397	9492	12 981	-	13 119

Sources: McGaugh, 1950, p. 124-125. *L'astérisque signifie que les données sont tirées de Kilar, 1987, p. 238. Inclus East Saginaw et West Bay City. Pour les villes d'East Saginaw et de West Bay City, les données sont tirées des recensements d'État publiés. ** Notons qu'en 1889 East Saginaw et Saginaw fusionnent et qu'en 1877 les villages de Banks, de Salzburg et de Wenona fusionnent à leur tour pour former West Bay City, qui elle-même fusionnera en 1905 avec Bay City.

perturbé davantage Saginaw City puisque sa population n'a augmenté que de 8,8 % entre 1874 et 1880, alors que la population de Bay City a connu une hausse de près de 94 % entre 1870 et 1874 et de près de 98 % entre 1874 et 1880, sa plus forte croissance du XIX^e siècle.

La crise de 1873 a éprouvé durement le secteur forestier. La surproduction à l'origine de cette crise a mené à l'effondrement des prix du bois. Elle a en fait constitué un problème récurrents tout au long du XIX^e siècle. La production forestière, demeurée longtemps dépendante des conditions climatiques, était forcément aléatoire. Il aurait toujours été possible pour les entrepreneurs de se consulter, de se concerter pour maintenir un niveau constant de production mais le fort esprit individualiste et la volonté de faire le maximum de profits ont fait en sorte que les discussions ont rarement donné des résultats concrets.

Cette crise a commencé à se faire sentir à l'automne 1873. Dès septembre, les entrepreneurs se sont consultés pour trouver des solutions et l'une d'elles fut de retarder l'envoi de travailleurs dans les bois et de rappeler les travailleurs déjà au travail⁹⁶. Les entrepreneurs imposaient aussi une réduction salariale de 12,5 % en vigueur à partir du 1^{er} novembre, ramenant ainsi les salaires au niveau de ceux d'avant la guerre civile⁹⁷. La réduction des activités de coupe à l'hiver de 1873-1874 a créé un chômage important et entraîné la baisse des salaires⁹⁸.

Cette diminution de salaire fut la première d'une série de baisses durant les années 1870. D'un salaire moyen quotidien de 2,30 \$ en 1872 pour les travailleurs des scieries, on passa à 1,75 \$ en 1874, puis à 1,25 \$ en 1877, une chute de près de 50 % en cinq ans. En mai 1877, le salaire d'un journalier en scierie oscillait entre 0,90 \$ à 1,25 \$ par jour⁹⁹.

La situation pour les travailleurs s'est détériorée au fur et à mesure que la crise s'est prolongée. Le marché du travail est demeuré fort encombré et les nombreux travailleurs à la recherche d'emploi furent, en l'espace de quelques semaines, réduits à l'état de vagabonds, errant à la recherche de gîte et de nourriture, mendiant aux portes des hôtels¹⁰⁰. Dans ces conditions, l'agriculture a attiré plusieurs familles¹⁰¹. Mais de nombreuses familles ont préféré quitter la vallée à la recherche d'emplois.

Le déclin des activités forestières, 1880-1900

Les premiers signes de la reprise se sont manifestés à partir de l'automne 1878 par une augmentation rapide de la production¹⁰². Cette sortie de crise a eu enfin un effet positif sur l'emploi : le nombre moyen de travailleurs dans les scieries a augmenté à 62 dès 1880, alors qu'il avait oscillé entre 49 à 56 durant la crise. C'est au niveau salarial que la reprise s'est manifestée avec le moins de vigueur. Ce n'est en effet qu'à la fin des années 1870 que les salaires ont augmenté à nouveau. En 1879, les journaliers dans les scieries gagnaient en moyenne entre 1,12 ½ \$ et 1,50 \$ par jour et le salaire quotidien des travailleurs qualifiés oscillait entre 2 \$ et 4 \$¹⁰³. Après avoir oscillé autour de 590 millions de pieds mesure de planches durant les années de crise, la production a atteint 873 millions en 1880, pour ensuite, en 1882, parvenir à un record de plus d'un milliard de pieds mesure de planche¹⁰⁴. La crise avait toutefois éliminé près d'une vingtaine de scieries dont le nombre était passé de 83 en 1870 à 61 en 1880.

Cette reprise fut toutefois éphémère. Dès 1884, le secteur forestier a connu un déclin structurel progressif, non plus seulement tributaire d'une mauvaise conjoncture économique mais lié à l'épuisement des ressources naturelles. Dès le début des années 1880, plusieurs signes indiquaient que les beaux jours de l'industrie forestière de la vallée étaient résolument derrière elle. Plusieurs entrepreneurs avaient commencé à explorer de nouvelles régions forestières. Dès 1881, le *Saginaw*

Courier indiquait que bon nombre d'entrepreneurs s'étaient rendus à Duluth, dans le Minnesota, pour vérifier la qualité des terres à bois¹⁰⁵. Ce fut le cas d'un entrepreneur d'East Saginaw qui fit dès 1882 l'acquisition de terres de pin sur la rivière Ontonagon, dans la haute péninsule¹⁰⁶. Les travailleurs ont aussi pris conscience que le marché du travail se dégradait. Des centaines de travailleurs des chantiers ont quitté la vallée de la Saginaw après la saison de coupe 1882-1883 avec en poche leur salaire et leurs économies pour se rendre plus à l'ouest et s'établir sur une terre¹⁰⁷. Plusieurs scieries ont été mises en vente dont celle de Henry W. Sage en février 1882¹⁰⁸.

Une nouvelle crise de surproduction a débuté en mai 1884 et a mené à une chute de 30 % du prix du pin¹⁰⁹. Cette crise s'est traduite par la disparition d'un bon nombre de scieries et par de nombreuses pertes d'emplois. « NO MEN WANTED », c'était ce qu'on pouvait lire sur la porte d'entrée des principaux bureaux de recrutement des compagnies durant l'hiver 1884-1885¹¹⁰. Les salaires ont également subi une diminution importante. Dans les bois, les salaires pour la saison 1884-1885 tournaient autour de 12 \$ par mois, alors qu'ils étaient autour de 25 \$ à 30 \$ par mois au tout début des années 1880¹¹¹. Les salaires versés aux travailleurs des scieries ont tous subi des baisses importantes et un nombre important de travailleurs furent réduits au chômage.

La grève dans la vallée de Saginaw de 1885

Depuis les tout débuts des activités forestières dans la vallée, les relations de travail n'avaient jamais posé de problèmes sérieux. Face à des employeurs dont les moyens pour promouvoir leurs intérêts étaient imposants, les travailleurs avaient toujours éprouvé des difficultés à s'organiser collectivement. Le caractère saisonnier du travail nuisait à l'émergence d'une solidarité et d'une conscience de classe. L'isolement dans lequel ces travailleurs étaient confinés et l'individualisme qui les caractérisait constituaient des obstacles de plus à l'émergence d'un militantisme ouvrier¹¹².

Dans ces conditions, il est étonnant de constater que des grèves eurent lieu. Ces arrêts de travail ont toutefois revêtu un caractère spontané, non organisé, limité dans le temps et dans l'espace, et n'ont impliqué qu'une fraction des travailleurs. Des grèves de ce genre

furent déclenchées en 1865 et en 1870 à Saginaw City et en 1872 à Bay City et à Saginaw City¹¹³. Leur but était d'obtenir des augmentations salariales et une diminution de la journée de travail mais aucune n'a donné de résultats concrets¹¹⁴. La grève qui éclata en 1885 fut par contre de nature différente¹¹⁵.

Cette grève, déclenchée par les travailleurs des scieries et des manufactures de sel, dura près de deux mois et se solda par un autre échec pour les travailleurs. Au-delà du résultat, elle fut un point tournant dans l'histoire de la région puisqu'elle a, d'une part, illustré le malaise qui existait depuis plusieurs années dans les relations ouvrières et, d'autre part, marqué le début de la fin pour l'industrie forestière.

Au moment où la saison de travail en scierie avait repris au printemps de 1885, les propriétaires avaient fait savoir qu'à la suite de la baisse du prix du bois les salaires seraient réduits de 12 % à 25 %¹¹⁶. Cette décision — qui faisait passer le salaire moyen de 1,98 \$ à 1,77 \$ par jour — fut bon gré mal gré acceptée par les travailleurs. Toutefois, pour compenser cette perte de salaire, les travailleurs ont demandé que la journée de travail soit réduite de 11 heures à 10 heures et que les salaires leur soient versés régulièrement toutes les deux semaines. En effet, près de 50 % des quelque 5000 travailleurs des scieries n'étaient payés qu'une fois par mois, ce qui les empêchait de planifier leur budget et les obligeait à avoir recours au crédit pour boucler leur fin de mois. Enfin, tous les travailleurs désiraient être payés en argent sonnante alors que près de 20 % étaient payés en monnaie de magasin (*store's money*), ce qui les contraignait à acheter les produits seulement à ce magasin. Or, la réponse négative des entrepreneurs à leurs demandes a créé un fort mécontentement chez les travailleurs.

Entre-temps, soutenu par le mouvement national pour l'obtention de la journée de 10 heures, un projet de loi fut présenté à la législature du Michigan par Thomas Barry. Membre des Knights of Labor, Barry avait été élu en 1884 à la législature du Michigan sous la bannière démocrate-whig. Ce projet de loi incluait toutes les manufactures, ateliers, scieries, camps de bûcherons, mines et toute autre manufacture¹¹⁷. Il fut accepté par une majorité des membres de la législature.

L'analyse traditionnelle de cette grève veut qu'elle soit née d'un simple malentendu concernant le moment où la nouvelle loi entrerait en vigueur¹¹⁸. Certains journaux avaient parlé de cette loi sans spécifier le moment où elle entrerait en application. Les travailleurs auraient

cru que la loi était en vigueur à partir du 1^{er} juillet 1885 alors qu'elle entrerait en vigueur officiellement le 15 ou le 18 septembre 1885¹¹⁹. Ce malentendu aurait conduit au déclenchement de la grève afin de forcer les entrepreneurs à respecter cette nouvelle législation au début de juillet.

Toutefois, une étude plus récente présente une hypothèse différente¹²⁰. Dès le début de cette grève, les travailleurs savaient que la loi des 10 heures ne devait entrer en vigueur qu'au milieu du mois de septembre puisque c'était Thomas Barry, un élu sympathique aux ouvriers — et qui s'est même par la suite improvisé comme le leader de la grève — qui avait piloté ce projet de loi à la législature. Or c'est parce que les travailleurs savaient pertinemment que la loi n'entrerait en vigueur qu'au mois de septembre qu'ils ont déclenché la grève dès juillet. Ils savaient que la mi-septembre coïncidait avec la fin des activités de transformation du bois, et qu'ils devraient donc patienter jusqu'à la reprise des activités des scieries au printemps 1886 pour profiter de la réduction. Les travailleurs ont exercé des pressions sur leurs employeurs afin qu'ils puissent profiter dès l'été 1885 de la réduction de la journée de travail¹²¹.

Les grévistes étaient d'origines ethniques fort diverses. L'arrivée de milliers de migrants en provenance du Canada et de divers pays européens avait créé une forte diversification ethnique de la force de travail¹²². Cette diversité aurait pu, comme ce fut le cas dans plusieurs grèves qui ont été déclenchées aux États-Unis à cette époque, poser des problèmes d'organisation, de logistique et de communication. Or, il n'en fut rien. Une excellente cohésion entre les travailleurs, voire une grande solidarité, s'est manifestée, menant à l'émergence d'une conscience de classe. Jamais les entrepreneurs n'ont pu jouer sur cette diversité pour affaiblir la solidarité des grévistes. La cohésion a été favorisée par la tenue de réunions quotidiennes à Bay City de tous les grévistes et sympathisants à Madison Park et au Lafayette Hall¹²³. Au sein d'une force de travail dominée par des Américains d'origine, ce sont toutefois les travailleurs d'origine polonaise et allemande qui furent à l'avant-garde de cette grève à Bay City et qui furent arrêtés lors des descentes policières¹²⁴. Et quand la grève s'est étendue à Saginaw City, ce sont des Canadiens français qui se sont montrés les plus actifs¹²⁵.

TABLEAU 2.5

Origine ethnique de la main-d'œuvre travaillant dans les scieries et manufactures de sel de la vallée au 1^{er} juillet 1885, en nombre et pourcentage

Origine	Nombre	Pourcentage
États-Unis	2119	38,0
Québec	1330	23,9
Allemagne	1121	20,1
Pologne	584	10,5
Irlande	200	3,6
Suède	67	1,2
Bohême	15	0,3
Écosse	8	0,2
Angleterre	3	0,1
Non déterminée	107	2,1
Total	5554	100,0

Source: State of Michigan, *Third Annual Report of Bureau of Labor and Industrial Statistics*, Lansing, 1886, p. 125.

Le tableau 2.5 révèle la diversité ethnique de la main-d'œuvre mais aussi l'importance des Canadiens français au sein de la force de travail au moment où la grève fut déclenchée. La présence significative de ceux-ci a eu pour effet de rendre leur participation encore plus essentielle afin de mener à bien la grève. Or, les Canadiens français se sont compromis de plusieurs façons. D'une part, le Lafayette Hall, un *building* qui fut érigé dans les années 1860 par la Société de bienfaisance canadienne-française Lafayette de Bay City pour abriter ses bureaux et servir la communauté, fut un des lieux de réunion usuel des grévistes afin d'établir la stratégie à adopter lors de la grève¹²⁶. Le fait que cette salle clairement identifiée ait été utilisée pour tenir les réunions illustre bien la participation des Canadiens français dans cette grève.

Mais leur collaboration est allée bien au-delà. Le mercredi 12 août 1885, alors que la grève commençait à diminuer d'intensité, les grévistes ont perturbé les activités de deux manufactures de sel dont la production avait repris de manière irrégulière à Bay City. Un groupe de 300 grévistes munis de bâtons a réussi sans difficulté à faire arrêter les

opérations. En s'éloignant de l'usine, les grévistes ont rencontré le shérif Brennan et ses aides qui avaient été alertés. Le shérif ordonna le dispersement mais, devant le refus des grévistes, des coups de feu furent tirés dans les airs. Certains grévistes eurent la nette impression que les coups de feu étaient dirigés dans leur direction. Ils foncèrent sur les forces de l'ordre et un bagarre suivit, au terme de laquelle les principaux leaders furent arrêtés et emprisonnés. Neuf grévistes furent formellement accusés d'avoir eu une conduite incitant à l'émeute. Et cinq d'entre eux étaient d'origine canadienne-française, soit Peter Payment, Charles Lamaux, Fred Hamon, Théodore Shabaneaux et Alex Gravel¹²⁷.

Cette grève, qui dura deux mois, se solda en août par un échec pour les 5550 travailleurs qui avaient paralysé les 77 scieries de la vallée et les 58 manufactures de sel adjacentes aux scieries¹²⁸. Cet arrêt de travail avait permis aux entrepreneurs d'écouler la production qui encombrait encore les quais et de faire remonter le prix du bois¹²⁹. Le 1^{er} septembre 1885, toutes les scieries et les manufactures de sel fonctionnaient à nouveau normalement¹³⁰. Et, à la mi-septembre, la majorité des usines diminuèrent les heures et les salaires¹³¹.

Mais cette grève a revêtu une signification qui allait bien au-delà de la seule volonté de réduire la journée de travail. Elle traduisait la frustration de la population et des travailleurs des diverses communautés face à des employeurs qui n'avaient constamment cherché qu'à protéger leurs propres intérêts. Certains, on l'a vu, avaient montré depuis déjà quelques années un désintéressement pour la vallée, pour sa population et pour ses ressources jadis tant convoitées. La grève a aussi forcé de nombreuses familles à quitter la région¹³². Plusieurs directeurs de compagnies avaient indiqué clairement qu'ils n'engageraient pas l'année suivante les leaders de la grève¹³³. Mais, plus important, cette grève a mis un terme à « l'ère du pin » dans la vallée, alors que les relations de type paternaliste qui avaient depuis toujours caractérisé les relations ouvrières furent rompues.

L'industrie forestière est demeurée active encore quelques années. Mais, à partir de 1886, la production de pin est demeurée instable pour ensuite amorcer une diminution lente mais constante¹³⁴.

Dès lors, de nombreux projets seront présentés dans le but de diversifier et de stimuler l'économie de la vallée et de ces centres urbains. Les autorités politiques de Saginaw City et d'East Saginaw décidèrent le 3 mars 1890 de fusionner afin d'insuffler un nouveau

dynamisme à cette région. En 1891, la Saginaw Improvement Company fut mise sur pied. Son objectif était de stimuler le développement économique de la région, particulièrement — ce qui était révélateur de la nouvelle « vocation de la région » — dans le domaine de l'agriculture par la vente de terres à prix abordables¹³⁵.

À Bay City, par contre, les industriels ont continué à exploiter le domaine forestier. Plusieurs entrepreneurs ont continué à importer des billots du Canada ou du nord du Michigan pour faire fonctionner leur scierie. Si bien que, lorsque les activités forestières ont définitivement pris fin, Bay City était mal préparée pour relever de nouveaux défis économiques¹³⁶.

En parallèle au développement forestier au Michigan, l'exploitation des mines de cuivre dans la péninsule de Keweenaw a connu un essor considérable au XIX^e siècle et a marqué aussi le développement industriel du Michigan.

Le développement de la péninsule de Keweenaw, 1840-1914

No copper of any account had yet been obtained from any but the Pittsburg or Cliff mine, nor was any of consequence shipped from the Point, save as aforesaid, while I was interested there. Shareholders, who had raised their \$10,000 to \$50,000 in fond expectation of early returns, found in time that every cent, and generally more, had been expended in constructing a rude pier whereon to land their supplies, cutting a road thence to their location, building a few rude shanties, drawing up their tools [...], another, and still another assessment being required [...] to sink a shaft on the vein far enough to determine that they had any ore or metal to mine. By this time, their patience, or their faith [...] had generally failed, and they were ready to sell out for a song, or abandon the enterprise in despair or disgust. Such is, in essence, the history of most mining enterprises on Lake Superior¹³⁷...

HORACE GREELY, 1868.

Tel était le dur jugement que portait le célèbre journaliste américain sur la réalité minière dans la péninsule de Keweenaw en 1868.

Pourtant, 20 ans auparavant, Greely avait été fasciné par le potentiel minier de la péninsule. Il avait visité la région en 1847 et il en était revenu si impressionné qu'il s'était porté acquéreur d'actions minières et qu'il était même devenu directeur de la Pennsylvania Mining Company qui exploitait le secteur.

À l'instar de plusieurs autres investisseurs, Greely a rapidement pris conscience que des sommes considérables devaient être investies dans le secteur minier avant de pouvoir espérer en retirer quelques bénéfices que ce soit. Même si plusieurs avaient perdu des montants d'argent énormes dans l'aventure minière, d'autres gens d'affaires ne se sont pas laissés décourager et ont continué à investir dans la région.

C'est dans ce contexte que la péninsule de Keweenaw — qui comprend les comtés de Houghton, d'Ontonagon et de Keweenaw — s'est développée graduellement. L'exploitation de ressources minières s'est avérée le moteur du développement social et économique de la région, transformant graduellement ce territoire isolé en une région minière de première importance en Amérique.

Les premières explorations, 1840-1860

La péninsule de Keweenaw est située dans la partie nord-ouest de la haute péninsule du Michigan. Elle forme un bras de terre qui s'avance vers le centre du lac Supérieur. Le territoire possédait d'importantes ressources minérales et forestières. Mais ce sont surtout ses immenses ressources en minerai de cuivre qui lui ont permis de se développer.

Le potentiel minier de la péninsule de Keweenaw était connu depuis fort longtemps. Mais plusieurs obstacles devaient disparaître avant de pouvoir entreprendre une exploitation systématique. Le plus grand était de taille: la région n'appartenait pas aux États-Unis¹³⁸. La partie est de la péninsule, allant de Mackinac à Sault-Sainte-Marie, faisait partie du territoire depuis son organisation en 1805. Mais la partie ouest, qui incluait les régions minières, était toujours demeurée une possession de la nation chipewyanne. En plus, la péninsule présentait un environnement hostile et peu attirant. Les hivers étaient rigoureux alors que, durant la chaude saison, la haute péninsule était prise d'assaut par une grande variété de moustiques, notamment le « Keweenaw Eagle » dont la dénomination seule illustre bien les ravages qu'il pouvait causer. La région était aussi fortement isolée. Le

centre urbain le plus près, Green Bay, était situé à près de 300 milles (556 km) au sud et la navigation sur le lac Supérieur, impossible pendant les cinq mois d'hiver, était périlleuse quand le lac était balayé par des vents¹³⁹. Il fallut donc attendre que ces obstacles soient levés et qu'une conjoncture favorable se manifeste pour que la péninsule soit l'objet d'un quelconque développement.

En 1820, après qu'une expédition menée par Henry R. Schoolcraft eut confirmé l'existence de dépôts de cuivre dans la région¹⁴⁰, des négociations furent entreprises avec les Amérindiens et aboutirent au traité du Fond du Lac, en 1826, qui accordait aux Américains l'autorisation d'effectuer des explorations minières sur les terres amérindiennes¹⁴¹. Un autre obstacle fut levé en 1837 lorsque la partie ouest de la péninsule fut annexée — sans l'accord des Amérindiens — au territoire du Michigan qui accéda au même moment au rang d'État.

Le gouverneur du nouvel État du Michigan, Stevens T. Mason, s'empressa en 1837 de nommer Douglass Houghton au poste de géologue officiel de l'État. Il entreprit d'arpenter l'ensemble du nouvel État et de subdiviser le territoire afin d'accélérer sa mise en valeur. En 1841, Houghton confirmait la présence d'importants dépôts de cuivre dans cette région. Mais il mettait toutefois en garde les prospecteurs potentiels, en précisant que les dépôts étaient emprisonnés dans le roc et que leur extraction ne pouvait se réaliser qu'avec le recours à des moyens techniques perfectionnés¹⁴². Dans ce contexte, les autorités américaines n'ont pas tardé à entreprendre de nouvelles négociations avec les Amérindiens¹⁴³. Dès 1842, le traité de La Pointe était signé et octroyait aux Américains toutes les terres à l'ouest de Chocolay River, incluant ainsi la région du cuivre. Toutes les conditions étaient donc réunies pour amorcer la mise en exploitation de la région.

La « Fièvre du cuivre », 1843-1847

Dès 1843, le gouvernement américain créait une agence minière dans le petit village de Copper Harbor, situé sur les bords du lac Supérieur du côté ouest de la péninsule de Keweenaw. Cette agence était chargée d'accorder des permis d'exploration minière dans la région¹⁴⁴. À l'été 1843, seulement quelques prospecteurs intéressés avaient débarqué à Copper Harbor¹⁴⁵. Mais, dès le printemps 1844, la péninsule de Keweenaw fut prise d'assaut par une horde de prospecteurs amateurs et de

spéculateurs confiants de trouver le filon qui leur apporterait la fortune instantanée. La « fièvre du cuivre » venait de s'emparer de la région.

Rapidement, des régions d'exploitation se dessinèrent. Une première se développa à l'extrémité nord-est de la pointe de la péninsule de Keweenaw, où s'étaient créés de petits villages comme Copper Harbor, Eagle Harbor et Eagle River. La deuxième s'étendit à l'autre extrémité de la péninsule, soit dans la direction sud-ouest où la prospection se faisait sur les rives de la rivière Ontonagon. Enfin, une troisième, et la plus riche, prit forme autour du lac Portage¹⁴⁶.

Dès 1845, 45 compagnies minières détenaient des permis de prospection. En octobre 1846 il y en avait 102¹⁴⁷. Parmi les mines exploitées, la mine Cliff, située près de Copper Harbor et propriété de la Pittsburg and Boston Company, fut en 1845 la première en exploitation dans la région alors que la Quincy Mine Company, créée en 1846, concentrait ses activités près du lac Portage¹⁴⁸. Les difficultés auxquelles les compagnies minières ont dû faire face ont fait en sorte que peu d'extraction a été réalisée¹⁴⁹. Or, en mars 1847, la politique gouvernementale de permis d'exploration fut remplacée par une politique de vente ou de location de terre minière, ce qui ralentit les explorations et mit fin à la « fièvre du cuivre » qui animait la région depuis 1843¹⁵⁰.

Ce bref engouement a néanmoins contribué à attirer l'attention des financiers du Nord-Est sur le potentiel de la région. Il a aussi attiré des travailleurs dans cette région isolée, si bien que les comtés d'Ontonagon et de Houghton furent officiellement créés en 1843¹⁵¹.

La « fièvre du cuivre » a laissé la place à une prospection et à une exploitation mieux planifiée, bien qu'aussi aléatoire. Le succès des mines Cliff et Quincy, jumelé au fait que, depuis 1855, les actions des compagnies minières de la région étaient inscrites à la Bourse de Boston, a permis aux capitalistes de New York et de Pittsburgh de suivre l'évolution des activités minières et de venir investir dans la région¹⁵². De même, des entrepreneurs de l'Ouest américain, ayant de l'expérience dans le domaine de l'extraction du plomb dans le Wisconsin et dans l'Illinois, sont venus investir dans la haute péninsule¹⁵³. Leur venue s'est traduite par l'amorce de travaux aux nouvelles mines Isle Royale, Portage, Montezuma, Albion, Shelden, Huron et Dodge au début des années 1850. Si bien qu'en 1854 29 mines étaient en

exploitation dans le comté de Houghton et employaient 1135 travailleurs¹⁵⁴. Mais le développement minier est demeuré incertain. Beaucoup de compagnies ont investi, mais peu d'entre elles ont atteint leur objectif¹⁵⁵. De 1845 à 1865, plus de 300 compagnies furent organisées dans la région et 13 109 154 \$ y furent investis. De toutes ces compagnies, trois seulement, dont la mine Cliff, ont payé des dividendes¹⁵⁶.

Les embûches à surmonter dans la péninsule pour rentabiliser les opérations étaient nombreuses. Une de celles-là était de pouvoir composer avec un environnement densément boisé. La première tâche était d'abattre des arbres afin d'amorcer la prospection, de sorte que le développement du secteur minier s'est vu étroitement lié aux opérations forestières. Le secteur forestier ouvrait en quelque sorte la voie au secteur minier. Toutefois, le rôle du secteur forestier ne se limitait pas qu'à celui-ci. L'industrie minière nécessitait une grande quantité de bois pour la construction de l'infrastructure indispensable à l'exploitation de la mine. Du bois était exigé, notamment pour la construction du bâtiment principal protégeant l'entrée du puits (*shaft house*) et pour l'érection de murs de soutien (boisage) qui supportaient les galeries souterraines. Les besoins en bois de l'industrie minière ont donc mené au développement d'activités forestières¹⁵⁷ et les compagnies ont toujours eu à leur service un nombre important de « constructeurs de charpente » à qui était confiée la construction des infrastructures. Les compagnies se devaient aussi de créer toute une infrastructure villageoise afin de pouvoir attirer des gens à venir travailler dans des régions aussi isolées. Rapidement, de petits villages se sont créés, constitués de quelques maisons de pensions en rondins, d'un magasin général et souvent d'un hôpital pour satisfaire aux exigences minimales des travailleurs et de leur famille¹⁵⁸. L'industrie forestière est donc devenue un domaine d'activités très dynamique, qui s'est développé en parallèle avec le secteur minier.

La nature des travaux miniers et les conditions de travail

Le travail de mineur s'effectuait dans des conditions généralement difficiles. C'était un travail très dur physiquement et dangereux, qui se déroulait dans un endroit sombre, humide et poussiéreux. Les mineurs travaillaient habituellement en équipe de deux ou de trois. Chaque

équipe travaillait en moyenne 10 heures par jour, 6 jours par semaine. La mine était en exploitation continuellement, employant en alternance des travailleurs sur deux quarts de travail, un de jour et l'autre de nuit¹⁵⁹. Les mineurs étaient payés selon les termes d'un contrat signé avec leur employeur, selon la quantité de cuivre ou de roc retiré¹⁶⁰.

Dans les années 1840, un bon mineur pouvait recevoir autour de 30 \$ par mois, un travailleur non qualifié, entre 15 \$ et 20 \$ et un artisan autour de 40 \$. Dans les années 1850, les mineurs gagnaient en moyenne 34 \$, les travailleurs de surface entre 26 \$ et 28 \$. Et, durant la guerre civile, les salaires ont augmenté rapidement : les mineurs recevaient 65 \$ et plus par mois et les travailleurs de surface en moyenne 55 \$¹⁶¹.

Avant la guerre civile, la grande majorité des opérations minières étaient effectuées par les travailleurs eux-mêmes, sans l'aide d'aucune machine. Plus tard, le moteur à vapeur prendra la relève : les chariots sur rail transportant le roc à la surface seront tirés par des fils de fer mus par moteur et des pompes actionnées par la vapeur se chargeront de tirer l'eau hors de la mine.

L'extraction minière passait par plusieurs étapes. Le roc détaché des parois par gros morceaux était sorti de la mine et acheminé vers le « Rock House ». C'est là que s'activaient ceux que l'on nommait « travailleurs de surface ». Les gros morceaux de roc étaient alors posés sur d'immenses tamis de fer. À l'aide de marteaux, les travailleurs concassaient, dans un bruit d'enfer, le roc dont les morceaux se faufilaient à travers le tamis pour tomber dans un chariot situé plus bas. Une fois rempli, ce chariot était acheminé sur des rails vers le bocard (*stamp mill*) situé généralement près d'un plan d'eau. Une fois au bocard, les morceaux de roc étaient alors soumis aux marteaux-pilons afin de réduire le roc en poussière. L'opération terminée, le cuivre était séparé du sable. Le cuivre était lavé alors que l'on disposait du sable, souvent en le jetant dans le plan d'eau avoisinant. Le cuivre était ensuite acheminé par bateau vers les marchés.

L'origine et la composition de la population avant la guerre civile

Le début de l'exploitation minière a modifié la physionomie de cette région. Autour de chaque mine, de petits villages ont graduellement pris forme, alimentés par l'arrivée de centaines de migrants, hommes,

femmes et enfants, attirés par ces développements et les nouveaux emplois qu'ils procuraient.

Avant 1850, la population de la péninsule de Keweenaw se limitait à quelques personnes dont la majorité était d'origine amérindienne. En 1850 on dénombrait près de 1100 résidents¹⁶². Le village d'Ontonagon comptait 389 habitants. Plus au nord, le village de Houghton, non loin de la mine Quincy, comptait déjà 456 personnes alors que le canton de l'Anse et le village d'Eagle Harbor avaient une population de 126 habitants chacun¹⁶³. Or, quatre ans plus tard, la population de la péninsule avait considérablement augmenté, s'élevant à 6535. Le comté de Houghton comptait 2873 habitants alors que 3662 habitants vivaient dans le comté d'Ontonagon¹⁶⁴.

Cette hausse démographique est encore plus remarquable si l'on considère l'isolement de la péninsule à cette époque. Pour ceux qui habitaient le nord-est du continent ou pour les migrants européens qui arrivaient dans les ports de l'Atlantique, le voyage vers la haute péninsule du Michigan était long et difficile¹⁶⁵. L'ouverture en 1855 du canal de Sault-Sainte-Marie a grandement facilité l'accès à la région. Il assurait dorénavant la circulation directe et sans portage entre les lacs Huron et Michigan vers le lac Supérieur. Il permettait surtout à des cargos plus imposants d'avoir accès au lac Supérieur et d'approvisionner plus régulièrement la région en marchandises de toutes sortes. L'ouverture du canal a ainsi considérablement réduit l'isolement de la région, diminué grandement les coûts de transport et a donc haussé la marge de profits potentiels pour l'industrie minière¹⁶⁶.

Cette dépendance de la péninsule envers les voies navigables des Grands Lacs a fait de l'est du continent les sources dominantes de sa main-d'œuvre¹⁶⁷. Plusieurs des premiers mineurs de la péninsule de Keweenaw avaient auparavant travaillé dans les mines d'argent, de cuivre et de plomb du Maine, du Vermont et d'autres régions de l'est du continent¹⁶⁸.

Mais ces travailleurs n'étaient pas suffisamment nombreux pour combler tous les besoins en main-d'œuvre de l'industrie, si bien que les compagnies minières ont dû avoir recours à l'immigration. Dès le début des opérations minières dans la région, les « Cornish¹⁶⁹ » — des Anglais originaires de la région minière de Cornwall — furent étroitement associés aux travaux. Fort expérimentés, les « Cornish » ont

constitué dès le début la base de la force de travail souterraine dans toute la péninsule¹⁷⁰. Des migrants irlandais et allemands — considérés comme idéaux aux yeux des autorités politiques — sont aussi venus s'établir dans la haute péninsule au milieu des années 1840¹⁷¹.

La population de la péninsule de Keweenaw fut donc très tôt caractérisée par une grande diversité ethnique. Dès 1850, on estimait que, dans le comté de Houghton, cinq personnes sur sept étaient nées à l'étranger, et qu'en 1860 les deux tiers des habitants étaient nés à l'extérieur des États-Unis¹⁷². La liste de travailleurs de la mine Amygdaloid en 1864 illustre bien cette forte diversité ethnique. Des 393 travailleurs, 175 étaient d'origine américaine, 76 provenaient d'Irlande, 70 étaient originaires des États allemands, 40 étaient Anglais, 27 étaient Canadiens et 5 provenaient de Suisse¹⁷³.

À l'image des opérations minières, la demande en main-d'œuvre fut instable et saisonnière. Jusqu'à la guerre civile, l'essentiel de la main-d'œuvre arrivait au printemps avec les premiers bateaux et quittait la région avec le dernier¹⁷⁴. Plus tard, alors que le creusage des puits de certaines mines sera avancé, des travaux pourront être effectués durant les mois d'hiver, dont notamment ceux visant à solidifier les galeries souterraines ou à les prolonger en prévision de la saison suivante. La rareté de main-d'œuvre fut un des gros problèmes vécus par les premiers exploitants de mines. Ce problème a pris des proportions particulières dans les années 1850 alors que plusieurs nouvelles compagnies forestières furent créées et qu'elles sollicitèrent toutes une main-d'œuvre limitée.

À la veille de la guerre civile, la région du cuivre se retrouvait donc à une étape décisive de son développement. Après plus de 20 ans de tâtonnements, le stade expérimental et exploratoire du développement minier tirait à sa fin. De plus en plus d'exploitants étaient maintenant convaincus de la richesse minière de la péninsule. La région conservait encore les caractéristiques de la « frontière », mais elle avait déjà commencé, dans les années 1850, à s'extraire de cet isolement pour entrer en communication avec le monde extérieur. Tout était donc en place pour que s'enclenche un important processus de développement menant à l'exploitation systématique de l'immense potentiel minier de la région, et à une transformation radicale de la réalité socio-économique de la péninsule.

La guerre civile et la consolidation du secteur minier, 1860-1900

La guerre civile a stimulé grandement le développement de l'industrie du cuivre. Les grands besoins en cuivre de l'industrie de guerre et l'inflation inhérente à ce genre de situation ont fait grimper le prix du cuivre sur le marché. Cette hausse a joué un rôle de catalyseur, puisque ce secteur considéré encore par de nombreux investisseurs comme instable s'est transformé en quelques mois en un secteur très profitable. Toutefois, paradoxalement, cette augmentation du prix a eu pour effet de diminuer la production, puisque les compagnies n'ont pas pu compter sur une main-d'œuvre suffisante pour répondre à la demande.

Dans ce contexte, des compagnies ont mis sur pied la Mining Emigrant Aid Association dont l'objectif était de recruter des travailleurs à l'extérieur du pays¹⁷⁵. Des efforts particuliers furent déployés dans les pays scandinaves dont les ressortissants avaient la réputation d'être de bons travailleurs expérimentés. Les compagnies ont recruté plus de 400 Scandinaves en 1864 et en 1865¹⁷⁶. En novembre de la même année, la Quincy Mine Company accepta de payer les frais de voyage de 32 Canadiens d'origine française¹⁷⁷. Mais, dans les faits, peu de travailleurs recrutés par les compagnies minières sont demeurés dans le district¹⁷⁸. Il a fallu attendre la fin de la guerre pour que l'immigration reprenne vers la région, que la pénurie de main-d'œuvre disparaisse et que la production augmente¹⁷⁹.

La fin de la guerre civile a inauguré une période de très grande croissance pour la région. C'est à cette époque que la péninsule a perdu véritablement son caractère de « frontière » pour amorcer un développement social, économique et démographique spectaculaire qui durera plus de 30 ans¹⁸⁰. Cette expansion est liée étroitement à l'exploitation de nouveaux dépôts de cuivre situés autour de Portage Lake, dans le comté de Houghton. Leur exploitation a transformé cette région en véritable chef-lieu du développement minier de la péninsule. Cet essor s'est articulé principalement autour de l'exploitation de deux sites voisins, soit celui de la mine Calumet et celui de la mine Hecla, découvertes toutes deux en 1859. Ces deux compagnies ont fusionné en 1871 pour former la Calumet and Hecla Consolidated Mining Company (C&H)¹⁸¹.

TABLEAU 2.6

Production de cuivre de la Calumet and Hecla Consolidated Mining Co. (C&H), de l'État du Michigan et des États-Unis, en millions de livres, 1860-1910

	1860	1870	1880	1890	1900	1910
Production de C&H	-	14	32	60	78	73
Production du Michigan	12	26	51	100	142	220
Production ailleurs aux É.-U.	4	2	9	160	464	860
Production des États-Unis	16	28	60	260	606	1080

Source: Anthony J. Wax, « Calumet and Hecla Copper Mines. An Episode in the Economic Development of Michigan », *Michigan History Magazine*, vol. 16 (hiver 1932), p. 5-41, p. 30.

TABLEAU 2.7

Production de cuivre dans la région du lac Supérieur, 1855-1915, n tonnes longues.

Année	Nombre	Année	Nombre	Année	Nombre
1845	1	1873	13 433	1895	577 37
1847	23	1875	16 089	1897	64 854
1849	75	1877	14 422	1899	65 803
1851	87	1879	19 129	1901	69 516
1853	145	1881	24 363	1903	85 848
1855	6 992	1883	26 653	1905	102 874
1857	4 255	1885	32 209	1907	96 481
1859	3 985	1887	33 941	1909	105 513
1861	6 713	1889	39 364	1911	97 741
1863	5 797	1891	50 992	1913	58 412
1865	6 410	1893	50 260	1915	118 430
1870	10 992				

Source: State of Michigan, *Mines and Minerals Statistics, 1900 (1899-1900)*, Lansing, p. 143-145; State of Michigan, *Mines and Minerals Statistics (1902-1903)*, 1903, n.p.; State of Michigan, *Mine Handbook and Copper Handbook*, vol. XII, 1916, p. 1319-1320. Les informations en gras montrent des changements importants survenus dans la production. Une tonne longue équivaut à 2240 livres, comparativement à 2000 livres pour une tonne standard. Les données pour les années 1845 à 1853 présentent la production du Michigan.

La création de la C&H a constitué un des points tournants du développement de la péninsule¹⁸². Cette compagnie est parvenue, en quelques années, à dominer la production de cuivre de la péninsule, à devenir le plus important employeur de la région et à exercer un contrôle puissant sur le développement social, économique et politique du comté de Houghton. Comme le montre le tableau 2.6 la C&H fut non seulement la compagnie minière la plus productive du Michigan pendant plusieurs années, mais, aussi, la plus importante aux États-Unis.

Le comté d'Ontonagon a connu certaines difficultés économiques après la guerre. En 1870, dix mines étaient en exploitation mais elles fonctionnaient au ralenti¹⁸³. Le comté de Keweenaw a quant à lui vécu une croissance significative dans les années 1860 et 1870, sans pour autant générer des expansions spectaculaires¹⁸⁴. Mais ces développements ne furent en rien comparables avec ceux du comté de Houghton où, en 1870, 11 mines, dont la C&H, étaient en exploitation et employaient 2961 travailleurs, soit une moyenne de 269 travailleurs par mine¹⁸⁵.

L'introduction de nouvelles technologies

L'augmentation de la productivité minière fut liée intimement à l'introduction de nouvelles technologies. Si les opérations de base sont demeurées les mêmes, l'outillage et les usines de traitement et de transformation ont été perfectionnés constamment. Toutefois, il est étonnant de constater que, jusqu'au début des années 1880, les activités de creusage se faisaient encore, dans la grande majorité des cas, à la main. Il faudra attendre le tournant des années 1880 avant que les dirigeants de certaines compagnies décident d'avoir recours à la perceuse à air comprimé manipulée par deux mineurs¹⁸⁶.

Pour le travail de surface, le principal changement fut lié à la création d'usines de traitement et de transformation. La Quincy Mine Company fut la première à construire en 1859-1860 près du village de Hancock, sur la rive du Portage Lake, un bocard à la fine pointe de la technologie¹⁸⁷. La Calumet Mining Company l'a imitée en 1867 en érigeant une usine de traitement sur les rives du Torch Lake. Pour la transformation du cuivre, une usine de faible capacité fut construite dès 1860 sur les rives de Portage Lake à Hancock. Mais, en 1876, la

Detroit and Lake Superior Copper Company, résultat d'une fusion entre les propriétaires de l'usine de Hancock et ceux de Detroit, fut créée. Elle a raffiné l'essentiel de la production du district¹⁸⁸ jusqu'en 1887 où la C&H décidait d'ériger une nouvelle fonderie, la Smelting Works, au sud de Lake Linden qui appartenait conjointement à la Detroit & Lake Superior Copper Company et à la C&H Mining Company¹⁸⁹. Ces nouvelles usines de traitement et de transformation ont eu pour effet de créer de l'emploi, d'attirer de nouveaux travailleurs vers la péninsule et de stimuler le développement d'infrastructures villageoises.

Le développement démographique

La région a connu un développement démographique à l'image de son développement économique, c'est-à-dire imposant et non uniforme. Comme le tableau 2.8 le montre, le comté de Houghton a vécu une croissance démographique spectaculaire alors que les comtés d'Ontonagon et de Keweenaw ont plutôt vu leur population stagner et même, à certains moments, reculer.

Cet essor démographique du comté de Houghton s'est traduit pour plusieurs cantons et villages de la région par des hausses rapides de population. Dans le canton de Portage, par exemple, qui inclut le village de Houghton, la population a presque doublé en 10 ans, passant de 1540 habitants en 1870 à 2863 en 1880 dont 50 % habitaient le village de Houghton. La population du canton de Hancock, incluant le village du même nom, passe de 1 618 habitants en 1860 à 2 987 habitants en 1880 dont 1783 au village de Hancock. Pour sa part, le canton de Calumet, qui inclut les villages de Laurium et de Red Jacket, situés à proximité des mines et des usines de transformation de la C&H, a vu sa population passer de 3182 habitants en 1870 à 8299 habitants en 1880, alors que le canton de Schoolcraft, qui incluait le village de Lake Linden, a vu sa population passer de 669 habitants en 1870, à 2 645 habitants en 1880, dont 2 610 habitaient le village de Lake Linden.

Cette augmentation démographique fut en très grande partie tributaire de la forte immigration qui s'est dirigée vers la péninsule. Les nouveaux immigrants étaient pour l'essentiel d'origine irlandaise, anglaise, canadienne, tant anglaise que française, et scandinave¹⁹⁰. Peu d'immigrants originaires d'autres régions se sont rendus dans la

péninsule avant les années 1880. L'arrivée de compatriotes a eu pour effet de favoriser la consolidation des communautés ethniques.

TABLEAU 2.8

Évolution de la population totale
de la péninsule de Keweenaw, par comté, 1860-1910

Comtés	Années					
	1860	1870	1880	1890	1900	1910
Houghton	7 558	13 879	22 473	35 389	66 063	88 098
Keweenaw	-	4 205	4 270	2 894	3 217	7 156
Ontonagon	4 568	2 845	2 565	3 756	6 197	8 650
Total	12 126	20 929	29 308	42 039	75 477	103 904

Sources: United States, Department of Interior, Census Report, vol. 1, *12th Census of the United States taken the year 1900*, part. 1, *Population*, Washington, Government Printing Office, 1901, table 5, p. 211; United States, Department of Commerce, Bureau of the Census, *Thirteenth Census of the United States, 1910*, vol. 2, *Population*, Washington, Government Printing Office, 1913, table 1, p. 915.

La force de travail et les conditions de travail après la guerre civile

Ce développement économique aurait dû nécessiter une main-d'œuvre plus imposante pour maintenir le rythme. Or, il est étonnant de constater que, jusqu'au milieu des années 1880, la force de travail n'a pas augmenté de manière substantielle¹⁹¹. La reprise du marché après la guerre, la dépression qui effleure le secteur minier à la fin des années 1870, de même que l'introduction de nouvelles technologies au cours des années 1870 et 1880 sont tous des éléments qui contribuent à expliquer les variations dans le nombre de travailleurs requis par l'industrie entre 1864 et 1880.

Les salaires et les conditions de travail sont demeurés dans l'ensemble sensiblement les mêmes jusqu'au milieu des années 1880¹⁹². Après une hausse appréciable durant la guerre civile, les salaires ont connu une certaine baisse entre 1865 et 1872. À partir de ce moment, avec le développement minier qui s'accélère, la volonté des compagnies minières d'employer le maximum de travailleurs pour produire le plus possible a créé une rareté de main-d'œuvre qui s'est

traduite par une hausse des salaires de 30 % en moyenne entre 1872 et 1873. Au printemps de 1873, une chute des prix du cuivre — liée à une surproduction —, conjuguée à l'arrivée importante de nouveaux immigrants et à l'introduction de nouvelles technologies, a eu pour effet de réduire les besoins en main-d'œuvre et d'exercer des pressions à la baisse sur les salaires. Si, bien qu'en 1874 les salaires furent ramenés à leur plus bas niveau depuis le début des années 1860¹⁹³. Ils resteront à ce niveau jusqu'à la fin de la crise et remonteront à la faveur d'une reprise qui s'amorce en 1880, liée à la hausse du prix du cuivre et à la recrudescence des activités minières dans la péninsule¹⁹⁴.

Quant aux conditions générales de travail, l'introduction de nouvelles technologies n'a pas amélioré pour autant la sécurité au travail. Le travail souterrain, comme celui de surface, s'est poursuivi dans des conditions fort dangereuses pour la santé des travailleurs. Le fond des mines restait un endroit malsain, humide, mal aéré et mal éclairé et à tout moment pouvaient survenir des coups de grisou dont les travailleurs pouvaient être victimes. Le travail de surface n'était pas non plus exempt de dangers et d'accidents et les travailleurs devaient se méfier des lourds chariots transportant les morceaux de roc et qui pouvaient les heurter et les blesser sérieusement.

La vie communautaire et les mesures paternalistes

Si, avant 1865, les compagnies minières avaient dû créer de toutes pièces une infrastructure pour accueillir la main-d'œuvre, cet encadrement s'est institutionnalisé après la guerre civile pour prendre la forme de diverses mesures paternalistes dont l'objectif principal était de lier intimement le bien-être des travailleurs aux succès de la compagnie et de les éloigner de toute tentation syndicale. Dans ce domaine, comme dans les autres, la C&H fut un leader et a cherché à intervenir dans tous les aspects de la vie de ses travailleurs.

Outre le logement, dont elles contrôlaient pour l'essentiel l'attribution, les compagnies minières offraient une foule d'autres services à leurs travailleurs. Les maisons des familles ouvrières étaient alimentées en électricité produite par la compagnie. Elles étaient chauffées par le charbon offert à meilleur prix par la compagnie. Un service d'enlèvement des ordures mis sur pied par la compagnie maintenait la salubrité dans les rues du site minier. Et, si les travailleurs ou un

membre de leur famille connaissaient des problèmes de santé, ils pouvaient compter sur la présence d'un médecin à proximité et, souvent, d'un hôpital auquel les travailleurs et leur famille pouvaient avoir accès moyennant une cotisation prélevée sur le salaire. La C&H innova en 1877 en créant l'Employees' Aid Fund qui constituait en fait un programme d'assurance maladie, d'assurance accident et d'assurance vie dont les coûts étaient assumés conjointement par la compagnie et par les travailleurs¹⁹⁵. Mais certaines compagnies allèrent plus loin, organisant des clubs sportifs, des activités pour les enfants, des voyages lors de la saison des vacances et des cérémonies pour célébrer les fêtes nationales des différents groupes ethniques. De plus, des bibliothèques étaient mises à la disposition des travailleurs et de leurs enfants, alors que certaines compagnies, qui possédaient de vastes lots de terres, offraient gratuitement aux communautés ethniques ou vendaient à bon prix des terrains sur lesquels elles pourraient ériger une église ou une école¹⁹⁶.

De 1870 à 1890, les compagnies minières ont donc pris des mesures visant à contrôler la vie des travailleurs, tant dans leur milieu de travail qu'à l'extérieur du lieu de travail.

If you lived on company property you rented one of the twelve hundred company houses and paid only six to eight dollars a month in rent. You could buy your own house if you preferred, but only on rented land with penalising clauses in your lease. You could buy land outright in Red Jacket or Laurium and build the house of your choice, but your independence amounted to little more than a gesture. Your home was heated with coal brought on company boats, you washed in water from company pumps, had your dinner under company-made electric light. Even your garbage was carried off in company wagons. The books you read were from the sixteen thousand volumes of the 50,000 \$ company library. The company penetrated your most private life: more than likely your wife would have your children at the company hospital¹⁹⁷.

Les compagnies exerçaient aussi un contrôle sur les institutions politiques en contribuant financièrement aux caisses électorales de certains candidats ou simplement en présentant leur propre candidat à des postes électifs¹⁹⁸. Alors que se consolident ces *company towns*, ce type de contrôle va avoir des répercussions sur la nature des relations que vont entretenir les « maîtres des cités » avec leurs travailleurs.

Les relations de travail et les grèves

Dans ce climat, il n'est pas étonnant de constater que les tensions ouvrières aient été plutôt rares¹⁹⁹. En fait, avant 1872, le district minier n'a connu aucun arrêt de travail d'importance²⁰⁰. Une série de grèves a toutefois débuté le 1^{er} mai 1872 dans le district du Portage Lake, qui a d'abord touché la C&H, la Quincy Mine Company et la Franklin Mine Company, pour ensuite s'étendre à tout le district. Les travailleurs exigeaient une augmentation salariale et l'obtention de la journée de travail de huit heures²⁰¹. La grève dura trois semaines et échoua après qu'une compagnie d'infanterie stationnée à Detroit ait été envoyée à Houghton pour restaurer l'ordre. Les leaders de la grève furent arrêtés, jugés et condamnés²⁰². Les travailleurs acceptèrent l'offre salariale initiale, soit 70 \$ par mois pour un mineur et 65 \$ pour un travailleur de surface et tous retournèrent au travail²⁰³. Malgré son échec, cette grève mit en alerte les directeurs des mines qui furent plus à l'affût des récriminations ouvrières qui pourraient mener au déclenchement de nouvelles grèves ou à la création de syndicats.

La crise financière qui a secoué le pays à partir de 1873 n'a pas perturbé outre mesure le marché du travail. Dans les centres comme Houghton et Hancock, les améliorations constantes apportées aux infrastructures urbaines et routières ont nécessité une main-d'œuvre toujours plus nombreuse²⁰⁴. C'est surtout lors des dernières années de cette crise financière — plus précisément de 1877 à 1879 — que ses effets ont été ressentis plus fortement²⁰⁵. En juin 1879, la région a été marquée par un haut taux de chômage²⁰⁶ et par le départ de nombreux travailleurs en direction de Leadville au Colorado, un centre minier important²⁰⁷.

L'effritement du consensus social, 1900-1914

C'est vers la fin du XIX^e siècle que la conjoncture économique générale s'est modifiée, forçant les compagnies minières à défendre ouvertement leurs propres intérêts, heurtant au passage les intérêts de ceux qu'elles prétendaient protéger et effritant le consensus social qui, jusque-là, avait été généralement maintenu.

À partir de la fin des années 1880, la compétition est devenue plus vive entre les compagnies de cuivre de la région et celles qui amor-

çaient leurs activités plus à l'ouest aux États-Unis. De riches mines de cuivre étaient découvertes et mises en exploitation dans les États du Montana et de l'Arizona et leur haute productivité est rapidement venue concurrencer celle des mines vieillissantes du Michigan²⁰⁸. À la même époque, le secteur minier au Michigan a commencé à montrer certains signes d'essoufflement. Bien que le minerai se trouvait toujours en quantité appréciable, la profondeur à laquelle les opérations devaient maintenant s'effectuer rendait le travail plus difficile et plus coûteux²⁰⁹. Comme solution, les compagnies minières ont décidé d'avoir recours plus massivement à de nouvelles technologies et de revoir leur participation à la vie socioéconomique et culturelle de la région.

Au niveau du travail minier, l'élément qui a perturbé le plus profondément la production fut l'introduction de la *one-man-drill* (perceuse à un seul homme) qui est venue remplacer la *Rand drill* au début du xx^e siècle. Plus légère et efficace, cette perceuse pouvait être actionnée par un seul mineur. Les compagnies ont eu besoin d'un moins grand nombre de mineurs tout en s'assurant d'une plus grande productivité. Mais, surtout, l'introduction de cette perceuse a mis un terme au système de rémunération par contrat pour les équipes de mineurs et, par conséquent, au travail en équipe. Dorénavant, pour les mineurs, c'était le « chacun pour soi », mettant ainsi fin au partenariat et à la solidarité associée à l'ancien système salarial des mineurs²¹⁰.

L'introduction de nouvelles technologies n'a pas contribué à améliorer les conditions de travail. Le travail souterrain est demeuré dangereux pour la vie et la santé des mineurs. Il l'a peut-être été davantage puisque les opérations étaient menées à une plus grande distance de la surface, et les coups de grisou et affaissements des structures de soutien étaient plus fréquents²¹¹.

La recomposition ethnique de la force de travail

Dans ce contexte de rationalisation, il est étonnant de constater que la région a connu un développement démographique spectaculaire. En fait, la population a augmenté de manière phénoménale durant la période 1890-1910, passant de 42 000 habitants en 1890 à 104 000 en 1910. Pour la même période, le comté de Houghton a vu sa population passer de près de 36 000 habitants à 88 000. Les comtés de Keweenaw

et d'Ontonagon ont également enregistré des augmentations similaires (voir tableau 2.8).

Cette augmentation fut attribuable en grande partie à l'immigration plus vigoureuse à partir des années 1890 et dont l'origine fut résolument différente des vagues migratoires antérieures²². En fait, ce n'est vraiment qu'à la fin des années 1880 et au début des années 1890 que la vraie « révolution démographique » a eu lieu dans la péninsule. Les migrants provenaient surtout des pays de l'Europe du Sud et de l'Europe de l'Est, tels l'Italie, la Pologne, l'Autriche-Hongrie, la Croatie et la Slovénie, modifiant profondément la composition ethnique de la force de travail²³.

La rationalisation des compagnies minières a été accompagnée d'une révision de leur engagement dans la communauté et des services qu'elles offraient à la population. Dans le secteur du logement, par exemple, les compagnies minières ont été complètement dépassées par la demande des milliers de nouveaux arrivants qui venaient s'installer dans la région. Par souci d'économie, elles n'ont pas entrepris de nouveaux projets résidentiels mais ont plutôt compté sur les villes avoisinantes comme Houghton, Hancock, Lake Linden, Calumet et Red Jacket pour loger les nouveaux venus. Cette situation a eu pour effet de réduire le contrôle social direct qu'exerçaient les compagnies sur les travailleurs, de même que de priver des travailleurs des divers avantages personnels qu'ils retiraient en résidant dans des maisons appartenant à la compagnie²⁴.

À partir de 1905, le climat social dans la région s'est passablement détérioré. Il était à prévoir que l'introduction de nouvelles technologies, conjuguée à des installations souterraines vétustes et dangereuses pour la sécurité des travailleurs et à un écart de plus en plus grand entre les salaires offerts à l'Ouest et ceux du Michigan allaient amener les travailleurs à revendiquer une amélioration de leur situation. De plus, les changements substantiels dans la composition ethnique de la force de travail et la perte du contrôle social qu'exerçaient les grandes compagnies sur une bonne partie de leurs travailleurs ont amené les travailleurs à réagir et à avoir recours à des arrêts de travail pour faire valoir leurs revendications.

La première grève d'importance fut déclenchée le 23 juillet 1906 par les travailleurs souterrains de la Quincy Mine Company. Les

TABLEAU 2.9

Nombre de travailleurs dans les mines
de cuivre du comté de Houghton, 1887-1916

Année	Travailleurs	Année	Travailleurs	Année	Travailleurs
1887	6 221	1897	8 726	1907	17 509
1888	6 310	1898	10 469	1908	17 224
1889	6 480	1899	13 051	1909	17 974
1890	7 310	1900	13 971	1910	16 250
1891	7 702	1901	13 498	1911	15 361
1892	7 640	1902	14 130	1912	15 554
1893	7 591	1903	13 629	1913	13 813
1894	7 343	1904	14 321	1914	12 954
1895	7 249	1905	15 355	1915	16 005
1896	8 170	1906	16 509	1916	16 520

Source : State of Michigan, *Annual Reports of the State Inspector of Houghton County* (1887-1916).

travailleurs revendiquaient une amélioration des mesures de sécurité et une augmentation salariale de 10 % pour réduire l'écart qui séparait leur salaire de ceux qui étaient offerts dans les mines de l'Ouest. De son côté, la compagnie était disposée à consentir une augmentation salariale de 5 %, mais refusait catégoriquement de négocier les autres points en litige. Or, le 14 août 1906, soit près de trois semaines après le début de la grève, les grévistes acceptaient l'offre et rentraient au travail en ayant obtenu seulement la moitié de ce qu'ils désiraient au niveau salarial²¹⁵.

La grève de 1913-1914

La grève de 1913-1914 a constitué un point tournant dans l'évolution socioéconomique du district minier, tant par sa durée que par le nombre important de travailleurs qui y ont participé²¹⁶. Elle dura neuf mois, soit du 23 juillet 1913 au 14 avril 1914, au moment où la direction de la Western Federation of Miners (W.F.M.) — à qui les travailleurs avaient confié l'organisation de la grève — proposa à ses membres de rentrer au travail²¹⁷.

Au début du mois de juillet, à la demande des travailleurs souterrains, un référendum avait été tenu pour décider de la stratégie à

adopter. Quatre-vingt-dix-huit pour cent des travailleurs s'étaient prononcés en faveur d'une rencontre de négociation entre leur syndicat et les dirigeants miniers. Dans l'éventualité où les dirigeants refuseraient l'invitation, les travailleurs avaient donné à leur syndicat le mandat de déclencher la grève²¹⁸. Le 14 juillet, une lettre était envoyée à tous les dirigeants des compagnies pour les convier à une réunion et pour les aviser qu'à défaut d'une réponse positive de leur part le syndicat déclencherait la grève. Or, cette invitation resta lettre morte. Dès le 23 juillet, la W.F.M. ordonna un arrêt de travail.

Les demandes ouvrières étaient nombreuses : augmentation salariale, journée de huit heures et salaire minimum. Mais il semble que ce soit surtout l'abandon de la *one-man-drill* et la reconnaissance de la W.F.M. comme interlocuteur syndical qui aient suscité les plus vives réactions de la part des employeurs. Les propriétaires avaient toujours refusé de discuter avec la W.F.M. puisque négocier avec cette organisation équivalait, selon eux, à lui reconnaître une légitimité qu'ils ne voulaient absolument pas lui accorder.

Deux jours après le déclenchement de la grève, toutes les opérations minières du district étaient paralysées. La grève affectait près de 20 sites miniers et touchait près de 16 000 travailleurs — incluant les travailleurs de la Quincy Mine Company, de la C&H et ses filiales²¹⁹.

Les premiers jours de grève donnèrent lieu à des affrontements violents entre les gardiens chargés de la protection des mines et les grévistes qui désiraient en contrôler l'accès. Les tensions furent si vives que les propriétaires demandèrent l'aide de la Garde nationale, qui arriva dans la région dès le 27 juillet, et qui fut remplacée en novembre par des détectives privés spécialement engagés et des shérifs adjoints. À part ces premiers incidents, la grève s'est déroulée dans un climat généralement calme.

En août 1913, la solidarité des grévistes a commencé à s'effriter et une partie importante des travailleurs de la C&H ainsi que ceux de ses filiales décidaient de retourner au travail aux anciennes conditions. Cette décision des travailleurs de la plus importante compagnie a grandement influencé l'issue de la grève²²⁰. Afin d'accélérer la reprise des opérations, les compagnies ont, dès septembre 1913, fait appel à des briseurs de grève recrutés à l'extérieur du district²²¹.

Le 30 octobre 1913, les dirigeants des compagnies minières annonçaient qu'à partir du 1^{er} janvier 1914 la journée de travail serait de huit

heures par jour. Ils ajoutaient que, si les dirigeants de la W.F.M. se retiraient du dossier et quittaient la région, ils s'engageaient à réembaucher tous les grévistes sans discrimination. Toutefois, les dirigeants miniers demeuraient inflexibles quant aux autres demandes ouvrières²²². L'application de cette mesure au début de janvier 1914 a véritablement sapé le moral et la solidarité des grévistes dont bon nombre ont choisi de rentrer au travail. En avril 1914, après neuf mois de grève, la W.F.M. recommandait à ses membres de mettre fin à la grève et de retourner au travail. À l'exception des heures de travail, les grévistes avaient échoué dans leur volonté d'améliorer leurs conditions de travail.

Cette grève a eu des conséquences graves à plusieurs égards. L'inflexibilité affichée par les compagnies minières à l'endroit des revendications ouvrières et le recours à la force armée et à des briseurs de grève ont eu pour effet de révéler clairement aux travailleurs et aux habitants des communautés de la région la vraie nature des compagnies minières et l'objectif ultime qu'elles poursuivaient, soit celui de faire des profits sans se préoccuper outre mesure des conditions dans lesquelles ces profits étaient réalisés²²³. Cette grève a permis à la population de prendre conscience plus précisément du conflit de classe qui existait entre les travailleurs et les entrepreneurs et qui, jusque-là, avait été occulté par les compagnies minières.

Les changements survenus dans le secteur minier à partir des années 1890 ont obligé les compagnies à se montrer sous leur vrai jour. La rude compétition qu'elles devaient affronter les a contraintes à introduire des technologies — particulièrement la *one-man-drill* — qui ont irrité les travailleurs. Ces changements les ont également forcées à mettre fin à certains programmes sociaux, à certaines mesures paternalistes qui avaient été jadis garantes du respect des travailleurs à leur endroit et qui leur avaient permis d'exercer un contrôle social sur leur main-d'œuvre. Dans cette perspective, les compagnies ont vu s'effriter le contrôle qu'elles exerçaient sur une population ouvrière de plus en plus importante numériquement, de plus en plus diversifiée ethniquement et avec laquelle la dynamique établie avant les années 1890 ne tenait plus.

Une des conséquences de cette grève fut l'exode qu'elle provoqua au sein de la force de travail. Pendant la grève et après que le travail eut

repris, des milliers de travailleurs ont quitté le district. Durant l'année 1913 seulement, près de 2500 travailleurs ont quitté la région, dont plusieurs pour Detroit et pour les centres industriels du Midwest²²⁴. Plusieurs de ceux qui sont demeurés dans la région après le conflit ne sont pas retournés à l'emploi des compagnies minières, mais ont préféré trouver du travail dans un autre secteur²²⁵. Ces départs massifs ont créé des problèmes importants aux entrepreneurs qui se sont retrouvés, à partir de la fin de 1914, avec des carnets de commandes chargés sans pouvoir compter sur une main-d'œuvre suffisante pour les respecter²²⁶.

Enfin, en pratique, cette victoire des compagnies minières s'est traduite par une introduction encore plus massive de la *one-man-drill*. Dès 1915, la production a surpassé celle des meilleures années, atteignant près de 120 000 tonnes longues. Un an après la grève, la situation s'était donc stabilisée et les esprits s'étaient calmés. Mais le conflit ne fut jamais oublié.

* * *

Le Michigan a vécu au milieu du XIX^e siècle un processus d'industrialisation qui s'est appuyé sur l'exploitation de ses ressources naturelles. La vallée de la Saginaw est une des régions où l'industrie forestière a prospéré. La péninsule de Keweenaw s'est quant à elle développée grâce à l'exploitation des richesses minières. Tant dans la vallée que dans la péninsule, les progrès avant la guerre civile ont été modestes. La guerre a agi dans les deux cas comme un catalyseur du développement, menant les deux régions à une croissance aussi rapide que prodigieuse.

La fin du XIX^e siècle et le début du XX^e siècle ont constitué une période où les deux secteurs ont vécu certaines difficultés liées à la compétition dont ils ont été victimes en provenance des nouvelles régions de développement. Dans les deux cas, des grèves importantes ont modifié profondément la dynamique sociale, agi comme des révélateurs de la nature des relations qu'entretenaient les entrepreneurs avec les travailleurs. Leur issue a rompu le consensus social qui jusque-là s'était maintenu.

Le développement de ces deux régions a attiré un nombre important d'immigrants. Parmi ceux-ci, les Canadiens français ont joué un

rôle significatif. S'ils ne furent jamais un groupe numériquement dominant, ils ont participé activement à toutes les étapes de l'évolution de la vallée et de la péninsule.

CHAPITRE 3

La migration des Canadiens français dans la vallée de la Saginaw, 1840-1900

LES CANADIENS FRANÇAIS ONT contribué largement aux étapes du développement de la vallée de la Saginaw. Au sein des régions possibles d'émigration, ils ont rapidement perçu la vallée comme un territoire qui pouvait leur permettre d'améliorer leurs conditions de vie.

Leur expérience dans la vallée peut se diviser en trois phases bien précises. La première, entre 1840 et 1860, est marquée par l'arrivée des premiers migrants et le début de l'organisation communautaire. La seconde se situe entre 1860 et 1880 et est caractérisée par une forte accélération du mouvement migratoire, par la mise en place d'institutions sociales et par la consolidation des communautés. La dernière phase débute vers 1880 pour se terminer à la fin du siècle. Elle est marquée par le déclin des activités forestières, par des tensions sociales, par le départ de nombreux migrants et par la marginalisation des communautés canadiennes-françaises de la région.

Les Canadiens français avant la guerre civile, 1840-1860

Jusqu'à la guerre civile, la présence des Canadiens français dans la vallée de la Saginaw est demeurée faible (voir tableau 3.1¹). En 1840, 60 Canadiens français s'y trouvaient; en 1850, ils étaient 85 et, en 1860, leur nombre s'élevait seulement à 401. Au surplus, avec la hausse rapide de la population totale de la vallée durant cette période, cette augmentation de la population canadienne-française a curieusement

eu pour effet de réduire son importance relative, la faisant passer de près de 7% de la population totale en 1840 à seulement 2,5% en 1860. Néanmoins, cette période de vingt ans a constitué une phase importante puisqu'elle fut témoin du premier établissement canadien-français.

Les premiers Canadiens français de la région — les Campau, Desnoyers, Peltier, Pratte, Tremblay, Trudell — qui étaient originaires du sud-est du Michigan et qui avaient délaissé le secteur de la traite en déclin, s'étaient établis comme fermiers dans les années 1830. Or, ceux qui les suivent dans les années 1840 vont aussi s'établir sur des terres qu'ils vont acquérir, à la seule différence que la moitié de ceux-ci vont provenir directement du Québec. En 1850, trois fermiers canadiens-français sur quatre étaient propriétaires de leur terre dans la vallée². Cette donnée vient confirmer l'hypothèse selon laquelle les familles canadiennes-françaises qui quittaient vers le Midwest au milieu du XIX^e siècle possédaient un certain capital, désiraient trouver une terre fertile et à bon prix et continuer à travailler dans l'agriculture³.

Toutefois, les Canadiens français qui migrent vers la vallée dans les années 1850 ont des objectifs différents des premiers et sont intéressés surtout par les nouvelles occasions d'emplois créées par le développement du secteur forestier. Cette situation s'explique, d'une part, par le fait que les Canadiens français qui ont migré dans les années 1840 vers l'ouest à la recherche d'une terre de bonne qualité ont dû, au cours des années 1850, se diriger plus à l'ouest, notamment vers l'État de l'Illinois, puisque les terres du Michigan n'étaient plus disponibles⁴. C'est dans la perspective du déplacement de la « frontière » agricole qu'il faut comprendre la baisse du nombre de Canadiens français travaillant dans le secteur de l'agriculture durant la décennie 1850-1860. Cette diminution est contrebalancée par l'émergence du secteur des services et du travail qualifié, des secteurs qui se sont développés à mesure que la population urbaine de la vallée a augmenté et que ses divers besoins se sont précisés. En 1860, un chef de ménage sur cinq travaillait comme charpentier naval et comme propriétaire de « saloon », une institution traditionnelle de la « frontière » dans les centres forestiers.

Le revenu familial était basé principalement sur le salaire de l'époux. Toutefois, à cause des besoins grandissants de l'industrie forestière, les fils de 15 ans et plus, habitant avec leurs parents, ont

La vallée de la Saginaw



contribué de manière substantielle au revenu familial. À l'aube de la guerre civile, trois jeunes garçons sur quatre travaillaient à l'extérieur de la maison comme journaliers dans les scieries ou dans l'agriculture. Quant aux épouses et aux filles de 15 ans et plus habitant avec leurs parents, elles ne contribuaient pas comme salariées au revenu familial mais s'occupaient des pensionnaires, une pratique qui permettait de hausser le revenu familial, bien que seulement 4 % des ménages y avaient recours à cette époque.

Malgré un effectif limité, il reste que, dès 1850, les Canadiens français étaient déjà fortement concentrés dans le canton de Hampton — il sera inclus dans le comté de Bay lors de sa création en 1857 — qui regroupait 60 % de tout le contingent canadien-français de la vallée. Le canton de Saginaw réunissait quant à lui près de 30 %. Mais, de 1860 jusqu'à la fin du siècle, les Canadiens français du comté de Saginaw vont s'établir majoritairement dans la ville de Saginaw City qui regroupait près de 25 % de tous les Canadiens français du comté en 1860, et dans la ville d'East Saginaw qui regroupait 20 % de l'effectif⁷. Dans le comté de Bay, le canton forestier de Bangor⁸ a regroupé avant la guerre civile presque la majorité des Canadiens français, mais son importance s'est estompée après la guerre alors que les villes de Bay City et de West Bay City regrouperont la majorité des migrants.

Toutefois, les premiers Canadiens français qui se sont rendus dans la vallée avant la guerre civile n'y ont séjourné que quelque temps. Des 14 ménages canadiens-français présents dans la vallée en 1840, seulement 5 y étaient toujours en 1850. En fait, durant cette décennie, 9 ménages ont quitté le comté et 10 y sont arrivés. De ces 10 ménages, 7 provenaient du Canada, 2 du Michigan et 1 du Maine. Cette forte mobilité s'est poursuivie dans les années 1850. Des 17 ménages présents dans le comté de Saginaw en 1850, seulement 5 y étaient toujours en 1860⁷. Si bien que le taux de persistance décennal de 1840 à 1860 fut de 35 %. Cette instabilité de l'effectif traduit le fait que, pour la majorité des migrants, la migration vers la vallée s'inscrivait dans une stratégie à moyen terme. Leur objectif était d'abord d'améliorer leur sort. Quand l'objectif était atteint, le retour au pays d'origine était envisagé. Mais, si cet objectif ne pouvait être atteint là où ils avaient décidé de séjourner, une nouvelle migration était entreprise pour se rendre ailleurs sur le continent. Ainsi, pour plusieurs migrants à cette

époque, le séjour dans la vallée n'était qu'une étape dans l'itinéraire migratoire. La situation se stabilisera après la guerre civile.

Si la migration des Canadiens français se fait de façon plus directe entre le Québec et la vallée, il reste que cette route n'est pas la seule à être empruntée par les migrants. Au cours des années 1850, plusieurs familles ont migré par étapes, par séquences, donnant à leur migration un caractère sinueux. Si l'on examine de près les Canadiens français dans la vallée en 1860, on remarque que près de 6% des chefs de ménage étaient nés dans les États du Nord-Est, surtout dans New York et dans le Vermont⁸ et on constate aussi que 8% des chefs de ménage nés au Canada ont séjourné dans l'un ou l'autre des États du Nord-Est avant de se diriger vers la vallée en 1860. Deux ont résidé dans le Vermont et trois dans l'État de New York. Si bien que dans l'ensemble, près de 10% des chefs de ménage canadiens-français présents en 1860 dans la vallée ont résidé quelque temps dans les États du Nord-Est, soit qu'ils y soient nés, soit qu'ils y aient séjourné⁹. L'analyse des années et des lieux de naissance des enfants issus de ces ménages montre que la plupart des départs vers l'ouest ont eu lieu au cours des années 1850, soit au moment où les ressources forestières en pin du Nord-Est commençaient à montrer des signes d'épuisement.

Ces données jettent un éclairage particulier sur la présence des Canadiens français dans la vallée avant la guerre civile et, surtout, précisent la nature de leur intégration économique et les modèles migratoires qu'ils ont adoptés. Leur intégration économique dans l'agriculture puis, à partir des années 1850, dans le secteur forestier, confirme l'attrait qu'ont suscité successivement ces deux secteurs. Les Canadiens français ont d'abord cherché à s'établir sur les terres à bas prix dont disposait la vallée. Par la suite, ils ont été attirés par les possibilités d'emplois reliées au développement forestier qui s'amorçait. Avant 1850, les Canadiens français à la recherche d'une terre savaient qu'ils pouvaient obtenir ce qu'ils recherchaient en se dirigeant vers la vallée. Après 1850, d'autres Canadiens français, pour des motifs différents — notamment, la recherche de travail rémunéré — ont su qu'en se dirigeant vers la vallée ils pourraient trouver du travail dans l'industrie forestière.

Avant la guerre civile, la présence des Canadiens français dans la vallée est le résultat d'un triple mouvement. Outre la migration directe

entre le Québec et la vallée, leur présence est liée à la volonté de certains Canadiens français, présents dans des communautés semi-permanentes créées dans les États du Nord-Est (Vermont, Maine, New York) de participer, au même titre que les cultivateurs américains de l'Est, à la « grande migration » est-ouest afin de s'établir sur de meilleures terres. Mais, d'autre part, leur présence est liée à un autre processus plus large, soit celui de la progression de la « frontière » forestière sur le continent. Son déplacement à partir du Maine puis de New York vers le Michigan, et particulièrement vers la vallée, a créé un « marché migratoire du travail forestier » dont le dynamisme fut stimulé par les politiques de recrutement des entrepreneurs du Nord-Est et dont l'effet fut de drainer une partie de la force de travail vers la nouvelle « frontière » qui s'enfonçait graduellement vers l'ouest. Dans cette large perspective, les Canadiens français ont donc, à la fois, contribué au refoulement de la « frontière » agricole par leur établissement sur des terres vierges, et participé au refoulement de la « frontière » forestière par leur participation au « marché migratoire du travail forestier » dont le déplacement les a menés vers la vallée de la Saginaw.

L'organisation communautaire dans la vallée

D'autres groupes d'immigrants, qui partageaient la même foi religieuse, ont accompagné les Canadiens français vers la vallée. Des Irlandais, des Hollandais, mais surtout des Allemands ont également été attirés par les occasions d'emplois qu'offrait la vallée. L'arrivée de ces catholiques et leur concentration dans les principaux centres urbains et industriels ont fait naître le désir de se regrouper sur une base religieuse et de mettre sur pied des structures institutionnelles identitaires autour desquelles s'est activée la vie communautaire catholique de la vallée.

Le fait que les Canadiens français, de même que les autres groupes immigrants, aient migré vers une région « frontière » permet de mieux comprendre leur comportement à leur arrivée dans la vallée. À cette époque, cette région n'avait pas encore à proprement parler d'identité sociale et culturelle précise. Cette réalité de « frontière » a laissé plus de latitude, plus d'autonomie aux migrants. Elle a donné plus d'espace aux communautés en formation pour s'épanouir en continuité avec leurs valeurs traditionnelles, sans obliger leurs membres à s'intégrer à

une culture ambiante dominante. Dans cette perspective, cette situation a contribué à maintenir plus longtemps chez les Canadiens français leurs particularités culturelles franco-catholiques, repoussant à plus tard le soin de se définir et de se situer par rapport à la réalité sociale et culturelle ambiante.

L'arrivée d'immigrants catholiques dans les années 1840 et 1850 a fait grimper de manière considérable le nombre de catholiques dans la région. Si bien que dès l'hiver 1850-1851, sous la direction du père Kinderens qui desservait la région comme missionnaire depuis 1850, des travaux ont débuté à Lower Saginaw (Bay City) en vue de construire la première église catholique de cette ville, l'église St. Joseph. Ce lieu de culte, tout modeste, fut érigé sur un terrain qui avait été offert gratuitement par la Saginaw Bay Land Company¹⁰.

Des catholiques furent aussi actifs à Saginaw City. Après avoir reçu la visite irrégulière de missionnaires depuis 1841, ces catholiques ont acquis en 1852 un petit atelier de menuiserie désaffecté, qu'ils ont transformé en lieu de recueillement où les messes furent célébrées par les prêtres itinérants. Dès l'année suivante, les catholiques achetaient un terrain plus vaste sur lequel l'atelier de menuiserie fut déménagé¹¹. C'est à la suite de ces efforts que la paroisse de St. Andrew's à Saginaw City fut officiellement créée en 1862¹².

Toutefois, les catholiques ont très tôt fait savoir à M^{re} Caspar Borgess leur mécontentement devant l'irrégularité des services qui leur étaient offerts et ont réclamé la présence permanente d'un prêtre dans la région. M^{re} Borgess acquiesça à leur demande et nomma dès 1852 le révérend H. T. H. Schutzes au poste de pasteur résident pour cette région¹³. Le révérend Schutzes était d'origine hollandaise et maîtrisait les langues française et anglaise¹⁴. On ne sait trop si le révérend avait été choisi pour ses qualifications linguistiques mais ses connaissances lui furent sûrement utiles pour communiquer avec tous les catholiques de la région. Le révérend Schutzes se révéla en quelque sorte l'architecte de deux paroisses catholiques importantes de la vallée, soit celle de St. Joseph à Bay City et celle de St. Andrew's de Saginaw¹⁵.

En 1855, le révérend Schutzes décidait de s'installer officiellement à Lower Saginaw et de superviser lui-même la fin des travaux de l'église en construction depuis quelques années. À Bay City, le nombre de catholiques est passé d'une vingtaine de familles regroupant une centaine d'habitants en 1852¹⁶ à 2000 paroissiens en 1856¹⁷. Ce fut donc

autour de ces deux centres, soit les villes de Saginaw City et de Lower Saginaw, que s'est principalement articulée la vie communautaire des catholiques de la région et des premiers Canadiens français.

L'accélération du mouvement migratoire et la consolidation des communautés canadiennes-françaises (1860-1880)

La migration des Canadiens français s'est grandement accentuée après la guerre civile, au moment où l'industrie forestière a atteint un très haut niveau de développement et a nécessité plus que jamais une main-d'œuvre nombreuse. Comme le démontre le tableau 3.1, le nombre de Canadiens français a augmenté tant en chiffres absolus qu'en poids relatif à partir de la guerre et jusqu'au milieu des années 1890. En 1860, le nombre de Canadiens français s'élevait à 401, soit à peine 2,5 % de la population de la vallée. Vingt ans plus tard, la population canadienne-française avait fait un bond remarquable, atteignant 7 331 habitants et comptant maintenant pour 7,5 % de la population totale de la vallée.

Cette arrivée massive de migrants canadiens-français a accéléré le mouvement de regroupement sur une base linguistique et religieuse. Lorsque le nombre l'a permis, les migrants canadiens-français ont créé leurs propres communautés et ont mis en place des institutions sociales qui sont devenues autant de structures de rassemblement favorisant l'émergence d'une vie communautaire à la fois dynamique et complexe.

Cette vie communautaire s'est articulée d'abord autour de deux réalités centrales. La première fut la famille. Soutien essentiel à la migration elle-même, la famille fut aussi le lieu par excellence de socialisation, un lieu où les valeurs de la société d'accueil furent introduites et confrontées aux valeurs de la société d'origine. C'est de cette rencontre, de cette interaction qu'a émergé un *modus vivendi*, une ethnicité où les valeurs utiles pour l'adaptation furent renforcées. Et celles qui nuisaient à cette adaptation ont été marginalisées, tout en maintenant certaines particularités culturelles essentielles à l'identification. C'est également en fonction du bien-être des membres de la famille que des décisions particulières furent prises, que des stratégies furent élaborées afin de s'adapter aux réalités changeantes dans le but de maintenir et d'améliorer la qualité de vie de tous ses membres¹⁸. Le travail fut également un lieu important de socialisation. Les longues heures

TABLEAU 3.1

Nombre de Canadiens français
dans la vallée de la Saginaw, 1840-1900

Nombre de Canadiens français

<i>Année</i>	<i>Population de la vallée</i>	<i>Comté de Bay</i>	<i>Comté de Saginaw</i>	<i>Total</i>	<i>Nombre de Canadiens sur pop. de la vallée (%)</i>
1840	892	-	60	60	6,7
1850	2 609	-	85	85	3,2
1860	15 857	221	180	401	2,5
1870	54 997	1 346	1 076	2 422	4,4
1880	97 176	4 536	2 795	7 331	7,5
1884*	51 221	6 913	-	-	13,4
1894*	61 304	7 348	-	-	12,0
1900	143 600	7 135	3 189	10 324	7,1

Source: Listes nominatives de recensements fédéraux américains, 1840-1900. * Ces statistiques sont tirées du dépouillement des listes nominatives de recensement d'État du comté de Bay seulement.

passées à l'atelier, à la scierie, au chantier naval et en compagnie de travailleurs d'origines diverses ont fait de ces lieux des endroits privilégiés où les échanges et les contacts furent les plus étroits et où l'intégration socio-économique s'est réalisée progressivement.

L'accroissement rapide du nombre de Canadiens français a entraîné la mise en place des premières structures de rassemblement. Se référant à la réalité sociale au Québec, les migrants ont mis sur pied les institutions avec lesquelles ils étaient familiers dans leur pays d'origine. C'est ainsi que des paroisses, des églises, des écoles paroissiales, des journaux et des sociétés nationales furent créés, permettant graduellement l'émergence de communautés structurées, qui ont, à leur tour, agi comme pôle d'attraction pour les migrants potentiels. Ces communautés qui, avant la guerre civile, étaient fluides et multilinguistiques, se sont stabilisées graduellement au fur et à mesure que leur population a augmenté. De ces communautés constituées de travailleurs et de travailleuses, de jeunes et de moins jeunes, ont émergé

des leaders cléricaux et civils qui ont agi comme intermédiaires, traduisant les besoins de leurs commettants et les exigences de la société d'accueil à leur endroit.

Avant la guerre civile, on l'a vu, les premiers catholiques d'origine canadienne-française avaient senti le besoin, dans un monde protestant, de se donner des moyens de maintenir leurs particularités religieuses en s'unissant sur une base religieuse avec d'autres catholiques pour créer une structure paroissiale élargie¹⁹. Après la guerre, l'arrivée constante d'immigrants catholiques a stimulé la création de nouvelles paroisses mixtes ou multiethniques dans la vallée, regroupant tous les catholiques sans discrimination en regard de la langue ou de l'origine, et sous l'autorité d'un seul pasteur²⁰.

Or, cette situation a rapidement posé des problèmes pour les Canadiens français. La progression rapide de leur effectif et le fait que la plupart d'entre eux ne maîtrisaient pas la langue anglaise parlée par le curé de la paroisse catholique ont vite entraîné des problèmes de compréhension des enseignements, créé un sentiment d'exclusion et amené ces franco-catholiques à demander aux autorités que soit créée une paroisse francophone séparée, animée par un prêtre donnant ses services et ses enseignements dans une langue qu'ils pouvaient comprendre.

Ce fut le cas dans la paroisse mixte de St. Joseph de Bay City, alors que les Canadiens français de cette ville, dont le nombre avait atteint près de 500 âmes en 1870, ont exercé des pressions afin d'obtenir leur propre paroisse nationale. De longues négociations furent entamées entre les représentants des paroissiens et les autorités diocésaines catholiques d'origine belge puis allemande — M^{gr} Lefebvre meurt en 1868 et M^{gr} Borgess, un américanophile notoire²¹, le remplace — afin de démontrer la pertinence de subdiviser la paroisse de St. Joseph.

Il est difficile de savoir dans quel climat se sont déroulées ces négociations. Mais, ailleurs aux États-Unis, ce genre de démarche effectuée par des Canadiens français avait généralement donné lieu à de vifs débats, de vives discussions, qui souvent s'étaient transformées en luttes ouvertes entre les parties en présence. Un épisode orageux avait eu lieu dans la ville de Muskegon, une ville forestière située dans l'ouest du Michigan, à propos de semblables revendications de la part des Canadiens français de la paroisse Saint-Jean-Baptiste. Des tensions encore plus vives et des discussions encore plus animées eurent lieu à

Detroit, au moment où des paroissiens canadiens-français avaient émis le vœu de voir se former une paroisse catholique séparée francophone²². Si dans certains cas, les Canadiens français ont obtenu gain de cause, dans tous les cas, les discussions ont profondément divisé la population catholique et laissé chez certains paroissiens de très mauvais souvenirs. Et quand la décision de l'évêque était favorable aux Canadiens français et que les esprits s'étaient quelque peu refroidis, de nouvelles tensions refaisaient surface quand arrivait le moment de diviser les avoirs et les dettes de la paroisse d'origine et de s'entendre sur la participation financière du diocèse à la construction d'une nouvelle église.

Or, après de longues discussions, les Canadiens français ont obtenu en 1868 leur paroisse nationale. La paroisse de St. Joseph fut subdivisée et la paroisse anglo-catholique de St. James fut ainsi créée, dont la direction fut assumée par le révérend Schutzes qui était présent comme missionnaire dans la vallée depuis fort longtemps. La paroisse de St. Joseph devenait ainsi la première paroisse nationale des Canadiens français, le premier « Petit Canada » de la vallée. De plus, ce qui était un accomplissement singulier, les Canadiens français obtenaient des autorités cléricales la nomination d'un prêtre francophone à la tête de la paroisse, le révérend Gilbert Girard, originaire de France²³.

Le révérend Girard demeura en poste jusqu'en 1872. Après quoi, un peu à l'image de l'industrie du bois de la région, la paroisse de St. Joseph de Bay City est entrée dans une période de forte turbulence : entre 1872 et 1888, elle a vu défiler à sa direction pas moins de dix prêtres, dont trois étaient d'origine française. L'instabilité dans la direction et la marginalisation du français comme langue de communication dans la paroisse ont contribué à éloigner cette institution des francophones et à la rendre moins crédible aux yeux des paroissiens canadiens-français, qui auraient apprécié, en ces années difficiles économiquement, une plus grande stabilité et un certain leadership²⁴.

Au leadership incertain sont venues s'ajouter d'autres difficultés. En 1888, une crise profonde a éclaté dans la paroisse St. Joseph et est venue ébranler profondément la communauté canadienne-française de Bay City. Elle fut le résultat de difficultés qu'éprouvait la paroisse depuis quelques années au niveau tant matériel que spirituel. Matériellement, les problèmes de la paroisse avaient en fait débuté en 1880 lorsque le révérend Thibodeau avait fait construire une nouvelle église

à grands frais pour mieux répondre aux besoins d'une population canadienne-française en forte croissance au cours des années 1870, qui avait atteint plus de 2000 paroissiens en 1880 et plus de 3 300 en 1884²⁵. En 1888, au terme de la construction, la paroisse devait toujours près de 6 000 \$. Dans une telle situation financière, après le départ du père Thibodeau, dont on ignore s'il fut volontaire ou exigé par les autorités cléricales, le diocèse eut beaucoup de difficulté à trouver un successeur intéressé à venir servir dans une paroisse paralysée par son endettement et vouée, sans un redressement rapide, à une mise en tutelle²⁶. Toutefois, le révérend Roth, de la Congrégation des Holy Ghosts, accepta de relever le défi²⁷. De 1889 jusqu'en 1894, il prit des mesures énergiques, dont on ignore toutefois la teneur, qui ont eu pour effet de ramener l'équilibre financier dans la paroisse.

La stabilité n'était pas pour autant revenue puisque surgirent de nouveaux problèmes financiers qui, cette fois-ci, divisèrent les paroissiens. Au début des années 1890, l'église, le presbytère et l'école paroissiale nécessitaient des réparations essentielles et urgentes. Or, pour des raisons qui demeurent obscures, des divisions profondes apparurent parmi les paroissiens au sujet des réparations à effectuer aux bâtiments. Ces divisions se transformèrent rapidement en de vives tensions que le révérend Dangelzer, à la tête de la paroisse depuis 1895, a réussi à apaiser. On peut croire que ces divisions furent le résultat de réactions de la part de certains paroissiens, probablement les derniers arrivés, qui auraient manifesté ouvertement leur désaccord à éponger une facture de réparations en période de crise économique, alors que d'autres, probablement les plus anciens paroissiens, les piliers de la communauté et ceux qui étaient établis de manière définitive, se seraient montrés plus conciliants envers les demandes du prêtre. Quoi qu'il en fut, les rénovations furent entreprises et totalisèrent 5 000 \$, un montant qui fut remboursé en totalité par les paroissiens. Mais déjà, sans leadership clérical dynamique, et avec des paroissiens dont le nombre diminuait régulièrement, étant passé de 3013 en 1894 à 2539 en 1900, la paroisse St. Joseph, jadis le cœur de la communauté canadienne-française de Bay City, fut appelée de plus en plus à revenir à son rôle initial, soit celui de paroisse catholique ouverte à toutes les minorités linguistiques²⁸.

Outre la paroisse St. Joseph, la paroisse anglo-catholique de St. Andrew's de Saginaw City, qui fut dirigée jusqu'en 1901 par le révérend

Van der Heyden, d'origine hollandaise²⁹, de même que la paroisse de St. Mary's, créée en 1874 à East Saginaw³⁰, ont aussi été des lieux où les Canadiens français, bien que minoritaires, ont organisé leur vie communautaire.

À ces paroisses catholiques se sont souvent greffées des écoles paroissiales. Des classes de jour pour les enfants, de même que certaines classes de soir pour les adultes, furent organisées. Dans le cas des paroisses franco-catholiques, des écoles, sous la direction du curé de la paroisse, ont joué le rôle de soutien à la « survivance » culturelle, servant à perpétuer la langue française et la religion catholique. L'érection d'écoles suivait généralement de peu la construction de l'église alors que souvent, dans l'intervalle, les classes avaient lieu dans le sous-sol de l'église. Aux États-Unis, la création d'écoles catholiques exigeait beaucoup d'énergie et de sacrifice de la part des paroissiens puisqu'aucune aide financière n'était accordée par l'État aux institutions d'enseignement confessionnelles³¹. Malgré ces obstacles, plusieurs écoles paroissiales furent établies dont une dès 1872, dans la paroisse de St. Joseph de Bay City sous la direction du curé Delbair. Les classes furent d'abord tenues dans les locaux du Watson Block qui pouvaient accommoder près de 200 élèves. Et l'année suivante, l'école emménagea dans des locaux plus conformes à ses activités³².

À ces deux institutions d'encadrement communautaire se sont ajoutés, mais de façon plus régionale, des journaux francophones. Ayant pour objectif de promouvoir le maintien des particularités culturelles des Canadiens français, ces journaux se voulaient le lien le plus direct entre ses lecteurs francophones et leur pays d'origine. Les migrants pouvaient garder contact avec leur terre natale et maintenaient vivantes leurs traditions et leurs valeurs, en autant qu'elles ne gênaient pas l'intégration harmonieuse des membres de la communauté. Ces journaux, éphémères et à tirages modestes³³, renseignaient souvent mieux leurs lecteurs sur les grands sujets d'actualité dans le pays d'origine que sur la vie de la communauté qu'ils voulaient servir³⁴.

C'est le cas des journaux francophones publiés dans la vallée. Catholiques, conservateurs, prônant la paix sociale et le respect de l'autorité, ces journaux véhiculaient un contenu éditorial qui reflétait essentiellement les préoccupations des élites civiles et religieuses de la communauté. La réalité vécue par les migrants et les développements

économiques de la région étaient complètement ignorés. Dans la majorité des cas, le contenu de la page consacrée aux nouvelles de la communauté était si désincarné, si loin des préoccupations du milieu ambiant, que souvent sa lecture ne permettait pas de déterminer avec précision si ce journal était publié dans une ville forestière du Midwest ou dans une ville manufacturière de la Nouvelle-Angleterre. Les informations relatives à la vie communautaire étaient rarissimes. Et quand il en était question, c'était pour préciser les dates et lieux où seraient tenues les réunions d'institutions nationales, où auraient lieu les concerts et les réceptions mondaines, ou simplement pour attirer l'attention des lecteurs sur l'arrivée ou le départ de notables de la communauté et annoncer la tenue de certaines activités dans les communautés avoisinantes³⁵. Comme institution de renforcement de la vie communautaire, les journaux n'ont manifestement pas rempli leur rôle. Par leur contenu et leur approche, plusieurs journaux ont agi davantage comme agent d'assimilation. Leur direction a souvent exercé des pressions afin de modifier le comportement politique ou social des migrants de manière à le rendre plus compatible avec les attentes de la société-hôte ou à montrer à la société d'accueil que les Canadiens français s'adaptaient bien à la réalité américaine.

C'est à Bay City — la ville qui comptait le plus de Canadiens français dans la vallée — que tous les journaux canadiens-français furent édités. Le premier à voir le jour fut *Le Courrier*, dont la publication débuta en 1878 et qui parut pendant près de trois ans³⁶. *Le Patriote* a pris sa relève puisqu'il fut publié pour la première fois en novembre 1882 sous la direction de H. A. Pacaud³⁷. Sa parution fut à plusieurs reprises interrompue pendant de longues périodes et il cessa sa publication en 1904. Le journal *Le Souvenir*, un concurrent probable au *Patriote*, parut à la fin d'avril 1883, sous la direction de Célestin Boucher mais ne vécut que trois mois. Enfin, en juin 1888, le journal *L'Ouest français*, dirigé par Charles Guérin et Téléphore Saint-Pierre, était publié. Il disparut après 11 mois d'existence³⁸. Le fait que la majorité des publications ait vu le jour dans les années 1870 et 1880 démontre bien que ces années furent les plus dynamiques pour les Canadiens français de la vallée et pour ceux de Bay City.

Parallèlement à ces institutions, les Canadiens français ont également mis sur pied des sociétés nationales qui furent d'abord essentiellement des sociétés de secours mutuel, offrant de l'assurance vie ou

de l'assurance invalidité aux Canadiens français et cherchant à rassurer les familles et à secourir les veuves, les malades et les orphelins³⁹. À cette époque, ce type d'institution était peu répandu dans les petits villages du Québec. Dans les régions rurales, c'était le clergé qui s'occupait de prendre en charge les familles en difficultés. Les sociétés nationales avaient vu le jour surtout dans les centres urbains comme Montréal⁴⁰. Influencées par l'idéologie de la « survivance », ces sociétés se sont donné des rôles sociaux plus importants, des rôles de leaders dans les communautés où elles œuvraient, en célébrant les origines françaises de leurs membres et en fêtant tous les ans avec éclat la fête nationale des Canadiens français. La création de ce type d'institution au Michigan fut liée intimement à l'arrivée, à partir du milieu du XIX^e siècle, de nouveaux migrants. Cette arrivée a ravivé chez plusieurs Canadiens français le désir de se serrer les coudes, de faire preuve de solidarité et de lutter afin de conserver leurs particularités franco-catholiques. Ces sociétés furent mises sur pied généralement au moment où la communauté fut suffisamment nombreuse pour les soutenir et où s'est développé chez les membres un sentiment d'appartenance profond envers la communauté. Ce furent généralement les plus anciens immigrants qui se sont engagés dans la direction de ces sociétés et, particulièrement, ceux qui ont pris la décision de s'établir définitivement dans la région⁴¹.

Au début des années 1850, une première organisation canadienne-française de ce type était née à Detroit. Seconde en importance après la Société Saint-Jean-Baptiste de l'État de New York créée en 1850, cette organisation fut créée par E. N. Lacroix, qui avait contribué la même année à la création d'un journal, *Le Citoyen*, qui fut publié pendant un an dans cette ville. Avec l'aide de collaborateurs comme François L'Espérance et Robert Rhéaume, Lacroix a mis cette société de secours mutuel sur pied en février 1852. Cette organisation avait pour objectif de regrouper tous les Canadiens français du Michigan et de leur assurer une juste part d'influence⁴². Les progrès de cet organisme furent toutefois lents puisqu'à la fin de l'année il comptait à peine une vingtaine de membres. Les dirigeants demandèrent à Daniel J. Campau, un notable canadien-français de Detroit, de prendre la direction de l'organisme afin de lui inculquer un nouveau dynamisme. Sous son leadership, l'organisme prit officiellement le nom de Société Lafayette, du nom du général français le plus populaire aux États-Unis et jadis

ami intime du président Washington. Sous sa direction, les progrès furent si rapides que les responsables de la Société décidèrent en 1857 de souligner avec faste le centenaire de la naissance du général Lafayette en organisant des grandes festivités avec défilés et processions dans les rues de Detroit⁴³. En invoquant la mémoire d'un militaire français apprécié par les Américains et en montrant que les Canadiens français désiraient au même titre se faire accepter par la population américaine, la décision de la Société était stratégique.

Les dirigeants de la Société Lafayette décidaient, en avril de la même année, d'incorporer officiellement l'organisme. Ses objectifs étaient de « stimuler et de conserver les sentiments de bienveillance existant présentement parmi les citoyens français de Detroit et autres parlant la langue française et d'unir ces personnes par actes et des devoirs de charité mutuelle [sic]⁴⁴ ».

Son rayonnement s'étendit rapidement, surtout vers les régions urbaines où la population canadienne-française était la plus nombreuse. Dès 1866, la vallée de la Saginaw comptait suffisamment de membres pour rendre nécessaire la nomination d'officiers spéciaux qui iraient représenter à Detroit la centaine de membres en règle qui habitaient la vallée. Louis Guérin, d'East Saginaw, et Charles Rivet, de Bay City, furent désignés. Le nombre de membres augmenta si rapidement que dès 1869, une succursale de la Société Lafayette était créée à Bay City et que l'on entreprenait la construction d'un édifice qui abriterait les bureaux de l'organisme, le Lafayette Hall⁴⁵. Les célébrations annuelles qui entouraient l'anniversaire de naissance de Lafayette débordèrent donc Detroit pour s'étendre jusque dans les rues de Bay City⁴⁶.

D'autres sociétés nationales ont également vu le jour dans la vallée. Un « chapitre » de l'Union Saint-Jean-Baptiste fut créé à Bay City, alors qu'une association Saint-Jean-Baptiste du Michigan voyait le jour à West Bay City⁴⁷. Cette dernière avait été créée à Detroit en 1864. Ne recrutant que des Canadiens français, cet organisme désirait s'abstenir de participer à tout débat politique qui divisait généralement plus les communautés qu'il ne les unissait. L'association voulait plutôt « offrir aux Canadiens français l'occasion de fraterniser et de se concerter sur les moyens d'élever le niveau religieux, intellectuel, social et moral de la race française de l'État du Michigan ». Son but était de stimuler la création de sociétés Saint-Jean-Baptiste dans chacun des comtés de

l'État⁴⁸. Organisme très patriotique, l'association s'est occupée d'organiser chaque année la fête de la Saint-Jean-Baptiste, le 24 juin⁴⁹.

La mise en place de ces institutions a contribué à créer dans ces villes industrielles et de plus en plus multi-ethniques des quartiers franco-catholiques dynamiques où s'est développée une vie communautaire. Il s'est créé des commerces, des hôtels et des « saloons » qui ont donné naissance à une classe de gens d'affaires, d'artisans et de professionnels qui, profitant de ce marché captif, a cherché à répondre aux besoins de la communauté. Or, ces sociétés nationales allaient être secouées par une crise interne qui viendra perturber les communautés de la vallée.

Le mouvement annexionniste

Les communautés canadiennes-françaises de l'État et leurs principales organisations ont été les grands protagonistes d'un débat politique qui s'est amorcé à la fin des années 1860 au Canada et qui a posé de manière précise la question de l'avenir de ce pays. Ce débat a pris naissance autour de l'annexion du Canada aux États-Unis, une idée qui fut proposée par Médéric Lanctot, un réformateur de Montréal⁵⁰. Selon ce projet « annexionniste », les Canadiens français avaient été, depuis la Conquête, privés des libertés fondamentales par un régime colonial qui leur refusait la liberté pleine et entière. La seule solution qui s'offrait donc était que le Canada obtienne son indépendance politique de l'empire britannique et qu'il puisse s'annexer à un pays qui avait fait de la liberté un droit fondamental protégé par la Constitution.

Invité à prononcer un discours en 1868 au Club démocratique français de Detroit, Lanctot exposa son option politique annexionniste. Son discours a plu à l'auditoire puisque les membres ont dès lors décidé de jeter les bases d'une organisation qui prit le nom d'Association de l'indépendance pacifique du Canada et ont procédé à l'élection de ses officiers⁵¹.

Fort de cet appui, Lanctot quitta Detroit pour se rendre en Nouvelle-Angleterre où il prononça de nombreuses conférences où il présenta son option. Il participa également à la convention nationale des Canadiens français tenue en octobre 1868 à Springfield, Massachusetts, où il chercha sans succès à amener la discussion sur son option.

De retour à Detroit, Lanctot et son mouvement annexionniste gagnèrent des adeptes. Il réussit à obtenir l'appui de toutes les sociétés canadiennes-françaises de Detroit⁵². À l'assemblée annuelle de l'Association Saint-Jean-Baptiste de l'État du Michigan, tenue en septembre 1869, Lanctot fut nommé avec d'autres pour représenter la société à la prochaine convention nationale de Detroit.

Cette cinquième convention des Canadiens français des États-Unis, tenue le 13 octobre 1869, a réuni les représentants de treize sociétés canadiennes-françaises des États-Unis⁵³. Le comité des résolutions fut dominé par Médéric Lanctot et par L.-H. Fréchette, membre de la Société Saint-Jean-Baptiste de Chicago, qui ont réussi à proposer, parmi les résolutions à entériner, un vote sur l'option annexionniste de Lanctot. Cette option fut présentée de la façon suivante :

Considérant que les Canadiens français émigrés aux États-Unis ont été forcés de s'expatrier par l'administration honteusement corrompue et cruellement arbitraire qui n'a cessé de peser sur le Canada depuis sa conquête par l'Angleterre ; considérant que, tant que le régime colonial existera au Canada, les Canadiens expatriés ne pourront jamais retourner dans leur pays, parce que ce régime leur refuse, par sa propre nature, le pain et la liberté qu'ils trouvent abondamment aux États-Unis ; considérant que l'indépendance du Canada et son annexion aux États-Unis pourraient seules donner aux Canadiens français expatriés aux États-Unis les avantages dont ils jouissent ici, et que par conséquent ils ne sauraient retourner dans leur patrie sans qu'elle soit libre et annexée à l'union américaine ; [il est] Résolu que nous, Canadiens français, nous n'admettons d'autre solution raisonnable et possible pour le bonheur de notre patrie et pour la cessation de notre expatriation, que dans l'indépendance du Canada de la métropole britannique et l'annexion de notre patrie à l'union américaine⁵⁴.

Le Comité des résolutions proposait également que soit formée une commission générale d'indépendance et d'annexion du Canada aux États-Unis dont le siège social serait à Detroit et que soit créé un journal pour diffuser les idées annexionnistes. Il proposait enfin que la prochaine convention ait lieu à Montréal et qu'elle soit une convention continentale réunissant tous les Canadiens français d'Amérique. Toutes les résolutions proposées par le comité furent adoptées par 12 voix contre 7⁵⁵.

L'adoption de cette résolution a constitué un fait marquant pour les Canadiens français du Michigan. Le vote a montré clairement une division entre les organisations de la région de Detroit, favorables à l'idée d'annexion, et les autres organisations canadiennes-françaises du Michigan⁵⁶. Fort de sa victoire, Médéric Lanctot fit paraître dès novembre 1869 à Detroit le premier numéro de *L'Impartial*⁵⁷, le journal de l'option annexionniste dans lequel il précisait sa pensée annexionniste⁵⁸.

Toutefois, le mouvement annexionniste s'essouffla rapidement. *L'Impartial* ne fut publié que pendant cinq semaines. Puis Lanctot apostasia publiquement sa foi catholique et créa l'*Anti-Roman Advocate*, un journal véhiculant des idées protestantes. Ce deuxième journal ne parut que cinq mois. Lanctot rentra au Canada où, en plus de revenir à sa religion première, il entreprit une révision en profondeur de ses positions politiques, contribuant ainsi à saper tout le soutien qu'avait réussi à obtenir le mouvement annexionniste dont il avait été l'instigateur. La convention de Montréal n'eut jamais lieu et le mouvement annexionniste s'évanouit⁵⁹.

Tout éphémère qu'il fut, le mouvement annexionniste a toutefois réussi à créer une importante division chez les leaders des sociétés canadiennes-françaises, entre celles qui œuvraient à Detroit, le cœur du fait francophone de l'État, et celles des autres centres du Michigan. Il est facile de concevoir qu'à Detroit, où les Canadiens français d'origine étaient présents depuis plus longtemps, où l'utilisation du français était en régression, là où un pourcentage important d'entre eux étaient établis à demeure et où l'intégration sociale était déjà bien enclenchée, l'appui à une éventuelle annexion n'ait pas soulevé d'opposition farouche et n'ait pas remis fondamentalement en question leur façon de vivre. En périphérie, toutefois, et spécialement dans la vallée, la majorité des Canadiens français avaient encore l'intention de ne séjourner au Michigan que quelque temps pour ensuite retourner au Canada. Les intérêts des Canadiens français de Detroit se sont donc éloignés graduellement des intérêts de ceux qui vivaient en périphérie et qui désiraient maintenir leurs particularités culturelles et qui s'opposaient à l'annexion de leur pays franco-catholique aux États-Unis anglo-protestants. Cet épisode a semé la confusion au sein des élites qui cherchaient à maintenir en vie les caractéristiques culturelles des

immigrants. En prônant l'annexion du Canada, les annexionnistes du Michigan condamnaient les Canadiens français, à plus ou moins brève échéance, à l'acculturation⁶⁰.

Après cette convention, rien ne fut semblable pour les Canadiens français du Michigan. Cet épisode a divisé profondément les sociétés canadiennes-françaises puisqu'il avait éliminé définitivement toutes possibilités de les voir réunies au sein d'une même fédération d'État, hypothéquant ainsi les chances de maintien des particularités franco-catholiques dans cette région. L'Association Saint-Jean-Baptiste, dont les délégués avaient voté massivement pour l'annexion, s'est maintenue pendant deux ans pour ensuite disparaître en 1872. La Société Lafayette de Detroit, qui avait aussi soutenu les idées de Lanctot, est demeurée active mais a décidé, à partir de 1871, de ne plus envoyer de délégués aux conventions nationales. Seule la Société Saint-Jean-Baptiste du comté de Wayne se rallia à l'Union des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Michigan. Mais l'Union fit faillite en 1879, ce qui obligea la S. J. B. du comté de Wayne à s'occuper elle-même de ses propres membres⁶¹. Le mouvement annexionniste a non seulement eu pour effet d'ébranler les sociétés mais il a surtout eu pour conséquence de miner la crédibilité des leaders aux yeux des Canadiens français.

Ces perturbations au niveau institutionnel furent toutefois insuffisantes pour ralentir le flot migratoire des Canadiens français qui s'est accentué vers la vallée après la guerre civile, malgré le fait que la décennie 1870-1880 fut marquée par une grève en juillet 1872 dans l'industrie forestière et par une importante crise économique entre 1873 et 1879.

En fait, les chiffres démontrent que, de 1870 à 1880, la population canadienne-française de la vallée a progressé plus rapidement que la population totale. Dans le comté de Saginaw, leur nombre a progressé de près de 160 % entre 1870 et 1880, alors que la population totale du comté n'a augmenté que de 51 %. Pour le comté de Bay, la situation est encore plus manifeste alors que la population canadienne-française a augmenté de 240 % durant cette décennie, et que la population totale du comté n'a progressé que de 140 %.

Ces données suggèrent deux choses. D'une part, que les Canadiens français sont, dès les années 1870, si bien intégrés du point de vue socio-économique qu'une crise économique, pourtant caractérisée par

des fermetures d'usines et des baisses de salaires, ne les a pas fait fuir la région. Les nouveaux arrivants ont en effet pu compter sur la présence de compatriotes et sur leur expérience de vie et de travail pour s'intégrer rapidement en ces temps instables. Mais, d'autre part, elles suggèrent aussi que le processus migratoire des Canadiens français est maintenant rendu au stade de « migration en chaîne », c'est-à-dire que l'attraction qu'exerce la vallée ne tient plus uniquement aux emplois qu'elle génère, mais sur les solidarités ethniques qui s'y sont développées, sur l'aide et le soutien que peuvent apporter aux nouveaux arrivants les amis et les parents qui sont déjà établis afin de faciliter leur intégration socio-économique.

Les raisons de cette accélération du mouvement migratoire sont nombreuses. La première tient au fait que les occasions d'emplois se sont grandement améliorées avec la consolidation de l'industrie forestière. Mais il faut bien voir aussi que la présence d'une infrastructure communautaire d'accueil mieux établie et l'amélioration des voies de communication entre les deux régions ont favorisé une migration plus importante. En effet, depuis 1860, la compagnie de chemin de fer Grand Trunk avait établi une liaison ferroviaire qui reliait le cœur du Québec et Sarnia, Ontario, d'où les passagers pouvaient rejoindre Port Huron au Michigan, en empruntant le traversier naviguant sur la rivière Sainte-Claire pour atteindre plus directement la vallée⁶².

Les migrants qui arrivent dans la vallée durant cette période proviennent de plus en plus du Québec et de moins en moins du Michigan ou du Nord-Est⁶³ (voir tableau 3.2). En 1860, 82 % de tous les chefs de ménage étaient nés au Québec alors que moins de 12 % étaient nés au Michigan et près de 6 % dans le Nord-Est. Or, dix ans plus tard, la réalité s'était modifiée : 94 % étaient originaires du Québec, 4 % du Michigan et 2 % du Nord-Est⁶⁴.

Même si la migration se réalise de manière plus directe, certains arrêts dans le Nord-Est ont jalonné l'itinéraire que suivaient certains Canadiens français en direction de la vallée⁶⁵. C'est le cas, par exemple, de Georges Lavigne, né au Québec en 1814⁶⁶. Après s'être mariés au Canada, Georges et son épouse ont migré aux États-Unis où ils ont eu un enfant en 1852 dans l'État de New York⁶⁷. Le ménage Lavigne a par la suite quitté cet État puisque c'est au Michigan que nous les retrouvons en 1856 alors que naissait un autre enfant. Deux autres enfants

TABLEAU 3.2

Évolution du profil socio-économique et des lieux de naissance
des Canadiens français de la vallée de Saginaw, 1850-1900
(en pourcentage)

Lieux de naissance	Années				
	1850	1860	1870	1880	1900
Michigan	47,1	12,3	3,9	6,4	13,1
Canada (français)	47,1	82,2	94,1	88,8	80,9
Nord-Est américain	5,8	5,5	2,0	4,8	6,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Secteurs économiques	Années				
	1850	1860	1870	1880	1900
Agriculture	52,9	36,9	5,8	12,0	23,7
Scierie et sel	5,8	35,5	58,8	52,0	31,3
Artisan - Travail qualifié	-	17,8	13,7	20,0	11,6
Services	-	-	13,7	8,0	11,6
Secteur manufacturier					
Journalier (non précisé)	35,2	-	-	-	9,5
Autres	7,1	9,8	8,0	8,0	12,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Listes nominatives de recensements fédéraux américains, 1850-1900.

sont nés au Michigan en 1862 et en 1867. Et, en 1870, on retrouvait le ménage Lavigne vivant dans le comté de Saginaw, où Georges occupait le métier de journalier dans l'industrie forestière.

D'autres familles migrantes ont emprunté un itinéraire plus sinueux que celui des Lavigne. Prenons le cas de Jos Mallette, né en 1831. Au début des années 1850, Jos épousa une Canadienne et, en 1852, le couple donna naissance au Canada à leur premier enfant. Mais c'est dans l'État de New York qu'est née l'année suivante leur deuxième enfant, de même que les trois suivants en 1856, en 1859 et en 1861. La guerre civile a éclaté aux États-Unis, forçant la famille Mallette à revenir au Canada où l'enfant suivant est né en 1863. Mais, dès 1867, au moment où le climat américain leur a paru plus stable, la famille est retournée aux États-Unis. Elle s'est dirigée vers le Michigan où deux autres enfants sont nés en 1867 et en 1869. Et, en 1870, Jos occupait le

poste de charpentier naval et vivait avec son épouse et leurs huit enfants à Saginaw City.

Ce ne sont ici que quelques exemples qui démontrent bien la complexité de la migration, l'extraordinaire mobilité des migrants et les nombreuses étapes qui ont jalonné leurs itinéraires. Dans ces cas, l'État de New York a constitué une escale commune dans le processus qui les a menés vers la vallée.

De 1860 à 1880, les nouveaux Canadiens français qui s'installent dans la vallée se concentrent dans les centres urbains industriels, là où les chances d'emplois s'étaient grandement améliorées. Dans le comté de Saginaw, Saginaw City et East Saginaw, les deux principales villes industrielles, ont regroupé pendant toute cette période plus de 50 % de tous les Canadiens français du comté. Dans le comté de Bay la situation était semblable : les Canadiens français se sont établis dans les plus importantes régions industrielles que constituaient la ville de Bay City et le canton de Bangor, qui ont regroupé pendant cette période près de 75 % de tous les Canadiens français du comté. La ville de West Bay City, créée en 1877 de la fusion des villages de Banks, Salzburg et Wenona⁶⁸, regroupait 30 % de tous les Canadiens français du comté en 1880.

Le profil professionnel des Canadiens français de la vallée, en pleine transformation dans les années 1850, s'est stabilisé durant la période 1860-1880. Durant toute cette période, le travail en scierie et dans le secteur connexe de la production de sel est demeuré celui qui attire la majorité des chefs de ménage. Si plusieurs des chefs de ménage travaillaient comme journaliers dans les scieries⁶⁹, un fort pourcentage occupait déjà des postes de responsabilité, bien rémunérés, notamment ceux de superviseurs, ou des postes comme *mill carpenter*, limeurs ou scieurs qui exigeaient certaines qualifications⁷⁰. Cette diversité dans l'intégration économique des Canadiens français démontre que, malgré leur arrivée récente sur le marché du travail, plusieurs d'entre eux ont su mettre à profit leurs qualifications pour obtenir rapidement des postes de responsabilité dans les scieries.

Le secteur des services occupait près de 14 % des chefs de ménage en 1870 mais ne donnait de l'emploi qu'à 8 % d'entre eux en 1880. Ils travaillaient principalement comme propriétaires d'hôtels, propriétaires de « saloon » et commerçants d'alcool. Cette présence des Canadiens français dans le secteur relié à la vente d'alcool étonne. En effet,

les études passées ne nous ont pas habitué à associer aussi étroitement les Canadiens français au commerce de l'alcool. Cette réalité est sans doute liée au fait que ce type de métier ne cadrerait pas avec les valeurs de tempérance que les élites cléricales cherchaient à inculquer à leurs paroissiens. La forte présence de Canadiens français dans ce secteur d'activité pourrait être liée à leur expérience de travail acquise lors de leur séjour dans différentes villes forestières au Canada et aux États-Unis. Leur séjour dans les centres forestiers leur a fait prendre conscience que devenir propriétaire de « saloon », contrairement à ce que prêchait leur curé, n'était pas forcément un « passeport pour l'enfer », mais pouvait, malgré l'imposante mise de fonds requise et les permis onéreux exigés par les autorités, s'avérer un travail très lucratif.

De plus, le propriétaire de « saloon » détenait un statut social particulier dans la communauté puisque ce lieu jouait aussi le rôle de centre social et récréatif, de point de rencontre où des informations privilégiées circulaient, notamment en ce qui concernait le marché du travail. Les propriétaires de « saloon » servaient souvent d'intermédiaires entre les travailleurs à la recherche d'emplois et les employeurs à la recherche de travailleurs. En agissant ainsi, non seulement ils rendaient service à ceux qui s'arrêtaient dans leur commerce, mais ils s'assuraient aussi que leur établissement devienne un arrêt obligatoire pour ceux qui cherchaient du travail. Dans le cas des Canadiens français, la présence de compatriotes propriétaires de « saloon » — généralement des immigrants respectés et influents dans la communauté — a facilité l'intégration économique des nouveaux migrants dans la région. Des Canadiens français comme Edmond Voyer, 35 ans, de Saginaw City, qui tenait un « saloon », ou comme Édouard Francis, 30 ans, d'East Saginaw, qui était propriétaire d'un établissement de même nature en 1870, ont été appelés à jouer ce rôle central et sécurisant pour les migrants⁷¹.

Enfin, près de 14 % des chefs de ménage en 1870 et 20 % en 1880 étaient des artisans ou des travailleurs qualifiés, travaillant comme cordonniers, briqueteurs ou charpentiers navals sur les chantiers du comté de Saginaw. Quant au secteur agricole, déjà en déclin en 1860, il occupait moins de 6 % des chefs de ménage en 1870, mais attirait davantage dans la décennie suivante puisque 12 % d'entre eux étaient fermiers en 1880.

Les changements dans le profil des Canadiens français entre 1870 et 1880 sont étroitement liés à la crise économique qui sévit entre 1873 et 1879. Le fait qu'en 1880 moins de garçons de 15 ans et plus travaillent, que le pourcentage de ménages abritant des pensionnaires soit en baisse, que le nombre de chefs de ménage travaillant dans l'agriculture et comme artisans augmente alors que celui des chefs de ménage actifs dans l'industrie du bois diminue faiblement sont tous des effets de la crise économique sur le marché de l'emploi dans le secteur forestier (voir tableau 3.3).

Pour survivre à la crise économique, de nouvelles stratégies ont été utilisées. Certaines familles ont quitté la vallée pour retourner, de manière temporaire ou définitive, dans leur pays d'origine. C'est le raisonnement qu'a adopté la famille de Joseph Paquette, un charpentier né au Canada en 1834, qui avait séjourné avec sa famille au Michigan dans les années 1860 et au début des années 1870, et qui a décidé de retourner au Canada entre 1873 et 1876 avec son épouse et leurs quatre enfants, tous nés au Michigan. Après que les effets de la crise eurent été dissipés, ils sont revenus s'établir à East Saginaw en 1880, avec deux enfants de plus nés entre temps au Canada⁷².

Mais la grande majorité ont opté pour d'autres solutions. Certains ont choisi l'agriculture qui, comme on l'a vu, fait travailler 12% des chefs de ménage en 1880. D'autres ont privilégié la participation plus active de tous les membres de leur famille. Durant la crise, les filles de 15 ans et plus ont fortement contribué par leur travail extérieur au revenu familial. En 1880, 23% travaillaient à l'extérieur alors que, dix ans plus tôt, leur contribution était nulle.

La prise de pensionnaires est devenue durant cette période une pratique beaucoup plus répandue qu'elle ne l'avait été auparavant. Entre 20% et 25% des ménages comptaient sur ce type d'activité pour améliorer leur revenu⁷³. Les données montrent une corrélation assez nette entre la composition du ménage et la décision de loger des pensionnaires. Elles démontrent que plus de 80% des ménages abritant des pensionnaires avaient des enfants qui n'avaient pas atteint l'âge de 15 ans. Or, c'est lorsque l'enfant est en bas âge, alors qu'il peut difficilement travailler à l'extérieur et qu'il demande encore une surveillance de la part de la mère à la maison, qu'un ménage a davantage tendance à loger des pensionnaires. La composition du ménage et l'âge

des enfants ont donc influencé le choix des stratégies mises de l'avant par les familles pour améliorer leurs conditions de vie.

Les emplois que le développement de l'industrie forestière a générés après la guerre civile ont créé un climat de confiance chez la population immigrante, à tel point que plusieurs chefs de ménage ont manifesté le désir de s'établir définitivement avec leur famille aux États-Unis et d'obtenir leur citoyenneté américaine afin de participer pleinement à la vie politique. Durant cette période de consolidation, près du tiers des chefs de ménage ont demandé et obtenu la citoyenneté américaine⁷⁴.

Tout comme l'obtention de la citoyenneté, l'acquisition d'une propriété marque une étape déterminante dans l'évolution d'un ménage. Si elle s'avère souvent le résultat d'une stratégie d'épargne, elle illustre aussi la volonté de s'établir de manière plus permanente. Généralement — et c'est ce que nous avons pu observer⁷⁵ —, l'achat d'une propriété foncière vient confirmer la volonté des migrants de mettre un terme à cette quête qui les avait souvent amenés à séjourner dans plusieurs localités avant de se fixer à demeure. Or, durant cette période, bien que les données que nous possédons soient fragmentaires⁷⁶, leur analyse étonne, dans la mesure où elle révèle qu'en 1870 près de 35 % des chefs de ménage avaient une propriété foncière dont la valeur variait entre 400 \$ et 1500 \$. Cette propension des Canadiens français à devenir propriétaires de leur résidence, appuyée par le haut taux de naturalisation, confirme le fait que, très tôt, un nombre appréciable de Canadiens français ont pris la décision de s'établir de manière définitive aux États-Unis.

La grève de 1872 dans l'industrie forestière

La courte grève de juillet 1872 a curieusement créé plus de remous dans la communauté canadienne-française de Bay City que dans l'ensemble de la vallée. Dès le début de l'arrêt de travail, les travailleurs ont mis sur pied une organisation ouvrière à laquelle un nombre appréciable de Canadiens français ont adhéré. Leur participation est devenue rapidement une source de tension dans le « Petit Canada ». L'élite cléricale catholique de la ville s'est acharnée à dénoncer la grève et à condamner le regroupement ouvrier, qualifié de païen et d'hérétique, qui exigeait de ses membres qu'ils prêtent serment d'allé-

geance⁷⁷. Le curé de la paroisse, Gilbert Girard, qui venait tout juste d'être nommé à ce poste⁷⁸, a aussi vivement dénoncé, dans son sermon du dimanche, les travailleurs canadiens-français qui avaient collaboré à créer cette organisation et qui participaient à la grève⁷⁹.

La contribution active des Canadiens français dans ce conflit a de quoi étonner. Les études sur les Canadiens français aux États-Unis ne nous ont pas habitués à une participation aussi hâtive des Canadiens français dans des conflits ouvriers⁸⁰. En fait, en général, les Canadiens français aux États-Unis faisaient partie de ceux qui étaient engagés comme briseurs de grève lors de conflit de travail. Certains ont participé à des grèves en Nouvelle-Angleterre. Mais la grande majorité des grèves auxquelles les Canadiens français ont participé ont eu lieu au **xx^e** siècle, dans des villes où des communautés canadiennes-françaises étaient bien établies et bien soutenues, et notamment à Lawrence, Massachusetts, en 1912 et à Manchester, New Hampshire, en 1922.

Dans la vallée, où le processus migratoire était encore récent, la participation à cette grève, qui semble significative si l'on en juge par les réactions qu'elle a suscitées chez les leaders cléricaux, est encore plus étonnante. Elle peut s'expliquer par le fait que la culture de vie et de travail des Canadiens français, conjuguée à la faiblesse et l'instabilité de leur leaders cléricaux et laïcs, a rapidement — et peut-être plus rapidement qu'ailleurs — libéré les Canadiens français de l'isolement social qui en résultait, pour les intégrer plus rapidement à la vie socio-économique de la société d'accueil, leur faisant ainsi prendre conscience des principaux enjeux économiques et les faisant réagir plus rapidement en fonction de leurs propres intérêts.

Le déclin de l'industrie forestière et des communautés immigrantes, 1880-1900

La période qui s'amorce en 1880 pour se terminer à la fin du siècle est caractérisée par une instabilité de l'industrie forestière et par l'affaiblissement des communautés canadiennes-françaises de la région. La fin de la crise économique des années 1870 a ramené une certaine stabilité dans le marché du travail. Elle fut toutefois de courte durée puisque l'industrie forestière est entrée dans une nouvelle période d'instabilité qui commença en 1884, et qui fut suivie par la grève de 1885. La crise économique de 1893-1897 est venue confirmer ce déclin